



RECENSEMENT GÉNÉRAL DES ENTREPRISES



PRINCIPAUX RESULTATS

RAPPORT D'ANALYSE

TABLE DE MATIERES

■ LISTE DES TABLEAUX.....	7
■ SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS	12
■ CONCEPTS ET DÉFINITIONS.....	14
PARTIE 1 : VUE D'ENSEMBLE SUR LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS AU DENOMBREMENT ET AU RECENSEMENT EN 2021-2022	33
CHAPITRE 1 : SITUATION DES ETABLISSEMENTS AU DENOMBREMENT EN 2021-2022	33
1.1. Répartition spatiale des établissements dénombrés en 2021-2022	33
1.2. Répartition spatiale des établissements dénombrés en 2021-2022 selon leur situation actuelle.....	34
1.3. Répartition spatiale des établissements actifs dénombrés par province selon le milieu de résidence en 2021-2022	35
CHAPITRE 2 : SITUATION DES ETABLISSEMENTS AU RECENSEMENT EN 2021-2022	37
2.1. Répartition spatiale des établissements actifs éligibles pour le recensement	37
2.2. Répartition spatiale des établissements recensés par type en 2021-2022	38
PARTIE 2 : IDENTIFICATION DES ENTREPRISES AU GABON EN 2021-2022	39
CHAPITRE 1 : RÉPARTITION SPATIALE DES ENTREPRISES RECENSÉES AVEC SUCCÈS EN 2021-2022	39
1.1. Répartition des entreprises recensées avec succès par province.....	39
1.2. Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon le milieu de résidence	40
1.3. Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon le milieu de résidence.....	41
1.4. Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon la situation d'ouverture	43
1.5. Répartition des entreprises recensées avec succès par province, par nature selon le département ..	45
1.6. Répartition des entreprises recensées avec succès par province, par ville ou arrondissement selon leur nature	47
CHAPITRE 2 : DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2021-2022	51
2.1. Création et formalisation des entreprises recensées avec succès en 2021-2022	51
2.1.1. Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création	51
2.1.2. Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon l'année de création.....	52
2.1.3. Répartition des entreprises recensées avec succès par province et département selon l'année de création	52
2.1.4. Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon l'année de création	54
2.1.5. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et l'année de création.....	56
2.1.6. Répartition des entreprises recensées avec succès selon le mode de création	57
2.1.7. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur forme juridique.....	58
2.1.8. Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon leur forme juridique	59
2.1.9. Répartition des entreprises recensées avec succès selon le secteur d'activité.....	60
2.1.10. Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain selon le secteur d'activité	62
2.1.11. Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon le secteur d'activité	65
2.1.12. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et le secteur d'activité	67
2.1.13. Répartition des entreprises recensées avec succès et immatriculées avec NIF	68
2.1.14. Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF par province selon la forme juridique	69

2.1.15.	Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF selon leur nature	70
2.1.16.	Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF par province et par département selon le secteur d'activité	70
2.1.17.	Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF en milieu urbain par province selon le secteur d'activité	72
2.1.18.	Répartition des entreprises recensées avec succès enregistrées au RCCM.....	74
2.1.19.	Répartition des entreprises recensées avec succès immatriculées au RCCM et ayant le NIF.....	76
2.1.20.	Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF en milieu urbain par province	77
2.1.21.	Répartition des entreprises recensées avec succès et enregistrées à la création (DGC, CDE, APIP, ANPI)	79
2.1.22.	Répartition des entreprises recensées avec succès et enregistrées à la création selon leur nature	80
2.1.23.	Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur affiliation à la CNSS et à la CNAMGS	81
2.1.24.	Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nationalité.....	81
2.2.	Nature des entreprises recensées et démarrage des activités en 2021-2022	82
2.2.1.	Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de démarrage de l'activité	82
2.2.2.	Répartition des entreprises recensées avec succès selon la nature de l'entreprise et l'année de démarrage de l'activité	83
2.2.3.	Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon l'année de démarrage de l'activité	84
2.2.4.	Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de démarrage de l'activité et l'année de création.....	84
	CHAPITRE 3 : ACTIVITÉS DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2021-2022	86
3.1.	Caractéristiques et propriété du local de travail	86
3.1.1.	Caractéristiques du local de travail.....	86
3.1.2.	Propriété du local de travail.....	87
3.2.	Nature de l'activité principale exercée par les entreprises	88
3.3.	Type d'opérations effectuées par les entreprises	89
3.4.	Système de comptabilité pratiqué par les entreprises en 2019	89
3.4.1.	Nombre d'établissements secondaires selon leur situation de dépendance comptable	90
3.4.2.	Nombre d'entreprises recensées avec succès utilisant un système de comptabilité en 2019	90
3.4.3.	Nombre d'entreprises recensées et ayant le NIF selon le système de comptabilité utilisé en 2019	91
3.4.4.	Type de monnaie ou devise utilisée pour les affaires et pour la comptabilité en 2019.....	92
3.5.	Production des entreprises en termes de chiffre d'affaires hors taxes en 2019 et 2020	93
3.5.1.	Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant du chiffre d'affaires hors taxes de 2019	93
3.5.2.	Évaluation du chiffre d'affaires hors taxes de 2019 des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés déclaré en 2019	95

3.5.3.	Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant du chiffre d'affaires de 2020	96
3.5.4.	Évaluation du chiffre d'affaires de 2020 des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020.....	98
3.6.	Coûts liés à l'activité des entreprises en 2019 et 2020	100
3.6.1.	Dépenses liées aux achats de marchandises de 2019	100
3.6.2.	Dépenses liées aux achats des consommations intermédiaires de 2019	101
3.6.3.	Dépenses liées aux achats de marchandises de 2020	102
3.6.4.	Dépenses liées aux consommations intermédiaires de 2020	104
3.7.	Contraintes liées à l'activité des entreprises recensées en 2021-2022	105
3.7.1.	Classement des problèmes déclarés par les entreprises recensées avec succès	105
3.7.2.	Stratification des problèmes des entreprises recensées avec succès selon le dualisme entre le secteur formel et le secteur informel.....	106
	CHAPITRE 4 : EMPLOIS ET SALAIRES DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2019 ET 2020	108
4.1.	Niveau d'emploi dans les entreprises recensées en 2019 et 2020	108
4.2.	Besoins en métiers et métiers souhaités par les entreprises recensées	112
4.3.	Salaires payés en 2019 et 2020 par les entreprises recensées	115
	CHAPITRE 5 : PROFIL DES DIRIGEANTS ET DES PROPRIÉTAIRES DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2021-2022	119
5.1.	Structure par âge et sexe des dirigeants et propriétaires des entreprises recensées en 2021-2022 ..	119
5.2.	Structure selon la nationalité des dirigeants et propriétaires des entreprises recensées en 2021-2022	121
5.2.2.	Principales nationalités des dirigeants expatriés des entreprises recensées.....	122
5.2.3.	Répartition des dirigeants propriétaires des entreprises recensées	123
	PARTIE III : IDENTIFICATION DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF	125
	CHAPITRE 1 : RÉPARTITION SPATIALE DES ISBL DÉNOMBRÉES ET RECENSÉES EN 2021-2022.....	125
1.1.	Répartition spatiale des ISBL dénombrées en 2021-2022.....	125
1.1.1.	Nombre d'ISBL dénombrées par province et par milieu de résidence	125
1.1.2.	Nombre d'ISBL dénombrées par province selon la situation d'ouverture au recensement	126
1.2.	Répartition spatiale des ISBL recensées en 2021-2022	126
1.2.1.	Nombre d'ISBL recensées par province et par milieu de résidence.....	127
1.2.2.	Nombre d'ISBL recensées par province selon la situation d'ouverture au recensement	128
1.2.3.	Nombre d'ISBL recensées par province selon leur nature	129
	CHAPITRE 2 : DÉMOGRAPHIE DES ISBL RECENSÉES EN 2021-2022	130
2.1.	Création et formalisation des ISBL recensées en 2021-2022	130
2.1.1.	Nombre d'ISBL recensées avec succès selon l'année de création.....	130
2.1.2.	Nombre d'ISBL recensées avec succès par nature selon l'année de création	131
2.1.3.	Nombre d'ISBL recensées avec succès selon le mode de création	132
2.1.4.	Nombre d'ISBL recensées avec succès selon l'objet de création	133
2.1.5.	Nombre d'ISBL recensées avec succès et enregistrées à la création au Ministère de l'Intérieur	134

2.2.	Nature des ISBL recensées en 2021-2022 et démarrage de l'activité.....	135
2.2.1.	Nombre d'ISBL recensées selon l'année de démarrage de l'activité	135
2.2.2.	Nombre d'ISBL recensées selon l'année de création et l'année de démarrage de l'activité	136
2.2.3.	Nombre d'ISBL recensées avec succès par nature.....	136
2.2.4.	Nombre d'ISBL recensées avec succès selon la nationalité.....	138
	CHAPITRE 3 : ACTIVITÉS DES ISBL RECENSÉES EN 2021-2022.....	140
3.1.	Nature de l'activité principale exercée par les ISBL	140
3.1.1.	Nombre d'ISBL recensées selon le statut d'occupation du lieu d'exercice.....	140
3.1.2.	Nombre d'ISBL recensées par nature selon le statut d'occupation du lieu d'exercice	140
3.1.3.	Nombre d'ISBL recensées avec succès selon les principaux partenaires.....	141
3.1.4.	Nombre d'ISBL recensées avec succès par type selon les principaux partenaires	142
3.1.5.	Nombre d'ISBL recensées avec succès selon les principaux bénéficiaires de leurs services.....	143
3.2.	Sources de financement de l'activité des ISBL recensées en 2021-2022	143
3.3.	Ressources, dons et dépenses des ISBL en 2019	144
3.4.	Contraintes liées à l'activité des ISBL recensées	145
3.5.	Caractéristiques des dirigeants des ISBL recensées	146
3.5.1.	Répartition des dirigeants des ISBL recensées avec succès par groupe d'âges.....	146
3.5.2.	Répartition des dirigeants des ISBL par groupe d'âges selon le sexe	147
	CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	148
	ANNEXES : PERSONNELS AYANT PARTICIPÉ AU RGE PAR FONCTION.....	150
	ANNEXE 1 : PERSONNEL DE COORDINATION ET D'ACCOMPAGNEMENT	150
	ANNEXE 2 : LISTE DES GESTIONNAIRES DU SITE INFORMATIQUE ET DES SUPERVISEURS D'APPLICATION DU RGE	150
	ANNEXE 3 : LISTE DES CHEFS D'EQUIPE DU RGE.....	151
	ANNEXE 4 : AUTRE PERSONNEL AYANT PARTICIPE AUX ACTIVITES PREPARATOIRES DU RGE.....	152

■ LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des établissements actifs dénombrés par province selon le milieu de résidence	36
Tableau 2 : Répartition des établissements dénombrés qui sont actives par province selon le type d'entité.....	38
Tableau 3 : Répartition des établissements recensés avec succès par nature selon leur type	38
Tableau 4 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon le milieu de résidence	40
Tableau 5 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon le milieu de résidence	41
Tableau 6 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon la situation d'ouverture	43
Tableau 7 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province et par département selon la situation d'ouverture.....	43
Tableau 8 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon leur nature.....	45
Tableau 9 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon leur nature	46
Tableau 10 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province, ville/arrondissement selon leur nature	48
Tableau 11 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon leur année de création.....	52
Tableau 12 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province, département selon leur année de création	52
Tableau 13 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon leur année de création.....	54
Tableau 14 : Répartition des entreprises recensées selon leur nature et l'année de création.....	57
Tableau 15 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le mode de création	58
Tableau 16 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon la forme juridique	59
Tableau 17 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon le secteur d'activité.....	61
Tableau 18 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon le secteur d'activité.....	62
Tableau 19 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon secteur d'activité.....	63
Tableau 20 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par département selon le secteur d'activité.....	65
Tableau 21 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le secteur d'activité	68
Tableau 22 : Répartition des entreprises recensées avec succès et immatriculées au NIF selon le secteur d'activité	68
Tableau 23 : répartition des entreprises recensées avec succès et immatriculées au nif selon leur nature	69
Tableau 24: répartition des entreprises recensées avec succès ayant le nif par province selon la forme juridique	69
Tableau 25 : répartition des entreprises recensées avec succès ayant le nif par nature selon la forme juridique	70
Tableau 26 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant un NIF par province et par département selon le secteur d'activité	71
Tableau 27 : Entreprises recensées avec succès ayant un NIF par province en milieu urbain selon le secteur d'activité.....	72
Tableau 28 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant un RCCM par province selon le milieu de résidence.....	75
Tableau 29 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'immatriculation au RCCM et au NIF.....	76
Tableau 30 : Entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF par province selon leur nature.....	76

Tableau 31 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF en milieu urbain par province, ville/arrondissement selon la nature	77
Tableau 32 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'enregistrement auprès de l'entité de création	79
Tableau 33 : Répartition des entreprises recensées avec succès enregistrées par nature auprès des entités de création	80
Tableau 34: Répartition des Entreprises recensées avec succès selon leur affiliation à la CNSS et à la CNAMGS	81
Tableau 35 : répartition des entreprises recensées avec succès selon le niveau d'apport en capitaux.	82
Tableau 36 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et l'année de démarrage.....	83
Tableau 37 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon l'année de démarrage de l'activité.....	84
Tableau 38 : répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création et l'année de démarrage	85
Tableau 39 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et les caractéristiques du local de travail	86
Tableau 40 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant déclaré leur statut de propriété	87
Tableau 41 : Répartition des entreprises recensées par activité (Division CITI).....	88
Tableau 42 : Répartition des entreprises recensées avec succès effectuant les opérations avec l'extérieur.....	89
Tableau 43 : Répartition des entreprises recensées selon leur nature et le système de comptabilité utilisé en 2019	91
Tableau 44 : Répartition des entreprises recensées et ayant le NIF selon le système de comptabilisé utilisé en 2019	92
Tableau 45 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et la monnaie ou devise utilisée principalement pour les affaires	92
Tableau 46 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires (en FCFA) de 2019 et le nombre d'employés de 2019	94
Tableau 47 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et le chiffre d'affaires hors taxes (en FCFA) de 2019	94
Tableau 48 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA) de 2019 selon la taille des entreprises.....	96
Tableau 49 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant déclaré leur chiffre d'affaires hors taxes (en FCFA) de 2020 selon leur nature	97
Tableau 50 : Répartition du nombre d'entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires hors taxes (en FCFA) et l'effectif employé au 31 décembre 2020	98
Tableau 51 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA) de 2020 selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020.....	99
Tableau 52 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés et le montant des achats de marchandises (milliards FCFA) en 2019.....	101
Tableau 53 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés et le montant des consommations intermédiaires (en FCFA) en 2019	102
Tableau 54 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020 et le montant des achats de marchandises (en milliards FCFA) de 2020	103
Tableau 55 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés et le montant des consommations intermédiaires (en milliards FCFA) en 2020.....	104
Tableau 56 : Répartition des entreprises recensées avec succès (%) ayant déclaré les problèmes liés à leur activité	107

Tableau 57 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon par nature selon le nombre d'employés en 2019	109
Tableau 58 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le nombre d'employés rémunérés en 2019.....	110
Tableau 59 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant démarré leurs activités avant 2020 selon le nombre d'employés au 31 décembre 2019.....	111
Tableau 60 : Répartition des entreprises recensées par nature selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020	112
Tableau 61 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les besoins en métier pour leur activité	113
Tableau 62 : Répartition de la masse salariale payée (milliards FCFA) en 2019 par les entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés de 2019	116
Tableau 63 : Répartition de la masse salariale payée (milliards FCFA) par les entreprises recensées avec succès en 2020 selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020.....	117
Tableau 64 : Répartition du montant revenu payé (milliards FCFA) en 2019 au propriétaire actif par les entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés de l'entreprise en 2019.....	118
Tableau 65 : Répartition des dirigeants recensés par groupe d'âges selon le sexe.....	120
Tableau 66 : Répartition des dirigeants expatriés recensés avec succès par nationalité.....	122
Tableau 67 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le fait d'être dirigeant ou dirigeant propriétaire	124
Tableau 68 : Répartition des ISBL dénombrées par province selon le milieu de résidence.....	125
Tableau 69 : Répartition des ISBL dénombrées par province selon la situation d'ouverture au recensement...	126
Tableau 70 : Répartition des ISBL recensées par province selon le milieu de résidence.....	128
Tableau 71 : Répartition des ISBL par province selon la situation actuelle	128
Tableau 72 : Répartition des ISBL par province selon leur nature	129
Tableau 73 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon l'année de création.....	131
Tableau 74 : Répartition des ISBL recensées avec succès par province selon l'année de création.....	131
Tableau 75 : Répartition des ISBL par nature selon le mode de création.....	132
Tableau 76 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon l'objet de création	134
Tableau 77 : Répartition des ISBL recensées avec succès et enregistrées à la création au Ministère de l'Intérieur selon leur nature	135
Tableau 78 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création et l'année de démarrage de leurs activités.....	136
Tableau 79 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon le type	137
Tableau 80 : Répartition des ISBL recensées avec succès par type selon leur nationalité.....	139
Tableau 81 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon le statut d'occupation du lieu d'exercice	141
Tableau 82 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leurs principaux partenaires	141
Tableau 83 : Répartition des ISBL recensés avec succès ayant déclaré leurs principaux partenaires selon la nationalité.....	142
Tableau 84 : Répartition des ISBL recensées avec succès par type selon leurs principaux partenaires.....	142
Tableau 85 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon les principaux bénéficiaires de leurs services....	143
Tableau 86 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leurs sources de financement déclarées.....	143
Tableau 87 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon le montant des ressources, dons et dépenses déclarés (en millions FCFA).....	144

■ LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des établissements dénombrés par province au Gabon en 2021-2022	34
Graphique 2 : Répartition des établissements dénombrés en 2021-2022 selon leur situation actuelle	35
Graphique 3 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province	40
Graphique 4 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création	51
Graphique 5 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le mode de création.....	58
Graphique 6 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur forme juridique.....	59
Graphique 7 : Répartition des entreprises recensées avec succès par secteur d'activité.....	61
Graphique 8 : Niveau du secteur informel (%) en milieu urbain dans les provinces du Gabon.....	62
Graphique 9 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et le secteur d'activité.....	67
Graphique 10 : Répartition des entreprises recensées avec succès et immatriculées au NIF.....	68
Graphique 11 : Répartition des Entreprises recensées avec succès et immatriculées au RCCM.....	75
Graphique 12 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon la part des capitaux étrangers dans l'entreprise.....	82
Graphique 13 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de démarrage de l'activité.....	83
Graphique 14 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les caractéristiques du local de travail	86
Graphique 15 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le statut de propriété du local de travail	87
Graphique 16 : Répartition des établissements secondaires recensés avec succès selon l'indépendance à la comptabilité.....	90
Graphique 17 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le système de comptabilité utilisé en 2019	91
Graphique 18 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires (en FCFA) de 2019	93
Graphique 19 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes de 2019 (en milliards FCFA) des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés déclaré en 2019	95
Graphique 20: Répartition des entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires (en FCFA) de 2020.....	97
Graphique 21 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA) de 2020 des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020	99
Graphique 22 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats de marchandises (en FCFA) de 2019	100
Graphique 23 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats des consommations intermédiaires (en FCFA) en 2019	101
Graphique 24 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats de marchandises (en FCFA) de 2020	103
Graphique 25 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats des consommations intermédiaires (en FCFA) en 2020	104
Graphique 26 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les difficultés rencontrées dans leur activité	106
Graphique 27 : Répartition des entreprises recensées avec succès et ayant démarré leurs activités avant 2020 selon le nombre total de personnes employées en 2019.....	109
Graphique 28 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés rémunérés en 2019	110
Graphique 29 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les besoins en métier pour leur activité	113



Graphique 30 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des salaires payés (en FCFA) en 2019.....	115
GRAPHIQUE 31 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des salaires payés (en FCFA) en 2020.....	116
Graphique 32 : Répartition des entreprises recensées avec succès par groupe d'âges du dirigeant (en années révolues).....	119
Graphique 33 : Pyramide des âges des dirigeants des entreprises recensées avec succès.....	121
Graphique 34 : Répartition des dirigeants des entreprises recensées avec succès selon leur nationalité.....	121
Graphique 35 : Répartition des dirigeants expatriés dans les entreprises recensées avec succès selon leur nationalité.....	122
Graphique 36 : Répartition des dirigeants propriétaires des entreprises recensées avec succès.....	124
Graphique 37 : Répartition des ISBL recensées avec succès par province.....	127
Graphique 38 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon l'année de création.....	130
Graphique 39 : Répartition des ISBL recensées selon le mode de création.....	132
Graphique 40 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon l'objet de création.....	133
Graphique 41 : Pourcentage des ISBL recensées avec succès et enregistrées au Ministère de l'Intérieur.....	134
Graphique 42 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon l'année de démarrage de l'activité.....	135
Graphique 43 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leur nature.....	137
Graphique 44 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leur nationalité.....	138
Graphique 45 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon le statut d'occupation du lieu d'exercice.....	140
Graphique 46 : Répartition (%) des ISBL recensées avec succès ayant connu des difficultés dans leur activité.....	146
Graphique 47 : Répartition des ISBL recensées avec succès par groupe d'âges (en années révolues) des dirigeants.....	146
Graphique 48 : Pyramide des dirigeants des ISBL recensées avec succès.....	147

■ SIGLES, ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ANPI	: Agence Nationale de la Promotion des Investissements
APIP	: Agence de Promotion des Investissements Privés
BCRGE	: Bureau Central du Recensement Général des Entreprises
CAPI	: Computer Assisted Personal Interviewing
CDE	: Centre de Développement des Entreprises
CEMAC	: Communauté Économique et Monétaire de l’Afrique Centrale
CITI Rev 4	: Classification Internationale Type par Industrie Révision 4
CNAMGS	: Caisse Nationale d’Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CNSS	: Caisse Nationale de Sécurité Sociale
CNTIPPEE	: Commission Nationale des Travaux d’Intérêt Public pour la Promotion de l’Entrepreneuriat et de l’Emploi
CPG	: Confédération Patronale Gabonaise
DGC	: Direction Générale du Commerce
DGI	: Direction Générale des Impôts
DGIC	: Direction Générale de l’Industrie et de la Compétitivité
DGPME	: Direction Générale des Petites et Moyennes Entreprises
DGPMI	: Direction Générale des Petites et Moyennes Industries
DGS	: Direction Générale de la Statistique
DSF	: Déclaration Statistique et Fiscale
GIE	: Groupement d’Intérêt Economique
GPS	: Global Positioning System
ISBL	: Institution sans but lucratif
NAEMA Rév1	: Nomenclature d’Activités des États Membres d’AFRISTAT Révision 1
NIF	: Numéro d’Identification Fiscale
NOPEMA Rév1	: Nomenclature des Produits des États Membres d’AFRISTAT Révision 1
OHADA	: Organisation pour l’Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PDS	: Projet de Développement des Statistiques
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PSGE	: Plan Stratégique Gabon Émergent
RCCM	: Registre de Commerce et du Crédit Mobilier
RGE	: Recensement Général des Entreprises
RGPL	: Recensement Général de la Population et du Logement
SA	: Société Anonyme
SARL	: Société A Responsabilité Limitée
SAS	: Société par Action Simplifiée
SCN 93	: Système de Comptabilité Nationale 1993



SD	: Secteur de Dénombrement
SIG	: Système d'Information Géographique
SPSS	: Statistical Package for the Social Sciences
SSN	: Système Statistique National
SUARL	: Société Unipersonnelle A Responsabilité Limitée
SYSCOHADA	: Système de Comptabilité OHADA
TAFIRE	: Tableau Financier des Ressources et des Emplois

■ CONCEPTS ET DÉFINITIONS

1) ENTREPRISE

C'est « une unité économique, juridiquement autonome, organisée pour la production de biens ou de services marchands ». Sur le plan juridique, on distingue deux types d'entreprise : une entreprise individuelle (personne physique) ou une société (personne morale). L'entreprise peut être organisée en un ou plusieurs établissements.

2) ETABLISSEMENT

L'établissement se définit comme « une unité économique située en un lieu géographiquement bien distinct (ou encore géographiquement individualisée), mais juridiquement dépendante, dans lequel ou à partir duquel, sont exercées des activités de production, de vente ou de services ». Il est relativement homogène et son activité principale apparaît proche du produit. Ainsi, l'établissement peut être : une usine, un magasin, un bureau, une carrière, un atelier, un entrepôt, un hangar, etc. L'établissement peut être unique (il n'est pas contrôlé par un autre établissement, ne possède pas un autre établissement qu'il contrôle), principal (c'est le siège social ou le centre décisionnel de l'entreprise), secondaire (c'est un établissement distinct de l'établissement principal. Il peut être indépendant ou dépendant de l'établissement siège selon la tenue de la comptabilité et le pouvoir décisionnel).

3) ENTREPRISE INDIVIDUELLE (PERSONNE PHYSIQUE)

L'entreprise individuelle est constituée par une personne physique qui en est le propriétaire. Il est seul responsable de ses actes et il n'existe aucune séparation entre son patrimoine propre et celui de son entreprise. C'est la forme

la plus souvent rencontrée dans les catégories suivantes : commerçants, artisans, professions libérales, agents commerciaux.

4) SOCIÉTÉ (PERSONNE MORALE)

La société est une personne morale, une entité collective instituée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens en vue de partager des bénéfices ou de profiter des économies qui peuvent en résulter. L'acte fondateur de la société est la rédaction et le dépôt de ses statuts. Les sociétés sont classées en sociétés de personnes et sociétés de capitaux.

5) SOCIÉTÉ DE PERSONNES

Les sociétés de personnes sont basées sur les relations de personnes qui se connaissent et qui décident de s'associer entre elles. Les parts ne sont pas cessibles sans l'accord des associés. Chaque associé est personnellement et indéfiniment responsable sur ses propres biens. On distingue les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite.

6) SOCIÉTÉ DE CAPITAUX

Les sociétés de capitaux sont constituées anonymement : (i) les personnes qui apportent les capitaux ne se connaissent pas (du moins pour la plus grande partie); (ii) les parts sont sous forme d'actions, qui sont librement cessibles. Les associés ne sont responsables que dans la limite de leur apport, c'est-à-dire le montant de leurs actions. On distingue les sociétés anonymes et les sociétés à responsabilité limitée.

7) SOCIÉTÉ ANONYME

C'est une société par action. Chaque actionnaire n'est responsable qu'à concurrence de

son apport et le capital de l'entreprise constitue la seule garantie pour les créanciers. La loi fixe le capital à 10 000 000 FCFA au minimum (divisé en action d'une valeur nominale de 10 000 FCFA au minimum) et 100 000 000 FCFA en cas d'appel public à l'épargne ou d'inscription des titres à la bourse. Cependant l'OHADA prévoit des cas de SA ayant un actionnaire unique, il s'agit des Sociétés Anonymes Unipersonnelles.

8) SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

C'est une société dans laquelle la responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports. Le capital du SARL est divisée en parts sociales qui sont difficilement négociables ou alors ne sont cessibles que dans certaines conditions (Exemple : l'accord d'une majorité correspondant au 3/4 du capital). La SARL est une société hybride entre les sociétés de personnes et les sociétés de capitaux. Elle est semblable à une société de personnes parce que les parts sociales qui composent le capital social ne sont pas librement cessibles. Elle ressemble à la société de capitaux en ce sens que la responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports.

9) INSTITUTION SANS BUT LUCRATIF

C'est une entité créée dans le but de produire des biens ou des services dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. En pratique, leurs activités productives engendrent nécessairement des excédents ou des déficits, mais aucun excédent fait dans leurs activités ne peut être attribué à d'autres unités institutionnelles. Le secteur sans but lucratif comprend : i) des unités qui sont des organisations ; ii) des unités qui n'ont

pas de but lucratif et ne distribuent pas de profit ; iii) des unités qui sont institutionnellement distinctes des administrations publiques ; iv) des unités qui sont auto-administrées ; v) des unités qui n'impliquent aucune participation obligatoire.

10) GROUPEMENT D'INTÉRÊT ECONOMIQUE

C'est un groupement de nature économique possédant la personnalité morale. Il a pour but de permettre la coopération entre entreprises pour la réalisation d'un projet commun, et de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres. Son activité doit être dans le prolongement de l'activité de ses membres. Il peut porter sur la commercialisation, la recherche, les services de production, la logistique. Le GIE a une comptabilité propre, mais ses bénéfices, le cas échéant, sont attribués à chacune des entreprises-membres au prorata de leur participation.

11) COOPÉRATIVE

Ce sont des organisations librement constituées par des individus pour défendre les intérêts de leurs membres. Elles reposent sur les principes fondamentaux suivants : (i) contrôle démocratique (une personne une voix) ; (ii) identité mixte, c'est-à-dire les membres sont simultanément propriétaires et usagers ; (iii) vocation à fournir aux membres des services à prix constants.

12) ASSOCIATION

C'est un groupement volontaire de personnes qui se réunissent autour d'un projet commun.

13) FONDATION

C'est une entité qui a des actifs ou un fond à sa disposition et grâce au revenu de ses actifs, attribue des dons ou des subventions à d'autres

organisations, ou mène à bien leur propre projet et programme. Elle se définit comme une personne morale de droit privé à but non lucratif créé par un ou plusieurs donateurs, eux même pouvant être des personnes physiques ou morales pour accomplir une œuvre d'intérêt général.

14) FUSION-RÉUNION

C'est l'opération dans laquelle deux ou plusieurs sociétés se réunissent pour n'en former qu'une seule par création d'une société nouvelle.

15) FUSION-ABSORPTION

C'est une opération dans laquelle une entreprise (absorbée) disparaît en apportant l'intégralité de son patrimoine à une autre préexistante dite absorbante qui subsiste avec un actif net plus grand.

16) SCISSION

C'est l'opération par laquelle le patrimoine d'une entreprise est partagé entre deux ou plusieurs entreprises existantes ou nouvelles.

17) LOCAL PROFESSIONNEL FIXE

C'est un édifice avec ou sans porte d'entrée construit en matériau durable (parpaings, briques, planches, contre-plaqué, conteneurs, métal en acier, tôles, terre battue, matériau de récupération).

18) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Elle correspond à l'activité qui génère le chiffre d'affaires le plus élevé parmi les activités déclarées par l'établissement. Elle peut aussi être approchée à partir de l'effectif employé par l'établissement ou bien par les coûts (entreprises de prospection ; institutions sans but lucratif au service des ménages).

19) COMPTABILITÉ ÉCRITE FORMELLE

C'est l'enregistrement des flux financiers selon les normes du système comptable de l'Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires. Elle comporte un bilan, compte de résultat, Tableau Financier des Ressources et des Emplois (Tableau des Flux de Trésorerie) et les états annexés.

20) COMPTABILITÉ AUTOMATISÉE NON FORMELLE

C'est l'usage des logiciels informatiques modernes nécessaires à l'établissement pour faire sa comptabilité (EXCEL ou autre outil) mais non déclarée officiellement.

PRÉFACE

Le Gouvernement gabonais a obtenu de la Banque mondiale un prêt pour le financement du Projet de Développement du Système Statistique National au Gabon. Ce projet a pour objectif de renforcer les capacités de la Direction Générale de la Statistique afin de produire les données clés manquantes au Gabon et d'améliorer la production statistique et les pratiques dans la diffusion des données.

L'amélioration de l'appareil statistique implique l'adoption des normes révisées et cadres référentiels, entre autres :

- Nomenclatures d'activités et produits (CITI REV4, NAEMA REV1, NOPEMA REV1...)
- Le Système de Comptabilité Nationale de 2008.

La production des comptes nationaux actuels doit intégrer ces changements opérés sur le plan international. L'intégration de ces nouvelles normes au sein de la DGS nécessite l'actualisation et le développement du système d'information statistique sur les entreprises qui a du mal à répondre aux besoins croissants des acteurs du secteur public et du secteur privé.

La Direction Générale de la Statistique est l'organe central du Système Statistique National du Gabon, habilité à produire des statistiques officielles permettant le suivi de l'activité économique, à travers l'élaboration des indicateurs conjoncturels et des comptes nationaux annuels. Cette structure ne dispose malheureusement pas d'un système d'informations exhaustif et à jour sur les entreprises exerçant les activités sur le territoire national. Par ailleurs, la structure de la production marchande, appréhendée notamment à partir des Déclarations Statistiques et Fiscales des entreprises du secteur moderne, des enquêtes sur le secteur informel et sur les unités économiques de façon plus générale, n'est pas régulièrement actualisée.

De façon spécifique, l'utilisation d'une information récente et complète sur l'activité des entreprises permet d'améliorer la pertinence des Comptes Nationaux. En effet, la série actuelle des Comptes Nationaux du Gabon repose sur des structures datant de 2001 sous le SCN 93. Or, depuis cette date, la répartition des entreprises par secteur d'activités a connu de nombreuses évolutions. Ainsi, dans l'optique de la rénovation des comptes, il est nécessaire de disposer d'une base de sondage des entreprises (répertoire des entreprises) pour combler le déficit d'informations existant.

Par ailleurs, le Gouvernement gabonais, à travers ses orientations stratégiques de développement à l'horizon 2025, a fait de la promotion du secteur privé, le principal levier de croissance accélérée. Le Plan Stratégique Gabon Émergent est le cadre de référence de toutes les politiques économique, sociale et environnementale du Gabon. Ce plan intègre un système de suivi-évaluation adossé sur un ensemble d'indicateurs statistiques qui feront l'objet d'un suivi systématique et régulier. Par ailleurs, le PSGE met l'accent sur la transformation structurelle de l'économie Gabonaise.

L'objectif étant de parvenir à un développement économique et social durable par l'entremise de mécanismes appropriés de redistribution de la richesse créée. La promotion du secteur productif passe par la mise en place d'un cadre approprié visant à inciter la création des entreprises afin de générer les emplois rémunérateurs. C'est pourquoi une attention

particulière devrait être accordée aux mesures à prendre en vue de favoriser la création de nouvelles entreprises.

Ces décisions, de nature à améliorer le cadre des activités économiques et à induire une croissance économique durable, doivent être prises sur la base d'informations statistiques (effectif, forme juridique, chiffre d'affaires, etc.) qui demeurent insuffisantes à ce jour. La résolution de ces limites réside dans l'identification et la collecte des informations pouvant contribuer à saisir périodiquement la structure et la dynamique des entreprises et à analyser les questions socio-économiques y afférents.

Le présent rapport donne de façon détaillée les principaux résultats issus de la collecte réalisée dans les neuf provinces qui composent la structure administrative du Gabon.

Je tiens donc à remercier :

- le Gouvernement gabonais et la Banque mondiale pour l'appui multiforme apporté au Projet de Développement des Statistiques pour la réalisation du présent recensement général des entreprises et la mise à disposition des Consultants pour appuyer le Projet de Développement des Statistiques au Gabon ;
- les opérateurs économiques pour avoir disposé de leurs temps à répondre aux questions de ce recensement malgré la réticence de certains d'entre eux ;
- les équipes de terrain qui étaient très motivées et très patientes pour collecter les informations auprès des entreprises malgré l'indisponibilité des répondants ;
- tous les cadres de l'équipe multisectorielle qui a été mise à contribution pour la réalisation du présent recensement.

Le Ministre de l'Économie et des Participations

MAYS MOUISSI

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Le Recensement Général des Entreprises est réalisé dans le cadre de l'accord signé entre le Gouvernement Gabonais et la Banque mondiale pour le développement des statistiques, avec pour souci principal d'avoir des informations à jour et fiables pour la migration du Système de Comptabilité Nationale de 1993 au Système de Comptabilité Nationale de 2008, de disposer d'un répertoire national des entreprises et d'une base de sondage pour les enquêtes économiques futures.

Le RGE a ciblé deux types d'entité économique qui exercent à l'intérieur d'un local fixe, à savoir les entreprises et les institutions sans but lucratif. La collecte des données a été faite à l'aide de la tablette numérique à partir du questionnaire qui a été implémenté dans l'application « SURVEY SOLUTIONS » développée par la Banque mondiale. Les travaux de terrain ont duré 6 mois avec deux phases de collecte : une première phase de 4 mois qui a concerné les Communes de Libreville, Owendo et Akanda (province de l'Estuaire) ; une deuxième phase de 2 mois qui a couvert les neuf provinces du Gabon.

Les résultats du RGE dont la synthèse est faite ici donnent d'abord une vue d'ensemble sur le nombre d'établissements dénombrés et éligibles pour le recensement. Ensuite, ils présentent la structure des informations recueillies auprès des opérateurs économiques par niveau d'agrégation et par type d'entité (entreprise ; institution privée sans but lucratif).

🌐 VUE D'ENSEMBLE

- 88549 établissements ont été localisés et dénombrés dans l'ensemble du pays parmi lesquels 74686 établissements sont ouverts (84,3%), 6659 établissements sont fermés provisoirement (7,5%) et 7204 établissements sont fermés définitivement (8,1%).
- Parmi les 88549 établissements dénombrés, 81345 établissements sont actifs (91,9%) dont 79741 établissements en milieu urbain (98,0%) et 1604 établissements en milieu rural (2,0%).
- La majorité des établissements actifs dénombrés se trouve dans l'Estuaire (53262, soit 65,5%) ; l'Ogooué-Maritime (8431, soit 10,4%) ; le Haut-Ogooué (5695, soit 7,0%) et le Woleu-Ntem (5029, soit 6,2%).
- Seulement 68586 établissements des 81345 établissements actifs sont éligibles au recensement en éliminant ceux qui sont fermés définitivement et ceux dont la nature et le type d'entité ont été omis sur le terrain. Ils se répartissent en 66662 entreprises (97,2%) et 1924 institutions sans but lucratif (2,8%).
- 68586 établissements sont recensés avec succès dont 66662 entreprises et 1924 institutions sans but lucratif ; ce qui donne un taux global de couverture de 84,3%.
- Selon leur nature, les 68586 établissements éligibles comptent 64344 établissements uniques (93,8%) ; 820 sièges (1,2%) et 3422 établissements secondaires (5,0%).

🕒 A). SITUATION DES ENTREPRISES AU RECENSEMENT DE 2021-2022

- 66662 entreprises sont recensées avec succès dont 65444 entreprises en milieu urbain (98,2%) et 1218 entreprises en milieu rural (1,8%)
- Les 66662 entreprises recensées avec succès se répartissent comme suit : 43544 entreprises (65,3%) dans l'Estuaire ; 7172 entreprises (10,8%) dans l'Ogooué-Maritime ; 4774 entreprises (7,2%) dans le Haut-Ogooué ; 3941 entreprises (5,9%) dans le Woleu-Ntem ; 2179 entreprises (3,3%) dans la Ngounié ; 1716 entreprises (2,6%) dans le Moyen-Ogooué ; 1370 entreprises (2,1%) dans l'Ogooué-Lolo ; 1093 entreprises (1,6%) dans l'Ogooué-Ivindo et 873 entreprises (1,3%) dans la Nyanga. Ainsi, les quatre premières provinces comptent 59431 entreprises (89,2%).
- 93,3% des entreprises (62177) sont concentrées dans les 15 départements suivants, à savoir : Libreville (32350 entreprises, soit 48,5%), Komo-Mondah (7081 entreprises, soit 10,6%) et Owendo (3895 entreprises, soit 5,8%) dans la province de l'Estuaire ; Mpassa (2209 entreprises, soit 3,3%) et Lébombi-Léyou (2035 entreprises, soit 3,1%) dans le Haut-Ogooué ; Ogooué et Lacs (1299 entreprises, soit 1,9%) dans le Moyen-Ogooué ; Douya-Onoye (1255 entreprises, soit 1,8%) dans la Ngounié ; Mougoutsi (668 entreprises, soit 1,0%) dans la Nyanga ; Ivindo (751 entreprises, soit 1,1%) dans l'Ogooué-Ivindo ; Lolo-Bouenguidi (679 entreprises, soit 1,0%) et Mulundu (619 entreprises, soit 0,1%) dans l'Ogooué-Lolo ; Bendjé (6750 entreprises, soit 10,1%) dans l'Ogooué-Maritime ; Woleu (2079 entreprises, soit 3,1%), Ntem (1052 entreprises, soit 1,6%) et Okano (625 entreprises, soit 0,1%) dans le Woleu-Ntem.
- 65444 entreprises sont recensées en milieu urbain selon la répartition suivante : l'Estuaire (43538 entreprises, soit 65,5%) ; l'Ogooué-Maritime (7027 entreprises, soit 10,7%) ; le Haut-Ogooué (4571 entreprises, soit 7,0%) ; le Woleu-Ntem (3715 entreprises, soit 5,7%) ; la Ngounié (2055 entreprises, soit 3,1%) ; le Moyen-Ogooué (1535 entreprises, soit 2,3%) ; l'Ogooué-Lolo (1117 entreprises, soit 1,7%) ; l'Ogooué-Ivindo (1017 entreprises, soit 1,6%) ; la Nyanga (869 entreprises, soit 1,3%).
- Les 65444 entreprises recensées en milieu urbain sont constituées de : 62481 établissements uniques (95,5%) ; 648 établissements sièges (1,0%) ; 2315 établissements secondaires (3,5%).
- Les villes de la province de l'Estuaire comptent 43538 entreprises (66,5%) et les autres villes (21906 entreprises, soit 33,5%).
- Comme principales villes en termes du nombre d'entreprises recensées, en dehors des villes de l'Estuaire, les autres villes classées par ordre sont : Port-Gentil (6606 entreprises, soit 10,1%) dans l'Ogooué-maritime ; Franceville (2077 entreprises, soit 3,2%) et Moanda (1883 entreprises, soit 2,9%) dans la province du Haut-Ogooué ; Oyem (2054 entreprises, soit 3,1%) et Bitam (1005 entreprises, soit 1,5%) dans la province du Woleu-Ntem ; Mouila (1252 entreprises, soit 1,9%) dans la province de la Ngounié ; Lambaréné (1215 entreprises, soit 1,8%) dans le Moyen-Ogooué ; Makokou (688 entreprises, soit 1,1%) dans la province de l'Ogooué-Ivindo ; Tchibanga (666 entreprises, soit 1,0%) dans la Nyanga ; Koula-Moutou (641 entreprises, soit 1,0%) dans la province l'Ogooué-Lolo.
- Selon leur nature, les 66662 entreprises recensées sont à 95,4% des établissements

uniques (63579 entreprises), à 1,0% des sièges (659 entreprises) et à 3,6% des établissements secondaires (2424 entreprises).

— En matière de création d'entreprise, de 1913 à 2022, hormis les abstentions de déclaration, parmi les 66662 entreprises recensées, 64122 ont déclaré leur année de création dont 834 entreprises (1,3%) ont été créées sur la période 1913-1999 ; 3871 entreprises (6,0%) créées sur la période 2000-2009 ; 24601 entreprises (38,4%) créées sur la période 2010-2019 ; 34816 entreprises (54,3%) créées sur la période 2020-2022. Les créations d'entreprise sont plus importantes dans la période 2010-2019, se justifiant par le fait que le Gouvernement gabonais ait libéré les restrictions de politique publique au niveau des conditions de création d'entreprise et a impulsé les populations en âge d'activité d'être entrepreneur.

— Les créations d'entreprise se font plus par l'apport des capitaux propres ou création pure (60875 entreprises, soit 94,2%) ; 2714 entreprises sont nées de l'achat d'un fonds de commerce (4,2%) ; 546 entreprises sont acquises (0,9%) soit par les apports des parents ou par héritage ; 144 entreprises le sont par fusion-réunion (0,2%) et 34 entreprises sont nées d'une fusion-absorption (0,1%). Par contre, les 163 autres entreprises sont nées par tout autre mode de création.

— Quant au statut juridique qui régit la création de ces entreprises, seulement 17668 entreprises (30,7%) l'ont déclaré alors que 39891 entreprises (61,7%) ne l'ont pas fait et 7042 entreprises n'ont pas déclaré leur forme juridique. Pour celles ayant déclaré leur forme juridique, nombreuses sont les entreprises individuelles (15928 entreprises, soit 24,7%) contrairement aux Sociétés à Responsabilité Limitée (938, soit 1,5%), aux sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée (411, soit 0,6%) et aux Sociétés Anonymes (246, soit 0,4%).

— Par secteur d'activité, les 66662 entreprises recensées avec succès se répartissent en : 41901 entreprises dans le secteur informel (62,9%) et 24761 sont dans le secteur formel (37,1%) tout milieu confondu.

— Le secteur informel progresse plus rapidement dans le Woleu-Ntem (75,9%), l'Ogooué-Lolo (72,7%), la Ngounié (66,8%), dont le niveau se situe au-dessus de la moyenne nationale (62,9%). Par contre, il reste presque au niveau de la moyenne nationale dans le Haut-Ogooué (62,7%), l'Estuaire (61,7%), l'Ogooué Ivindo (61,7%), la Nyanga (61,5%), l'Ogooué-maritime (61,4%) et le Moyen-Ogooué (56,0%). Le niveau du secteur informel dans les villes (62,6%) reste presque identique à celui atteint au niveau national (62,9%). Il évolue moins vite dans les villes du Moyen-Ogooué (53,9%) alors qu'il atteint 56,0% au niveau provincial contrairement aux autres provinces où sa progression est rapide.

— La structure de l'activité économique par province et par département fait ressortir que le secteur informel croit fortement dans les villes du Gabon et surtout dans les grands centres de commercialisation localisés dans les neuf provinces, notamment les neufs chefs-lieux et certaines villes frontalières ainsi qu'il suit : le Woleu-Ntem (75,7%) ; l'Ogooué-Lolo (71,2%) ; la Ngounié (66,1%) ; le Haut-Ogooué (62,0%) ; la Nyanga (61,8%) ; l'Estuaire (61,7%) ; l'Ogooué-Maritime (61,2%) ; l'Ogooué-Ivindo (60,9%) ; et le Moyen-Ogooué (53,9%).

— Les départements abritant les villes chefs-lieux de province et ceux abritant les villes de fortes migrations économiques et des villes proches des frontières sont celles où il est observé une forte prolifération des activités informelles. C'est le cas des départements de Sébé-Brikolo

(66,8%) dans le Haut-Ogooué ; de l'Abanga-Bigne (65,2%) dans le Moyen-Ogooué ; de Louétsi-Wano (58,1%) et de Tsamba-Magotsi (71,1%) dans la Ngounié ; de Lope (70,5%) dans l'Ogooué-Ivindo ; de Mulundu (69,6%) dans l'Ogooué-Lolo ; de Ndougou (84,4%) dans l'Ogooué-Maritime ; du Ntem (80,0%), du Haut-Ntem (88,3%) et de l'Okano (70,1%) dans le Woleu-Ntem.

— Le Numéro d'Identification Fiscal est le matricule de toute entreprise formellement enregistrée pour le suivi de la fiscalité et pour l'élaboration des comptes nationaux du Gabon. Toutefois, le NIF a été accordé également aux entreprises du secteur informel pour les amener à se mettre à jour. Ainsi, 16296 entreprises (45,0%) ont le NIF. Par secteur d'activités pris isolément, 15409 entreprises (90,0%) ont le NIF parmi les 17117 répondants du secteur formel contre 887 entreprises (4,6%) parmi les 19084 répondants du secteur informel. Cependant, pour une bonne politique de recouvrement fiscal, il est important d'harmoniser les procédures de déclaration des entreprises du secteur informel au niveau national.

— Le RCCM est le principal mode d'enregistrement qui permet à une entreprise d'avoir un statut juridique au moment de sa création. Cependant, il est constaté que beaucoup d'entreprises recensées comme étant formelles avec un statut juridique n'ont pas déclaré leur numéro de RCCM. Ainsi, des 36201 entreprises identifiées, seulement 17010 sont immatriculées au RCCM (47,0%) alors que 18951 entreprises (52,3%) ne le sont pas.

— Dans l'ensemble, parmi les 36201 entreprises recensées avec succès qui ont déclaré être enregistrées auprès des entités de création d'entreprise, il y a 16013 qui le sont à la fois au RCCM et ont le NIF (44,2%).

— La répartition provinciale de ces 16013 entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF se retrouvent plus dans les provinces de l'Estuaire (10172 entreprises, soit 63,5%) ; dans l'Ogooué-Maritime (1991 entreprises, soit 12,4%) ; dans le Haut-Ogooué (1355 entreprises, soit 8,5%). Ensuite, suivent le Woleu-Ntem (674 entreprises, soit 4,2%), le Moyen-Ogooué (575 entreprises, soit 3,6%), la Ngounié (416 entreprises, soit 2,6%), l'Ogooué-Ivindo (302 entreprises, soit 1,9%), la Nyanga (265 entreprises, soit 1,7%) et l'Ogooué-Lolo (263 entreprises, soit 1,6%).

— Quant à l'enregistrement à la DGC, au CDE, à l'APIP et à l'ANPI, très peu d'entreprises recensées avec succès sont enregistrées auprès de ces entités de création dont : la DGC (2339 entreprise, soit 13,8%) ; au CDE (2997 entreprises, soit 17,6%) ; l'APIP (5870 entreprises, soit 34,5%) ; à l'ANPI (9156 entreprises, soit 53,8%).

— Très peu d'entreprises recensées avec succès sont affiliées à la CNSS (1894 entreprises, soit 11,1%) et à la CNAMGS (2152 entreprises, soit 12,7%).

— La nationalité des entreprises est saisie ici à travers la part des capitaux étrangers dans l'entreprise. Si la part des capitaux étrangers est égale à cent pour cent, l'entreprise est étrangère. Si elle est nulle, l'entreprise est nationale. Parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 64596 sont éligibles dont 25987 entreprises recensées sont à capitaux nationaux (40,2%) et 38274 entreprises sont à capitaux étrangers (59,3%), alors que 156 entreprises (0,2%) se distribuent la part des capitaux entre les nationaux et les étrangers. Les autres entreprises (0,3%) ne se sont pas prononcées.

🌐 ACTIVITÉ DES ENTREPRISES RECENSÉES

— En ce qui concerne l'année de démarrage de l'activité, elle est conforme à l'année de création qui couvre la période 1913-1999 (792 entreprises, soit 1,2%). Cependant, suite à la remontée de l'activité économique dans le pays à partir de 2000, de nombreuses entreprises ont vu le jour, à savoir 3676 entreprises (5,6%) sur la période 2000-2009 ; 24176 entreprises (36,5%) sur la période 2010-2019 et 35613 entreprises (53,8%) sur la période 2020-2022.

— L'analyse duale entre l'année de création et l'année de démarrage de l'activité fait ressortir que 65127 entreprises (97,7%) ont bien démarré leurs activités dans la même période de création, car se situant sur la diagonale principale. Seulement 936 entreprises recensées et créées à partir de 1980 qui ont démarré leurs activités une ou deux années plus tard après la création.

— Quant à la nature du local de travail, 72,1% travaillent dans un local en dur (48063 entreprises) ; 10,4% dans un local en planches ou en bois ouvré (6943 entreprises) ; 8,5% dans un hangar (5657 entreprises) ; 3,9% dans un container (2569 entreprises) ; 2,2% dans un local en tôles (1438 entreprises) ; 1,7% dans un local en semi dur (1155 entreprises). Les autres (837 entreprises, soit 1,3%) exercent, soit dans un local en vitre/préfabriqué, soit dans un local en matériau de récupération ou en terre battue.

— Par rapport au mode de propriété, la plupart des entreprises recensées avec succès sont en location simple (82,7%). Seulement 13,7% sont propriétaires de leur local de travail. Cependant, 2,1% sont en location-bail et 1,3% sont en hébergement.

— De l'analyse par branche d'activité, il ressort que 64279 des 66662 entreprises recensées avec succès (96,4%) ont déclaré leur activité principale. Ainsi, les activités commerciales sont prépondérantes (25507 entreprises, soit 41,2%) ainsi que les activités d'hébergement et de restauration (16818 entreprises, soit 26,16%), les autres activités de services (7717 entreprises, soit 12,01%), des activités de fabrication (5769 entreprises, soit 8,97%), les activités d'éducation (951 entreprises, soit 1,48%), les activités financières et d'assurance (522 entreprises, soit 0,81%).

— Quant au type d'opérations effectuées, parmi les 36076 d'entreprises ayant répondu, seulement 2,3% font des importations (822 entreprises) et 0,6% font des exportations (202 entreprises).

— Pour la tenue de la comptabilité, parmi les 64561 entreprises ayant répondu, 11341 tiennent une comptabilité formelle (17,6%) dont 10663 pour une comptabilité interne et 678 pour une comptabilité externe ; 40464 tiennent une comptabilité non formelle (62,7%) et 12756 n'ont aucun système de comptabilité (19,8%).

— Des 66662 entreprises recensées avec succès, 36141 ont répondu favorablement parmi lesquelles 15959 entreprises (44,2%) ont le NIF et tiennent une comptabilité, qu'elle soit formelle (8524 entreprises, soit 53,4%) ou non formelle (7435 entreprises, soit 46,6%). Par contre, 328 entreprises recensées avec succès et ayant le NIF n'ont aucun système de comptabilité (2,0%).

— Quant à la monnaie utilisée pour les affaires et la comptabilité, il se dégage que 35730 entreprises font leurs affaires et leur comptabilité en Franc CFA (98,9%) alors que très peu d'entreprises (0,2%) utilisent, soit le Dollar, l'Euro, le Yen ou la Livre sterling.

— En matière de production, le chiffre d'affaires déclaré en 2019 par les entreprises est sous-estimé. Parmi les 33433 entreprises éligibles, seulement 23904 entreprises (71,5%) ont déclaré leur chiffre d'affaires hors taxes en 2019 qui s'élève à 6259,437 milliards de FCFA. La distribution de ce chiffre d'affaires hors taxes de 2019 selon la taille des entreprises en termes du nombre de personnes employées en 2019 montre que 48,8% du chiffre d'affaires (3057,079 milliards FCFA) est dégagé par les micro-entreprises (moins de 10 employés) ; 12,3% du chiffre d'affaires (771,573 milliards FCFA) provient des petites entreprises (10-99 employés) ; seulement 8,1% du chiffre d'affaires (506,866 milliards FCFA) est dégagé par les moyennes entreprises (100-199 employés et 30,4% du chiffre d'affaires (1902,355 milliards FCFA) est dégagé par les grandes entreprises (au moins 200 employés) ; 0,3% du chiffre d'affaires (19,905 milliard FCFA) est réalisé par les entreprises recensées n'ayant déclaré aucun employé en 2019. Cependant, les entreprises ayant omis de déclarer leurs employés ont fait un chiffre d'affaires de 1,659 milliard FCFA.

— Pour le chiffre d'affaires hors taxes de 2020, parmi les 36092 entreprises éligibles, seulement 32153 entreprises (89,1%) ont déclaré un montant de 4473,678 milliards FCFA. La distribution de ce chiffre d'affaires hors taxes selon le nombre d'employés au 31/12/2020 montre que 11,8% du chiffre d'affaires (565,873 milliards FCFA) est dégagé par les micro-entreprises (moins de 10 employés) ; 19,6% du chiffre d'affaires (876,211 milliards FCFA) provient des très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 12,0% du chiffre d'affaires (534,813 milliards FCFA) est dégagé par les moyennes entreprises (100-199 employés) et 37,6% du chiffre d'affaires (1683,4283 FCFA) est dégagé par les grandes entreprises (au moins 200 employés). Cependant, les entreprises n'ayant déclaré aucun employé en 2020 ont dégagé un chiffre d'affaires de 853,353 milliards de FCFA (19,1%).

— L'analyse des coûts de production fait ressortir que le montant total des achats de marchandises en 2019 s'élève à 955,081 milliards de FCFA dont 384,759 milliards FCFA (40,2%) dépensés par les 14178 micro-entreprises (1-9 employés) ; 199,793 milliards FCFA (20,9%) par les 323 très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 229,752 milliards FCFA (24,1%) par les 18 moyennes entreprises et 140,637 milliards FCFA (14,8%) par les 11 grandes entreprises ayant achetés des marchandises.

— Le montant des achats de consommations intermédiaires s'élève à 3305,095 milliards FCFA en 2019 dont 2734,368 milliards FCFA (82,7%) sont dépensés par les 23026 micro-entreprises (1-9 employés) ; 154,137 milliards FCFA (5,0%) dépensés par les 797 très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 108,895 milliards FCFA (3,3%) dépensés par les 41 moyennes entreprises (100-199 employés) et 307,663 milliards FCFA (9,3%) dépensés par les 37 grandes entreprises (200 employés et plus).

— Quant à l'analyse des difficultés connues par les entreprises recensées dans l'activité, elles sont graduelles et sont classées du plus grand au plus petit selon leurs déclarations. La contrainte la plus évidente qui a plus affectée leurs activités est l'impact de la Covid-19 selon les déclarations de 62,8% des entreprises. Suivent les problèmes de financement (40,9%) et le coût élevé du local (36,7%) qui constituent les trois principales contraintes liées à leurs activités. Toutefois, malgré ces trois problèmes prioritaires, les autres problèmes suivants sont non négligeables à savoir : l'insécurité (32,2%), la corruption (29,8%), les difficultés d'accès à l'eau (29,0%), la lourdeur dans les formalités administratives (27,2%), la concurrence déloyale

(25,2%), la fiscalité (19,7%), les difficultés d'accès à l'électricité (19,6%), le problème de débouchés (17,3%), le coût élevé de transport (15,6%), l'infrastructure inappropriée (11,8%), le non-respect de la législation du travail (7,2%), le coût élevé du personnel (4,2%), la qualification du personnel (2,7%).

📍 EMPLOI ET SALAIRES DANS LES ENTREPRISES RECENSEES

— Il est constaté l'importance des micro-entreprises dans le tissu économique du Gabon car, en 2019, les entreprises de moins de 10 employés (31992 entreprises) couvrent 95,7% de l'ensemble des 33433 entreprises ayant déclaré leurs effectifs employés en 2019 parmi lesquelles 30704 entreprises (91,8%) ont moins de 5 employés.

— En 2019, au total, 33171 entreprises ont déclaré 107811 employés dont 42714 employés (39,6%) dans les 30704 entreprises de 1-4 personnes ; 8073 employés (7,5%) dans les 1288 entreprises de 5-9 personnes ; 12959 employés (12,0%) dans les 855 entreprises de 10-29 personnes ; 11030 employés (10,2%) dans les 217 entreprises de 30-99 personnes ; 7948 employés (7,4%) dans les 57 entreprises de 100-999 personnes ; 17740 employés (16,5%) dans les 45 entreprises de 200-999 personnes ; 7347 employés (6,8%) dans les 5 entreprises de 1000 personnes et plus.

— En 2019, au total, 73302 employés rémunérés sont déclarés par 10712 entreprises dont : 20212 employés rémunérés (27,6%) pour les micro-entreprises de 1-9 personnes ; 21083 employés rémunérés (28,8%) pour les petites entreprises de 10-99 personnes ; 7567 employés rémunérés (10,3%) pour les moyennes entreprises de 100-199 personnes ; 24440 employés rémunérés (33,3%) pour les 48 grandes entreprises de 200 personnes et plus.

— Au 31 décembre 2019, au total, 28375 entreprises ont déclaré 100391 employés dont : 44296 employés (44,1%) pour les 27270 micro-entreprises de 1-9 personnes ; 22300 employés (22,2%) pour les 1001 petites entreprises de 10-99 personnes ; 7205 employés (7,2%) pour les 53 moyennes entreprises ; 26590 employés (26,5%) pour les 51 grandes entreprises de 200 personnes et plus.

— Au 31 décembre 2020, au total, 35151 entreprises ont déclaré 107637 employés dont : 53451 employés (49,7%) pour les 33983 micro-entreprises de 1-9 personnes ; 23154 employés (21,5%) pour les 1061 petites entreprises de 10-99 personnes ; 7846 employés (7,3%) pour les 58 moyennes entreprises ; 23186 employés (21,5%) pour les 49 grandes entreprises de 200 personnes et plus.

— Dans l'ensemble, en 2019, un montant total de 394,368 milliards de FCFA a été payé au titre des salaires par 7139 entreprises. La distribution de cette masse salariale versée est répartie de la manière suivante : 88,571 milliards FCFA (9,2%) sont payés par les 6347 micro-entreprises (1-9 employés) ; 67,220 milliards FCFA (7,0%) payés par les 651 très petites et petites entreprises (10 à 99 employés) ; 34,537 milliards FCFA (3,6%) payés par les 40 entreprises moyennes (100-199 employés) ; 199,864 milliards FCFA (21,0%) payés par les 39 grandes entreprises (200 employés et plus) ; 4,226 milliards FCFA (0,4%) payés par les 62 entreprises n'ayant pas déclaré leurs employés de 2019.

— En matière de métier, les besoins exprimés par les entreprises sont graduels et varient selon le type d'activité exercé dans la branche. Seulement 786 entreprises ont pu exprimer les

besoins en métier. Le commerce est le secteur le plus attrayant : 16,8% des entreprises expriment le besoin de disposer de plus de commerçants pour la réalisation de leurs activités ; 8,1% ont besoin de coiffeurs ; 4,3% ont besoin de comptables ; 4,2% ont besoin de cuisiniers ; 3,8% ont besoin de mécaniciens ; 3,1% ont besoin des informaticiens, etc.

● PROFIL DES DIRIGEANTS ET DES PROPRIETAIRES DES ENTREPRISES RECENSEES

— Les statistiques suivantes font ressortir que l'âge des dirigeants des entreprises recensées avec succès varie de 15 ans à 99 ans, soit un âge moyen de 43 ans traduisant ainsi une population encore jeune qui se distribue selon la loi normale entre 15 ans et 74 ans. La plupart des dirigeants de 14992 entreprises sont âgés de 35-44 ans (35,5%) correspondant à la tranche d'âge modale. Ainsi, 23,6% des dirigeants de 9959 entreprises sont des jeunes âgés de 15-34 ans ; 49,7% des dirigeants de 20991 entreprises sont des adultes de 35-49 ans ; 18,5% des dirigeants de 7812 entreprises sont en âge de la retraite (50-59 ans) ; 7,6% des dirigeants de 3227 entreprises sont des personnes âgées (60 ans et plus).

— Les entreprises recensées avec succès sont davantage dirigées par les hommes (68,1%) que par les femmes (31,9%), tous groupes d'âges confondus, sauf pour les 15-19 ans où les femmes dirigeantes (52,8%) sont plus nombreuses que les hommes dirigeants (47,2%). Ainsi, la structure par âge et par sexe suit l'allure de la tendance générale qui présente une population dirigeante jeune dans les entreprises recensées. L'analyse du genre confirme la forte représentativité des hommes dirigeants et montre que 64,7% des entreprises sont dirigées par les jeunes hommes contre 35,3% par les jeunes femmes de 15-34 ans avec une atrophie aux âges élevés (70 ans et plus) où la supériorité des hommes reste encore plus écrasante (71,4% d'hommes contre 28,6% de femmes).

— La pyramide des âges des dirigeants des entreprises recensées a l'allure d'une dame-jeanne présentant une incursion plus forte chez les hommes âgés de 39-54 ans et avec une base rétrécie pour les dirigeants de 15-19 ans. La pyramide s'élargit à partir de 20-24 ans avant de se rétrécir à partir de 70 ans. Cependant, la responsabilité d'être dirigeant d'entreprise commence dans la tranche d'âges 20-24 et augmente avec l'âge. L'allure de la pyramide des âges des dirigeants montre qu'il y a peu de jeunes de 15-19 ans qui dirigent les entreprises recensées, qu'il s'agisse des hommes (0,3%) ou des femmes (0,6%). Elle atteint l'apogée à 35-39 ans chez les femmes et 40-44 ans chez les hommes et décroît avec un effectif élevé de dirigeants jusqu'à 65-69 ans, pour signifier qu'au-delà de l'âge de 69 ans, la chance d'être dirigeant d'entreprise est relativement réduite à cause du vieillissement.

— 64,0% des entreprises recensées sont dirigées par des expatriés (27035 entreprises) contre 35,4% par les Gabonais (14970 entreprises).

— Par nationalité, parmi les 27028 dirigeants expatriés ayant répondu, les dirigeants ressortissants de l'Afrique de l'Ouest sont prédominants (22101 dirigeants, soit 81,8%) et sont suivis par ceux de l'Afrique Centrale hors Gabon (4063 dirigeants, soit 15,0%), par ceux ressortant hors de l'Afrique (737 dirigeants, soit 2,7%) et par ceux du reste de l'Afrique (127 dirigeants, soit 0,5%).

— Quant à la répartition des 27028 dirigeants expatriés qui ont répondu, la majorité provient respectivement du Mali (21,4%), du Sénégal (14,1%), du Cameroun (12,0%), du Bénin (11,7%),

du Nigéria (10,8%), du Burkina-Faso (7,2%), du Togo (5,0%), de la Guinée (4,1%), du Niger (3,5%), de la côte d'Ivoire (1,6%), du Tchad (1,5%) et de la Mauritanie (1,4%). Sont également représentatives les nationalités suivantes, à savoir les dirigeants ressortissants du Liban (0,9%), de la France (0,8%), de la République démocratique du Congo (0,8%), du Ghana (0,7%), de la République du Congo (0,5%), de la Chine (0,5%).

B)- SITUATION DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU RECENSEMENT

— Il a été dénombré 2138 institutions privées sans but lucratif dont 1816 sont en milieu urbain (84,9%) et 108 en milieu rural (5,1%) et 214 ISBL (10,0%) dont le milieu de résidence n'a pas été déclaré.

— Parmi les 2138 institutions sans but lucratif dénombrées, 1791 sont ouvertes (83,8%), 133 sont fermées provisoirement (6,2%) et 214 ISBL (10,0%) dont la situation d'ouverture n'a pas été déterminée.

— 1924 institutions sans but lucratif ont été recensées avec succès. La plupart de ces ISBL sont installées dans les provinces de l'Estuaire (54,6%), de l'Ogooué-Maritime (11,1%) et du Haut-Ogooué (7,3%). Suivent ensuite le Woleu-Ntem (5,1%), la Ngounié (5,1%), l'Ogooué-Lolo (4,5%), le Moyen-Ogooué (4,3%) et l'Ogooué-Ivindo (4,2%).

— L'analyse différentielle par milieu de résidence fait ressortir que 1816 institutions sans but lucratif exercent dans le milieu urbain (94,4%) contre 108 ISBL en milieu rural (5,6%).

— Les 1924 ISBL recensées avec succès sont réparties en 765 ISBL à établissement unique (39,8%), en 161 sièges (8,4%) et en 998 établissements secondaires (51,9%).

— Très peu d'ISBL sont créées sur la période 1844-1999 (106 ISBL, soit 10,3%) alors que le nombre des ISBL créées va croissant à partir du deuxième millénaire avec 92 ISBL (9,0%) sur la période 2000-2009 ; 255 ISBL sur la période 2010-2019 (24,8%) et 204 ISBL (19,9%) sur la période 2020-2022.

— Dans l'ensemble, 1924 ISBL ont été recensées avec succès parmi lesquelles 1027 sont éligibles dont les 657 ISBL qui ont déclaré leur année de création (64,0%) et les 370 ISBL qui ne l'ont pas fait (36,0%). Cependant, 897 ISBL ne sont pas concernées car ce sont des établissements secondaires dépendant de leurs sièges en termes de tenue de la comptabilité. Parmi les 1027 ISBL éligibles, 495 ISBL sont à établissement unique (48,2%) ; 100 ISBL sont des sièges (9,7%) et 432 ISBL sont des établissements indépendants (42,1%). En effet, sur la période 2010-2019, il a été créé 255 ISBL parmi lesquelles 112 ISBL sont à établissement unique (43,9%), 20 ISBL sont des sièges (7,8%) et 123 ISBL sont des établissements secondaires (48,2%).

— La plupart des ISBL (883, soit 86,0%) sont créées à partir des capitaux propres ou création pure. Seulement 0,8% sont acquises soit par héritage ou par don et 0,5% sont nées soit d'une fusion-réunion, soit d'une fusion-absorption, d'une scission ou d'un achat de fonds de commerce.

— Dans l'ensemble des 1924 ISBL recensées avec succès, la plupart d'entre elles œuvrent pour les cultes et les organisations religieuses (699, soit 68,8%) ; 109 ISBL pour la santé moderne ou traditionnelle (10,7%) ; 46 ISBL pour les services caritatifs justifiant par des dons bénévoles

ou des œuvres de charité (4,5%) ; 47 ISBL pour l'éducation formelle, religieuse ou toute autre formation (4,6%) ; 21 ISBL pour le développement communautaire (2,1%) ; 18 ISBL pour les services sociaux (1,8%) ; 16 ISBL pour l'entraide (1,6%) ; 14 ISBL pour le développement économique (1,4%) ; 13 ISBL pour la défenses des droits des travailleurs et des professionnels (1,3%) ; 7 ISBL pour la défenses des droits de l'homme (0,7%) ; 7 ISBL pour la protection de l'environnement (0,7%) ; 5 ISBL pour les organisations politiques (0,5%) et 3 ISBL pour la culture et les loisirs (0,3%). Ainsi, il importe de souligner que l'objet de l'ISBL est fortement corrélié avec sa nature ou au type d'ISBL identifiée et recensée et la forte représentativité des ISBL à vocation religieuse et de santé en fait foi.

— Parmi ces 1027 ISBL éligibles, 912 ISBL ont déclaré leur nationalité (88,7%) et 115 ne se sont pas prononcées (11,2%). Ainsi, il se dégage que 681 ISBL sont nationales (66,3%) et 231 ISBL sont internationales (24,5%).

— Les paroisses, les synagogues, les mosquées et les sanctuaires qui sont des organisations religieuses sont à 68,0% nationales (448 ISBL) et à 70,2% internationales (177 ISBL).

— Dans l'ensemble, 45,7% des ISBL sont soutenus par des partenaires gabonais ; 7,4% des ISBL par des partenaires de la CEMAC et 10,2% des ISBL par des partenaires extérieurs à la CEMAC. Par nationalité, il ressort que la plupart des ISBL nationales ont plus de partenaires gabonais (68,2%), de partenaires de la CEMAC (35,5%) et des partenaires extérieurs à la CEMAC (46,7%). Par contre, très peu d'ISBL internationales ont des partenaires gabonais (29,6%).

— En effet, très peu d'ISBL (100 ISBL, soit 9,7%) ont démarré leur activité avant le deuxième millénaire, c'est-à-dire dans la période 1844-1999 ; 347 ISBL (33,8%) sur la période 2000-2019 ; 210 ISBL (20,4%) sur la période 2020-2022.

— Les principaux bénéficiaires des services des ISBL sont leurs membres (30,1%), le collectif de personnes (27,1%), les autres personnes (28,8%) et les sociétés (12,1%).

Pour la déclaration des ressources, 871 ISBL sont éligibles dont 425 ISBL ayant répondu favorablement et 446 ISBL qui se sont abstenues. Ainsi, le montant total de ressources déclaré par les 396 ISBL s'élève à 508340,686 millions FCFA.

— Pour la déclaration des dons reçus, 868 ISBL sont éligibles dont 326 ISBL ayant répondu favorablement et 542 ISBL qui se sont abstenues. Ainsi, le montant total des dons reçus qui a été déclaré par les 290 ISBL s'élève à 508790,136 millions FCFA.

— Pour la déclaration des dépenses engagées, 868 ISBL sont éligibles dont 538 ISBL ayant répondu favorablement et 330 ISBL qui se sont abstenues. Ainsi, le montant total des dépenses engagées qui a été déclaré par les 499 ISBL s'élève à 407942,053 millions FCFA.

— Selon les déclarations des responsables des ISBL, les principales difficultés rencontrées dans leur activité sont liées à l'existence de la Covid-19 (52,3%), au manque de financement (40,9%) et à l'accès à l'électricité (40,7%). À celles-là s'ajoutent les difficultés d'accès à l'eau (37,3%), le problème de sécurité (19,9%), la concurrence déloyale (18,8%), le coût élevé de location du local (15,0%), le problème de formalités administratives (14,6%) et l'infrastructure inappropriée (10,2%).

— Dans l'ensemble, 895 ISBL ont pu déclarer l'âge de leur dirigeant qui varie de 16 ans à 87 ans. Cependant, 116 ISBL ne l'ont pas fait et 913 ISBL ne sont pas concernées. On observe une



forte concentration des dirigeants âgés de 40-64 ans (653, soit 73,0%) avec un âge moyen de 50,77 ans traduisant un vieillissement des dirigeants des ISBL.

INTRODUCTION

Le Recensement Général des Entreprises fait partie des projets financés par la Banque mondiale dans le cadre du Projet de Développement des Statistiques. Il est réalisé par la Direction Générale de la Statistique du Ministère de l'Économie. C'est le premier du genre permettant de disposer des informations au niveau national. Des recensements sont réalisés périodiquement par les services sectoriels provinciaux, notamment les services de la Direction Générale des Impôts, de la Direction Générale du Commerce. Ces données parcellaires répondent plus aux objectifs de ces services, mais elles ne sont pas compilées dans le souci de la mise en place du répertoire national des entreprises et de le suivre à des fins statistiques.

Le RGE est réalisé dans l'intérêt général d'aider la Direction Générale de la Statistique à produire davantage des données selon les normes internationales et à améliorer leur diffusion. Les comptes nationaux, étant au centre de cette diffusion, se veulent adaptés à ces normes internationales révisées et cadres référentiels (Nomenclatures d'activités et de produits) ainsi que l'établissement des comptes nationaux qui doit migrer du SCN 93 au Système de Comptabilité Nationale de 2008.

L'objectif général de ce recensement est de mettre en place un répertoire national des entreprises à des fins statistiques et de disposer d'une base de sondage pour les enquêtes économiques légères nécessaires pour la mise à jour du répertoire des entreprises. La mise en place dudit répertoire nécessite, au préalable, que le Gabon dispose d'une nomenclature nationale harmonisée des activités et d'une nomenclature des comptes nationaux avec une correspondance aux nomenclatures internationales.

La collecte des données du RGE s'est appuyée sur la base cartographique du RGPL de 2013 qui compte 2880 secteurs de dénombrement (avec cartes et descriptifs de repères disponibles), car il n'y a pas eu de cartographie spéciale des entreprises pour ledit recensement. C'est cette base cartographique qui a servi pour la localisation et l'identification des entreprises et les ISBL sur le terrain. En effet, trois activités de collecte étaient menées de façon consécutive, à savoir :

- a) le repérage cartographique à l'aide des cartes et des descriptifs qui permettent de retrouver les limites des secteurs de dénombrement et de connaître la configuration des zones de travail en termes de concentration des entreprises et d'étendue pour prévoir le temps de couverture de chaque secteur de dénombrement ;
- b) le dénombrement exhaustif des entreprises et des Institutions Sans But Lucratif dans chaque secteur de dénombrement qui permet de localiser et d'identifier les entreprises et les ISBL avant de procéder à des interviews ;
- c) le remplissage direct des questionnaires dans les entreprises et les ISBL identifiées ou le dépôt des questionnaires à la demande de l'entreprise au cas où elle n'est pas disponible à répondre instantanément.

Les travaux de terrain ont duré 6 mois et ont été organisés en deux phases :

■ la première phase a concerné les trois principales villes de la province de l'Estuaire, à savoir : Libreville, Owendo et Akanda dont la collecte s'était déroulée du Lundi 13 décembre 2021 au Samedi 30 avril 2022 ;

■ la deuxième phase a couvert les 9 provinces du Gabon sur la période allant du Mercredi 27 juillet 2022 au Samedi 17 septembre 2022. Au cours de cette deuxième phase de collecte, il a été organisé une mission de rattrapage des entreprises qui n'ont pas pu être recensées lors de la première phase à Libreville, Owendo et Akanda.

L'enregistrement des données auprès des établissements recensés a été fait à l'aide du questionnaire qui a été implémenté dans la tablette numérique à partir de l'application SURVEY SOLUTIONS (de la Banque mondiale). Les interviews ont été menées par les agents recenseurs, sous le contrôle des chefs d'équipes, des superviseurs d'application et des gestionnaires du site informatique. Cependant le suivi des travaux de terrain a bénéficié de l'encadrement de l'équipe de coordination et du Consultant Statisticien recruté pour le Projet de Développement des Statistiques (Cf. *Listes en annexe*).

Le Recensement Général des Entreprises a ciblé les activités des unités économiques suivantes :

- Les unités économiques évoluant dans les secteurs formel et informel et exerçant dans un local professionnel fixe. Par local professionnel fixe, on entend « *tout édifice avec ou sans porte d'entrée construit en matériau durable (parpaings, briques, planches, contre-plaqués), containers, métal en acier, tôle, terre battue* » ;
- Les unités économiques dont la nature de leur activité les amène à ne pas exercer nécessairement dans un local professionnel mais dans les espaces à ciel ouvert. Il s'agit, par exemple, des activités de fabrication des briques, menuiserie, réparation des voitures et motos, parking de lavage des voitures et motos, carrières (extraction de sable, gravier, marbre, charbon, clinker), sites aurifères, etc. ;
- Certaines entreprises publiques du fait du caractère marchand de leurs activités : c'est le cas par exemple de la société d'électricité et d'eau du Gabon, de la télévision nationale ;
- Les unités économiques qui font la transformation du bois ;
- La vente à étalage dans un local en bordure de route ;
- Les ménages qui exercent leurs activités économiques dans leurs concessions sans aucune indication extérieure sur l'existence de ces unités économiques. C'est le cas de certains couturiers, restaurants, débits de boissons, etc.

Cependant, les activités suivantes n'ont pas été prises en compte au RGE compte tenu de leurs spécificités et elles nécessitent l'organisation des enquêtes spécifiques :

- Le commerce ambulant et les prestations de services ambulants ;
- Le transport en commun informel (taxi, clandos, etc.) ;
- La vente à l'étalage à l'extérieur des marchés ;
- Les services des établissements publics à caractère administratif (CNSS, ANBG, ANPI et toutes les autres agences) ;
- Les services des ministères et des démembrements territoriaux (ambassades, consulats et base militaire étrangère, les organismes internationaux ;

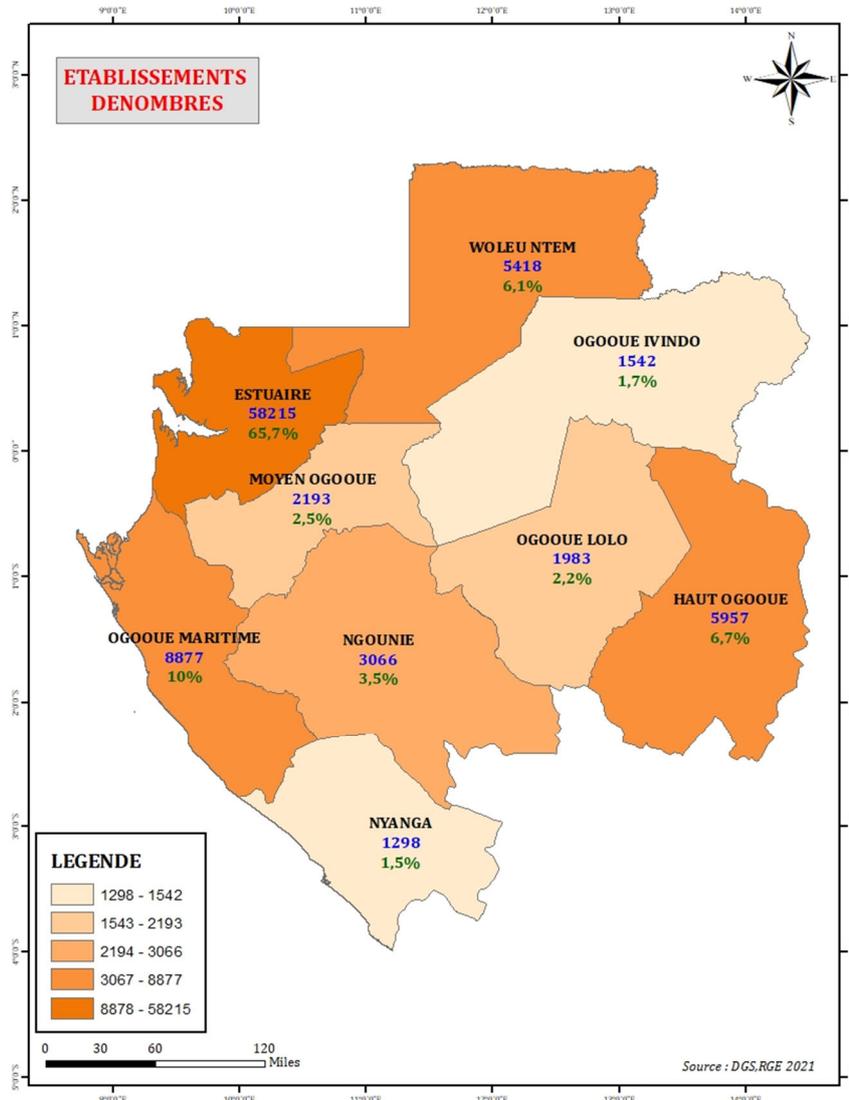
- Les services des écoles publiques, des centres de santé publics et des autres services publics fournissant des prestations non marchandes ;
- Les unités économiques évoluant dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, la chasse, la sylviculture, l'aquaculture, la pisciculture et l'horticulture.

Le RGE a concerné aussi les institutions privées sans but lucratif (y compris celles qui sont au service des ménages (ISBLM), notamment : les fournisseurs de services sans but lucratif (hôpitaux privés ; institutions privées d'enseignement supérieur ; dispensaires privées ; écoles privées ; services sociaux privés et groupes privés de défense de l'environnement), les Organisations Non Gouvernementales ; les organisations artistiques et culturelles (musées ; les centres d'art dramatique ; les orchestres ; les ensembles musicaux ; les sociétés historiques et littéraires) ; les clubs sportifs ; les groupes d'intervention pour la défense des droits civils ou la défense des intérêts sociaux et politiques ; les fondations ; les associations communautaires ou populaires ; les partis politiques ; les syndicats, les associations industrielles et professionnelles ; les congrégations religieuses (paroisses, synagogues, mosquées, temples, sanctuaires) ; les coopératives ; les mutuelles ; les groupes d'entraide ; les initiatives sociales ; les organisations quasi non gouvernementales ; les universités privées.

Le présent rapport d'analyse se décline en deux grandes parties selon la couverture du recensement :

- La première partie concerne les entreprises identifiées et recensées dans laquelle seront présentées la répartition spatiale, la démographie, l'activité, le niveau de leur chiffre d'affaires, le niveau d'emploi et des salaires versés, les contraintes liées à leurs activités et le profil de leurs dirigeants et de leurs propriétaires ;
- La deuxième partie concerne les institutions sans but lucratif dans laquelle on présente également leur répartition, leur démographie, leurs activités, leurs sources de financement, leurs ressources et les coûts supportés sur leurs activités ainsi que les contraintes liées à leurs activités.

PARTIE 1 : VUE D'ENSEMBLE SUR LA SITUATION DES ETABLISSEMENTS AU DENOMBREMENT ET AU RECENSEMENT EN 2021-2022



CHAPITRE 1 : SITUATION DES ETABLISSEMENTS AU DENOMBREMENT EN 2021-2022

Le Recensement Général des Entreprises a dénombré deux types d'entité économique, à savoir : les entreprises et les institutions sans but lucratif. La démographie et l'activité de ces deux types d'entité sont présentées séparément dans la suite du présent rapport préliminaire.

1.1. Répartition spatiale des établissements dénombrés en 2021-2022

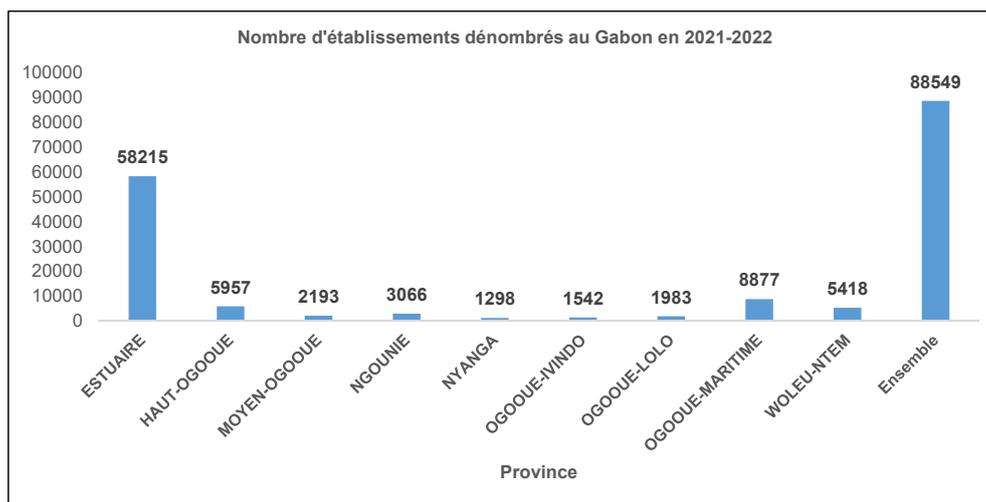
Dans l'ensemble du pays, 88549 établissements ont été localisés et dénombrés selon la répartition provinciale suivante : Estuaire (58215 établissements, soit 67,5%) ; Ogooué-Maritime (8877 établissements,

soit 10,0%) ; Haut-Ogooué (5957 établissements, soit 6,7%) ; Woleu-Ntem (5418 établissements, soit 6,1%) ; Ngounié (3066 établissements, soit 3,5%) ; Moyen-Ogooué (2193 établissements, soit 2,5%) ; Ogooué-

Lolo (1983 établissements, soit 2,2%) ; Ogooué-Ivindo (1542 établissements, soit 1,7%) ; Nyanga (1298 établissements, soit 1,5%). Ainsi, il se dégage quatre provinces de forte concentration des entreprises et

des institutions sans but lucratif, à savoir l'Estuaire, l'Ogooué-Maritime, le Haut-Ogooué et le Woleu-Ntem. (Cf. Graphique 1)

GRAPHIQUE 1 : Répartition des établissements dénombrés par province au Gabon en 2021-2022



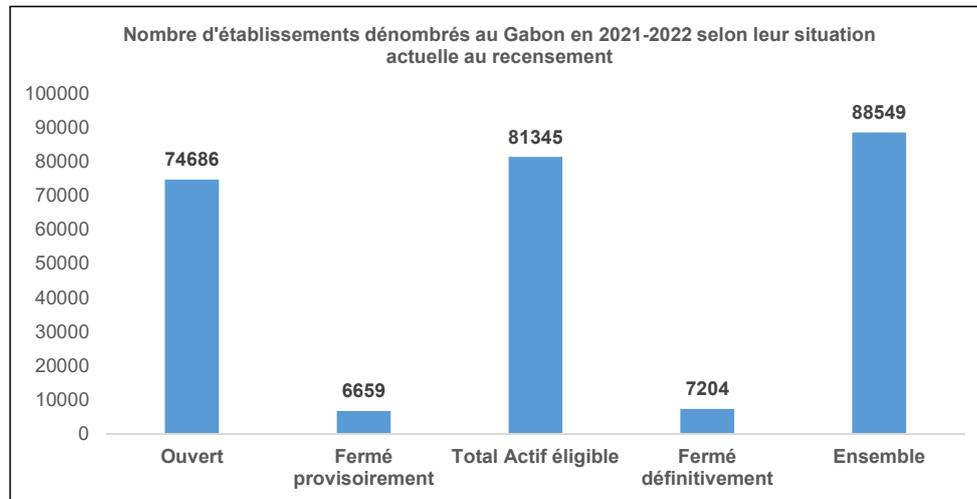
1.2. Répartition spatiale des établissements dénombrés en 2021-2022 selon leur situation actuelle

La situation actuelle de l'établissement correspond à sa situation d'ouverture au moment du passage des agents recenseurs. Un établissement peut être ouvert, fermé provisoirement ou fermé définitivement, et sa situation d'ouverture était validée après trois passages au plus pour s'assurer de l'existence effective de l'établissement. Les établissements fermés définitivement ont été repérés par une inscription (enseigne) et par des renseignements donnés par les dirigeants ou le voisinage.

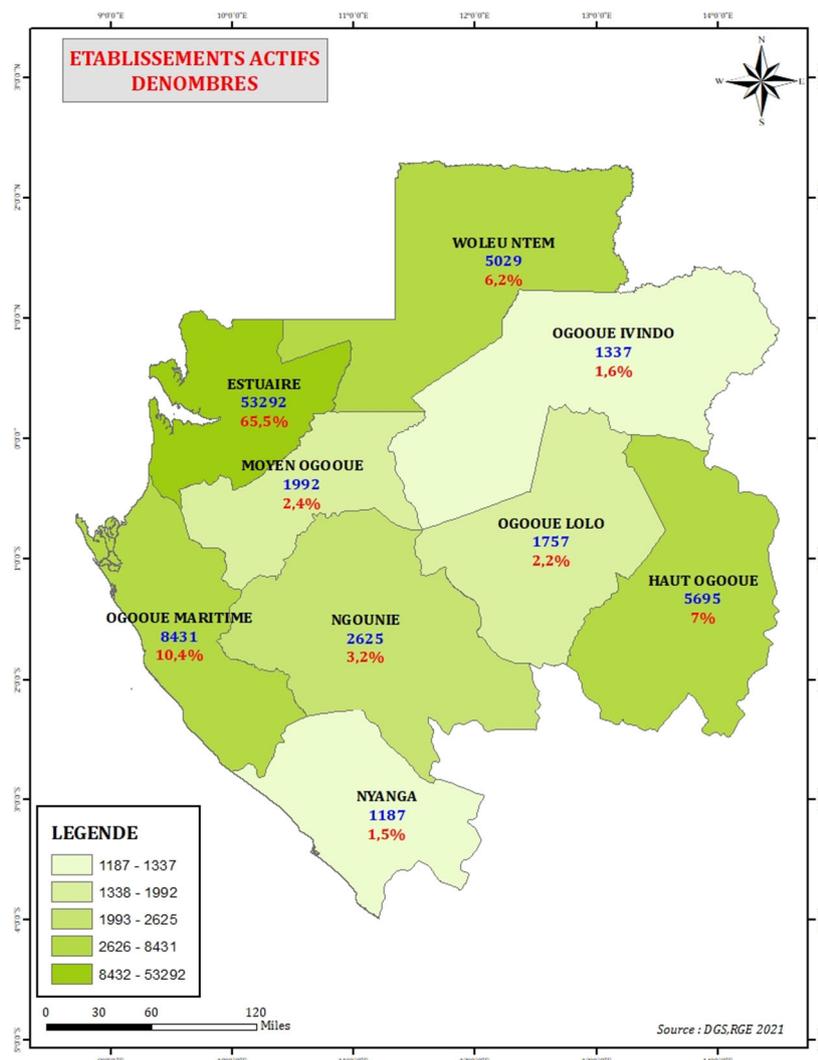
Selon leur situation d'ouverture au dénombrement, parmi ces 88549 établissements dénombrés, 74686 sont ouverts (84,3%), 6659 sont fermés provisoirement (7,5%) et 7204 sont fermés définitivement (8,1%). Ainsi, dans l'ensemble du pays, il a été dénombré 81345 établissements actifs éligibles (91,9%). (Cf. Graphique 2)



GRAPHIQUE 2 : Répartition des établissements dénombrés en 2021-2022 selon leur situation actuelle



1.3. Répartition spatiale des établissements actifs dénombrés par province selon le lieu de résidence en 2021-2022



Les établissements actifs dénombrés concernent les entreprises et les Institutions Sans But Lucratif qui ont été localisées et identifiées, c'est-à-dire ceux qui sont encore active et dont les coordonnées GPS ont été

relevées. Au total, 81345 établissements sont actifs dont 79741 établissements en milieu urbain (98,0%) et 1604 établissements en milieu rural (2,0%). (Cf. Tableau 1)

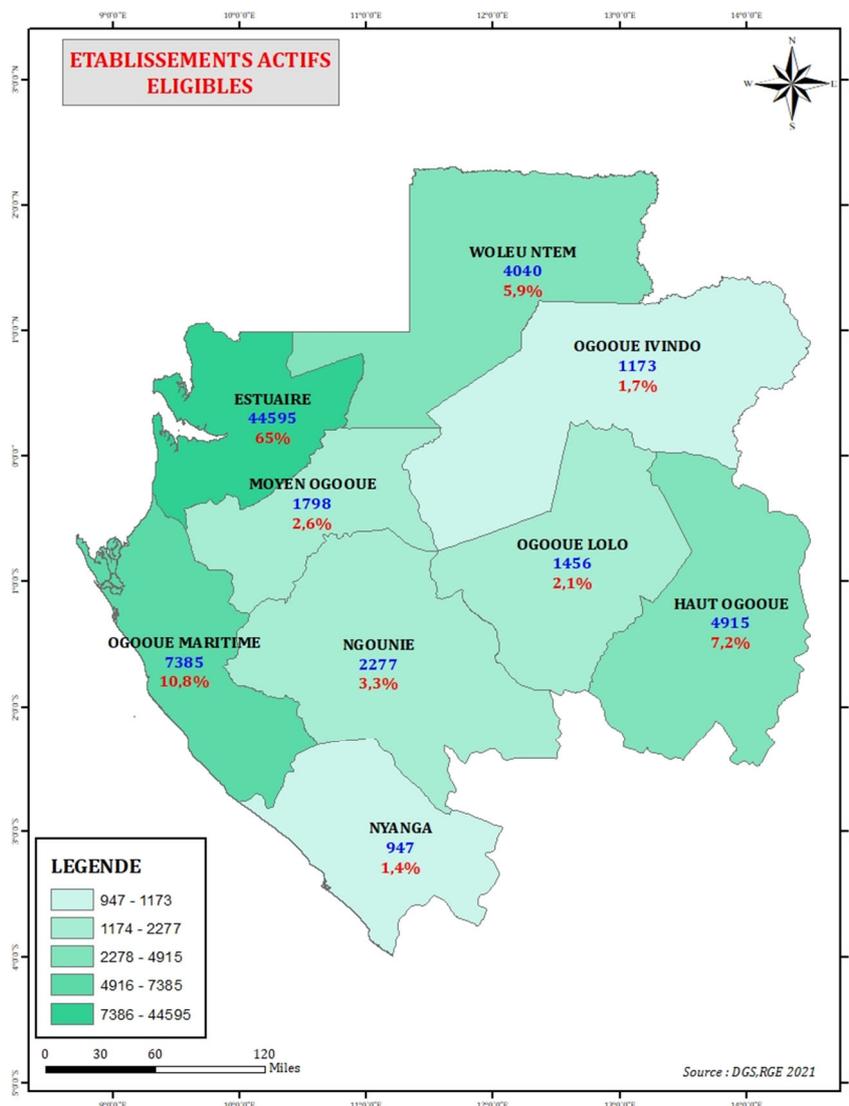
TABLEAU 1 : Répartition des établissements actifs dénombrés par province selon le milieu de résidence

Province	Milieu de résidence			%
	Urbain	Rural	Ensemble	
ESTUAIRE	53284	8	53292	65,5
HAUT-OGOUE	5439	256	5695	7,0
MOYEN-OGOUE	1785	207	1992	2,4
NGOUNIE	2452	173	2625	3,2
NYANGA	1179	8	1187	1,5
OGOUE-IVINDO	1239	98	1337	1,6
OGOUE-LOLO	1398	359	1757	2,2
OGOUE-MARITIME	8245	186	8431	10,4
WOLEU-NTEM	4720	309	5029	6,2
Ensemble	79741	1604	81345	100,0
Pourcentage	98,0	2,0	100,0	

CHAPITRE 2 : SITUATION DES ETABLISSEMENTS AU RECENSEMENT EN 2021-2022

Au moment de la collecte, pour l'identification des établissements, le Recensement Général des Entreprises s'est appuyé sur trois principaux critères de sélection qui sont : la situation de l'entreprise ; la nature de l'entreprise et le type d'entité à recenser. Cependant, pour qu'un établissement soit recensé, il faut qu'il soit en activité, qu'il puisse répondre à sa nature (établissement unique, siège à établissements multiples, établissement secondaire dépendant de l'établissement siège) et qu'il puisse être identifié comme type d'entité (entreprise ou institution sans but lucratif). Ces filtres permettent donc d'éliminer les établissements fermés définitivement, ceux dont la nature n'est pas déclarée et ceux dont le type d'entité n'est pas défini.

2.1. Répartition spatiale des établissements actifs éligibles pour le recensement



Un établissement est éligible au recensement lorsqu'il est encore en activité par rapport à sa situation d'ouverture (ouvert, fermé provisoirement) et lorsque les coordonnées GPS ont été relevées sur le terrain. Sont exclus les établissements fermés définitivement qui sont considérés comme des

décès d'entreprise. Parmi les 81345 établissements actifs dénombrés, 68586 établissements ont pu répondre avec succès dont 66662 entreprises et 1924 Institutions sans but lucratif. (Cf. Tableau 2)

Tableau 2 : Répartition des établissements dénombrés qui sont actives par province selon le type d'entité

Province	Entreprises	%	ISBL	%	Ensemble	%
ESTUAIRE	43544	65,3	1051	54,6	44595	65,0
HAUT-OGOUE	4774	7,2	141	7,3	4915	7,2
MOYEN-OGOUE	1716	2,6	82	4,3	1798	2,6
NGOUNIE	2179	3,3	98	5,1	2277	3,3
NYANGA	873	1,3	74	3,8	947	1,4
OGOUE-IVINDO	1093	1,6	80	4,2	1173	1,7
OGOUE-LOLO	1370	2,1	86	4,5	1456	2,1
OGOUE-MARITIME	7172	10,8	213	11,1	7385	10,8
WOLEU-NTEM	3941	5,9	99	5,1	4040	5,9
Ensemble	66662	100,0	1924	100,0	68586	100,0

2.2. Répartition spatiale des établissements recensés par type en 2021-2022

Dans l'ensemble du pays, 66662 entreprises et 1924 institutions sans but lucratif ont été recensées selon la répartition suivante : 64344 établissements uniques, 820 établissements sièges et 3422 établissements secondaires dépendants des établissements sièges.

Ainsi, pour les entreprises, 95,4% sont à établissement unique ; 1,0% sont des sièges de l'entreprise et 3,6% sont des établissements secondaires (branches de l'entreprise). Pour les institutions sans but lucratif, 39,8% sont des établissements uniques, 8,4% sont des établissements sièges et 51,9% sont des établissements secondaires. (Cf. Tableau 3)

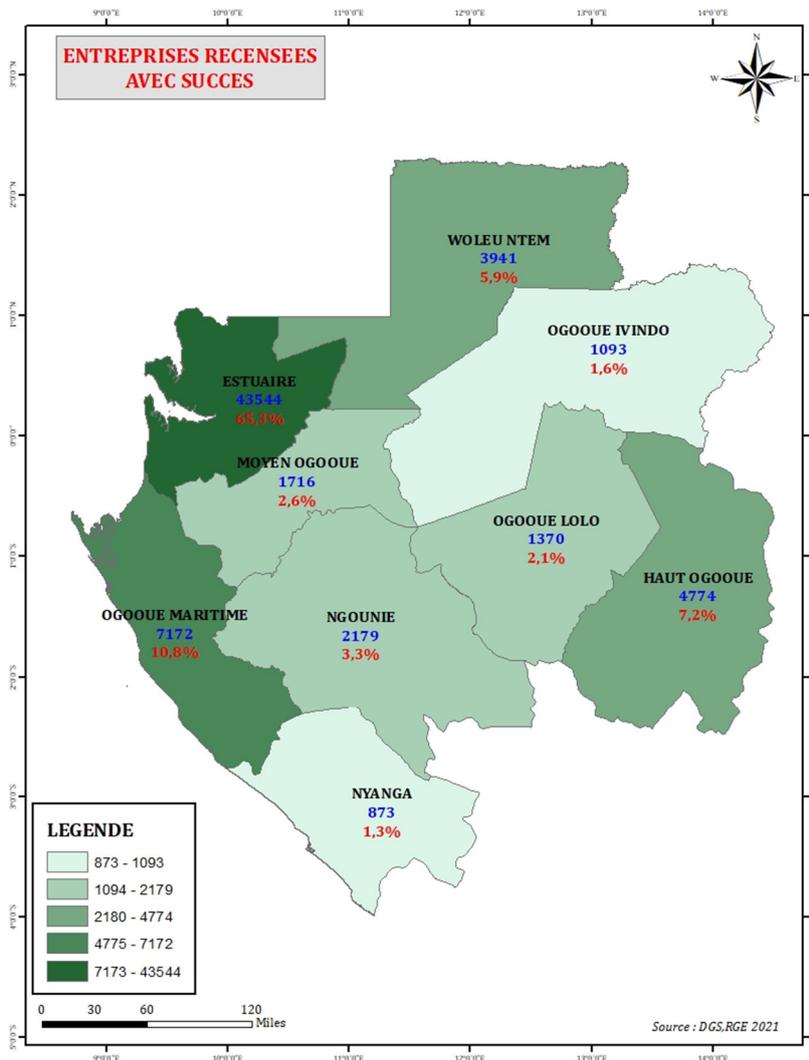
Tableau 3 : Répartition des établissements recensés avec succès par nature selon leur type

Nature de l'établissement	Type d'établissement				Ensemble	%
	Entreprises	%	ISBL	%		
Établissement unique	63579	95,4	765	39,8	64344	93,8
Établissement siège	659	1,0	161	8,4	820	1,2
Établissement secondaire	2424	3,6	998	51,9	3422	5,0
Total	66662	100,0	1924	100,0	68586	100,0

PARTIE 2 : IDENTIFICATION DES ENTREPRISES AU GABON EN 2021-2022

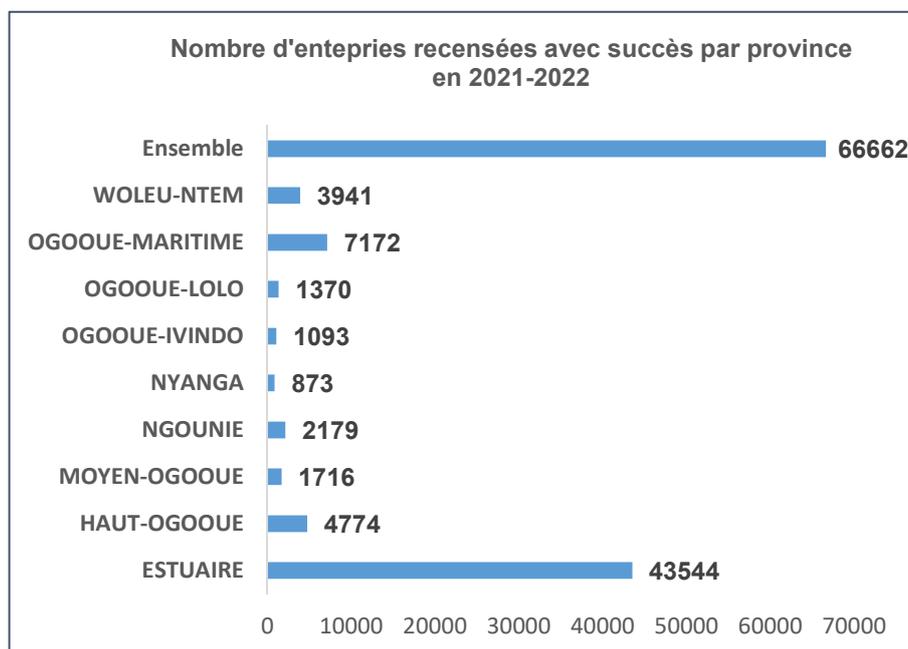
CHAPITRE 1 : RÉPARTITION SPATIALE DES ENTREPRISES RECENSÉES AVEC SUCCÈS EN 2021-2022

1.1. Répartition des entreprises recensées avec succès par province



Dans l'ensemble, 66662 entreprises ont été recensées avec succès dont la majorité a été recensée dans l'Estuaire (65,3%), dans l'Ogooué-Maritime (10,8%), dans le Haut-Ogooué (7,2%) et dans le Woleu-Ntem (5,9%). Ainsi, dans ces quatre provinces réunies, il a été recensé avec succès 59431 entreprises (89,2%). (Cf. Graphique 3)



GRAPHIQUE 3 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province


1.2. Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon le milieu de résidence

Il est à noter que le recensement général des entreprises a couvert toutes les villes du Gabon. En milieu rural, seules les entreprises ayant un poids important dans l'économie ont été recensées, qu'il s'agisse de celles exerçant dans les villages que celles se trouvant dans les districts localisés. C'est ainsi qu'on peut constater que 98,2% des entreprises ont été recensées dans le milieu urbain contre 1,8% dans le milieu rural. (Cf. Tableau 4)

Tableau 4 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon le milieu de résidence

Province	Milieu de résidence			%
	Urbain	Rural	Total	
ESTUAIRE	43538	6	43544	65,3
HAUT-OGOOUE	4571	203	4774	7,2
MOYEN-OGOOUE	1535	181	1716	2,6
NGOUNIE	2055	124	2179	3,3
NYANGA	869	4	873	1,3
OGOOUE-IVINDO	1017	76	1093	1,6
OGOOUE-LOLO	1117	253	1370	2,1
OGOOUE-MARITIME	7027	145	7172	10,8
WOLEU-NTEM	3715	226	3941	5,9
Ensemble	65444	1218	66662	100,0
%	98,2	1,8	100,0	
Principales provinces¹	58851	580	59431	89,2

¹ (Estuaire, Haut-Ogooué, Ogooué-Maritime, Woleu-Ntem)

1.3. Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon le milieu de résidence

Tout milieu confondu, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès sur tout le territoire national, les 15 départements suivants comptent 63347 entreprises et couvrent 95,0% des entreprises recensées avec succès, à savoir : Libreville (32350 entreprises, soit 48,5%), Komo-Mondah (7081 entreprises, soit 10,6%) et Owendo (3895 entreprises, soit 5,8%) dans la province de l'Estuaire ; Mpassa (2209 entreprises, soit 3,3%) et Lébombi-Léyou (2035 entreprises, soit 3,1%) dans le Haut-Ogooué ; Ogooué et Lacs (1299 entreprises,

soit 1,9%) dans le Moyen-Ogooué ; Douya-Onoye (1255 entreprises, soit 1,9%) dans la Ngounié ; Mougoutsi (668 entreprises, soit 1,0%) dans la Nyanga ; Ivindo (751 entreprises, soit 1,1%) dans l'Ogooué-Ivindo ; Lolo-Bouenguidi (679 entreprises, soit 1,0%) et Mulundu (619 entreprises, soit 0,1%) dans l'Ogooué-Lolo ; Bendjé (6750 entreprises, soit 10,1%) dans l'Ogooué-Maritime ; Woleu (2079 entreprises, soit 3,1%), Ntem (1052 entreprises, soit 1,6%) et Okano (625 entreprises, soit 0,1%) dans le Woleu-Ntem. (Cf. Tableau 5)

Tableau 5 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon le milieu de résidence

Province	Département	Milieu de résidence		
		Urbain	Rural	Total
ESTUAIRE	KOMO	170	0	170
	KOMO-MONDAH	7081	0	7081
	KOMO-OCEAN	0	6	6
	LIBREVILLE	32350	0	32350
	NOYA	42	0	42
	OWENDO	3895	0	3895
	Total	43538	6	43544
HAUT-OGOOUÉ	BAYI-BRIKOLO	6	0	6
	DJOUE	6	7	13
	DJOUORI-AGNILI	37	0	37
	LEBOMBI-LEYOU	1986	49	2035
	LEKABI-LEWOLO	47	9	56
	LEKOKO	33	3	36
	LEKONI-LEKORI	47	0	47
	MPASSA	2077	132	2209
	OGOOUÉ-LETILI	11	3	14
	PLATEAUX	107	0	107
	SEBE-BRIKOLO	214	0	214
	Total	4571	203	4774
MOYEN-OGOOUÉ	ABANGA-BIGNE	320	97	417
	OGOOUÉ & LACS	1215	84	1299
	Total	1535	181	1716
NGOUNIE	BOUMI-LOUETSI	53	9	62

Province	Département	Milieu de résidence		
		Urbain	Rural	Total
	DOLA	154	1	155
	DOUYA-ONOYE	1252	3	1255
	LOUESTSI-WANO	1	0	1
	LOUETSI-BIBAKA	20	0	20
	LOUETSI-WANO	248	0	248
	MOUGALABA	7	2	9
	NDOLOU	77	0	77
	OGOULOU	34	0	34
	TSAMBA-MAGOTSI	209	109	318
	Total	2055	124	2179
NYANGA	BASSE-BANIO	87	0	87
	DOUIGNY	62	2	64
	DOUTSILA	37	0	37
	HAUTE-BANIO	11	0	11
	MONGO	6	0	6
	MOUGOUTSI	666	2	668
	Total	869	4	873
OGOOUE-IVINDO	IVINDO	688	63	751
	LOPE	194	13	207
	M'VOUNG	72	0	72
	ZADIE	63	0	63
	Total	1017	76	1093
OGOOUE-LOLO	LOLO-BOUENGUIDI	641	38	679
	LOMBO-BOUEN- GUIDI	38	1	39
	MULUNDU	425	194	619
	OFFOUE-ONOYE	13	20	33
	Total	1117	253	1370
OGOOUE-MARITIME	BENDJE	6606	144	6750
	ETIMBOUE	82	1	83
	NDOUGOU	339	0	339
	Total	7027	145	7172
WOLEU-NTEM	HAUT-COMO	37	3	40
	HAUT-NTEM	129	16	145
	NTEM	1005	47	1052
	OKANO	490	135	625
	WOLEU	2054	25	2079
	Total	3715	226	3941
Total GABON		65444	1218	66662

1.4. Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon la situation d'ouverture

La situation d'ouverture, étant une situation de fait au recensement pour considérer qu'une entreprise est effectivement active, montre que, sur les 66662 entreprises identifiées et recensées avec succès, 64702 d'entre elles sont ouvertes (97,1%) et

les 1960 autres entreprises (2,9%) sont actives mais fermées provisoirement au moment du passage des équipes de terrain, soit pour voyage, soit pour des raisons personnelles des dirigeants eux-mêmes. (Cf. Tableau 6)

Tableau 6 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon la situation d'ouverture

Province	Situation d'ouverture de l'établissement		Total
	Ouvert	Fermé provisoirement	
ESTUAIRE	42006	1538	43544
HAUT-OGOOUÉ	4725	49	4774
MOYEN-OGOOUÉ	1631	85	1716
NGOUNIÉ	2171	8	2179
NYANGA	865	8	873
OGOOUÉ-IVINDO	1076	17	1093
OGOOUÉ-LOLO	1353	17	1370
OGOOUÉ-MARITIME	6975	197	7172
WOLEU-NTEM	3900	41	3941
Ensemble	64702	1960	66662

Dans l'ensemble des villes du Gabon, 65444 entreprises ont été recensées avec succès selon la situation qu'elles présentaient au moment du recensement. Les villes de l'Estuaire concentrent 43538 entreprises (65,5%). Par ordre de classement, suivent les villes de l'Ogooué-Maritime (7027 entreprises, soit 10,7%), du Haut-Ogooué

(4571 entreprises, soit 7,0%), du Woleu-Ntem (3715 entreprises, soit 5,7%), de la Ngounié (2055 entreprises, soit 3,1%), du Moyen-Ogooué (1535 entreprises, soit 2,3%), de l'Ogooué-Lolo (1117 entreprises, soit 1,7%), de l'Ogooué-Ivindo (1017 entreprises, soit 1,6%), de la Nyanga (869 entreprises, soit 1,3%). (Cf. Tableau 7)

Tableau 7 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province et par département selon la situation d'ouverture

Province	Département	Situation d'ouverture de l'établissement		Total
		Ouvert	Fermé provisoirement	
ESTUAIRE	KOMO	169	1	170
	KOMO-MONDAH	6876	205	7081
	LIBREVILLE	31187	1163	32350
	NOYA	42	0	42
	OWENDO	3726	169	3895
	Total	42000	1538	43538

Province	Département	Situation d'ouverture de l'établissement		
		Ouvert	Fermé provisoirement	Total
HAUT-OGOUE	BAYI-BRIKOLO	6	0	6
	DJOUE	6	0	6
	DJOUORI-AGNILI	37	0	37
	LEBOMBI-LEYOU	1956	30	1986
	LEKABI-LEWOLO	47	0	47
	LEKOKO	33	0	33
	LEKONI-LEKORI	47	0	47
	MPASSA	2064	13	2077
	OGOUE-LETILI	11	0	11
	PLATEAUX	106	1	107
	SEBE-BRIKOLO	211	3	214
	Total	4524	47	4571
MOYEN-OGOUE	ABANGA-BIGNE	304	16	320
	OGOUE & LACS	1148	67	1215
	Total	1452	83	1535
NGOUNIE	BOUMI-LOUETSI	53	0	53
	DOLA	153	1	154
	DOUYA-ONOYE	1247	5	1252
	LOUESTSI-WANO	1	0	1
	LOUETSI-BIBAKA	20	0	20
	LOUETSI-WANO	248	0	248
	MOUGALABA	7	0	7
	NDOLOU	77	0	77
	OGOULOU	34	0	34
	TSAMBA-MAGOTSI	207	2	209
	Total	2047	8	2055
NYANGA	BASSE-BANIO	87	0	87
	DOUIGNY	62	0	62
	DOUSILA	29	8	37
	HAUTE-BANIO	11	0	11
	MONGO	6	0	6
	MOUGOUTSI	666	0	666
	Total	861	8	869
OGOUE-IVINDO	IVINDO	674	14	688
	LOPE	193	1	194
	M'VOUNG	71	1	72
	ZADIE	62	1	63
	Total	1000	17	1017
OGOUE-LOLO	LOLO-BOUENGUIDI	635	6	641
	LOMBO-BOUEN- GUIDI	38	0	38
	MULUNDU	420	5	425

Province	Département	Situation d'ouverture de l'établissement		
		Ouvert	Fermé provisoirement	Total
	OFFOUE-ONOYE	13	0	13
	Total	1106	11	1117
OGOOUE-MARITIME	BENDJE	6409	197	6606
	ETIMBOUE	82	0	82
	NDOUGOU	339	0	339
	Total	6830	197	7027
WOLEU-NTEM	HAUT-COMO	37	0	37
	HAUT-NTEM	128	1	129
	NTEM	1000	5	1005
	OKANO	481	9	490
	WOLEU	2028	26	2054
	Total	3674	41	3715
Total GABON		63494	1950	65444

1.5. Répartition des entreprises recensées avec succès par province, par nature selon le département

Dans l'ensemble du pays, il a été recensé 66662 entreprises parmi lesquelles 63579 sont à établissement unique (95,4%). Ce sont ces établissements uniques qui font le poids du tissu économique du Gabon à cause du développement des activités infor-

melles. Comparées aux autres types d'établissement, ces entreprises à établissement unique sont représentées à plus de 95% dans la couverture du recensement, quelle que soit la province considérée. (Cf. Tableau 8)

Tableau 8 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon leur nature

Province	Nature de l'entreprise			Total	%
	Unique	Siège	Secondaire		
ESTUAIRE	41641	533	1370	43544	65,5
HAUT-OGOOUE	4483	37	254	4774	7,1
MOYEN-OGOOUE	1638	2	76	1716	2,6
NGOUNIE	2071	11	97	2179	3,3
NYANGA	838	6	29	873	1,3
OGOOUE-IVINDO	1024	8	61	1093	1,6
OGOOUE-LOLO	1269	11	90	1370	2,0
OGOOUE-MARITIME	6856	30	286	7172	10,8
WOLEU-NTEM	3759	21	161	3941	5,9
Ensemble	63579	659	2424	66662	100,0
%	95,4	1,0	3,6	100,0	

Dans l'ensemble des départements, selon la nature des entreprises, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 63579 sont des établissements uniques (95,4%) ; 659 sont le siège de l'entreprise à établissements multiples (1,0%) ; 2424 sont des établissements secondaires (3,6%).

La répartition de ces entreprises par département selon leur nature fait ressortir

une forte concentration des établissements uniques, sièges et secondaires dans les départements chefs-lieux des provinces, mais avec une forte représentativité dans l'Estuaire où 41641 des entreprises (65,5%) sont à établissement unique ; 533 entreprises (80,8%) sont des sièges et 1370 entreprises (56,5%) sont des établissements secondaires. (Cf. Tableau 9)

Tableau 9 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon leur nature

Province	Département	Nature de l'entreprise			Total
		Unique	Siège	Secondaire	
ESTUAIRE	KOMO	162	0	8	170
	KOMO-MONDAH	6801	74	206	7081
	KOMO-OCEAN	6	0	0	6
	LIBREVILLE	30944	396	1010	32350
	NOYA	42	0	0	42
	OWENDO	3686	63	146	3895
	Total		41641	533	1370
HAUT-OGOUE	BAYI-BRIKOLO	6	0	0	6
	DJOUE	13	0	0	13
	DJOUORI-AGNILI	36	0	1	37
	LEBOMBI-LEYOU	1893	16	126	2035
	LEKABI-LEWOLO	53	0	3	56
	LEKOKO	35	0	1	36
	LEKONI-LEKORI	45	0	2	47
	MPASSA	2084	20	105	2209
	OGOUE-LETILI	14	0	0	14
	PLATEAUX	103	0	4	107
	SEBE-BRIKOLO	201	1	12	214
Total		4483	37	254	4774
MOYEN-OGOUE	ABANGA-BIGNE	401	1	15	417
	OGOUE & LACS	1237	1	61	1299
	Total	1638	2	76	1716
NGOUNIE	BOUMI-LOUETSI	59	0	3	62
	DOLA	143	1	11	155
	DOUYA-ONOYE	1209	2	44	1255
	LOUESTSI-WANO	1	0	0	1
	LOUETSI-BIBAKA	18	1	1	20
	LOUETSI-WANO	230	4	14	248
	MOUGALABA	8	0	1	9
	NDOLOU	72	1	4	77

Province	Département	Nature de l'entreprise			Total
		Unique	Siège	Secondaire	
	OGOULOU	33	0	1	34
	TSAMBA-MAGOTSI	298	2	18	318
	Total	2071	11	97	2179
NYANGA	BASSE-BANIO	78	1	8	87
	DOUIGNY	62	1	1	64
	DOUTSILA	36	0	1	37
	HAUTE-BANIO	11	0	0	11
	MONGO	6	0	0	6
	MOUGOUTSI	645	4	19	668
Total	838	6	29	873	
OGOOUE-IVINDO	IVINDO	713	5	33	751
	LOPE	186	3	18	207
	M'VOUNG	67	0	5	72
	ZADIE	58	0	5	63
Total	1024	8	61	1093	
OGOOUE-LOLO	LOLO-BOUENGUIDI	633	3	43	679
	LOMBO-BOUENGUIDI	38	0	1	39
	MULUNDU	574	6	39	619
	OFFOUE-ONOYE	24	2	7	33
Total	1269	11	90	1370	
OGOOUE-MARITIME	BENDJE	6447	29	274	6750
	ETIMBOUE	82	0	1	83
	NDOUGOU	327	1	11	339
Total	6856	30	286	7172	
WOLEU-NTEM	HAUT-COMO	36	0	4	40
	HAUT-NTEM	139	1	5	145
	NTEM	997	9	46	1052
	OKANO	598	2	25	625
	WOLEU	1989	9	81	2079
Total	3759	21	161	3941	
Total GABON		63579	659	2424	66662

1.6. Répartition des entreprises recensées avec succès par province, par ville ou arrondissement selon leur nature

Selon la nature de l'entreprise, l'ensemble du milieu urbain couvre 65444 entreprises recensées avec succès dont : 62481 entreprises sont des établissements uniques (95,5%) ; 648 entreprises sont les sièges (1,0%) ; et 2315 entreprises sont des établissements secondaires (3,5%).

Les villes de la province de l'Estuaire comptent 43538 entreprises (66,5%). Elles sont suivies par Port-Gentil (6606 entreprises, soit 10,1%) dans l'Ogooué-maritime ; de Franceville (2077 entreprises, soit 3,2%) et de Moanda (1883 entreprises, soit 2,9%) dans la province du Haut-Ogooué ;

d'Oyem (2054 entreprises, soit 3,1%) et de Bitam (1005 entreprises, soit 1,5%) dans la province du Woleu-Ntem ; de Mouila (1252 entreprises, soit 1,9%) dans la province de la Ngounié ; de Lambaréné (1215 entreprises, soit 1,8%) dans le Moyen-Ogooué ;

de Makokou (688 entreprises, soit 1,1%) dans la province de l'Ogooué-Ivindo ; de Tchibanga (666 entreprises, soit 1,0%) dans la Nyanga ; de Koula-Moutou (641 entreprises, soit 1,0%) dans la province l'Ogooué-Lolo. (Cf. Tableau 10)

Tableau 10 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province, ville/arrondissement selon leur nature

Province	Ville/Arrondissement	Nature de l'entreprise			Total
		Unique	Siège	Secondaire	
ESTUAIRE	AKANDA-1	740	7	53	800
	AKANDA-2	2396	27	71	2494
	COCOBEACH	42	0	0	42
	KANGO	162	0	8	170
	LIBREVILLE-1	5280	97	190	5567
	LIBREVILLE-2	4629	59	177	4865
	LIBREVILLE-3	7231	116	230	7577
	LIBREVILLE-4	2053	59	105	2217
	LIBREVILLE-5	6910	68	180	7158
	LIBREVILLE-6	5525	27	144	5696
	NTOUM 1	1023	1	23	1047
	NTOUM 2	740	7	28	775
	NTOUM 3	1218	2	15	1235
	OWENDO-1	3542	62	144	3748
	OWENDO-2	144	1	2	147
	Total	41635	533	1370	43538
HAUT-OGOOUÉ	ABOUMI	6	0	0	6
	AKIENI	45	0	2	47
	BAKOUMBA	32	0	1	33
	BONGOVILLE	36	0	1	37
	BOUMANGO	11	0	0	11
	FRANCEVILLE-1	837	18	66	921
	FRANCEVILLE-2	484	0	6	490
	FRANCEVILLE-3	277	0	10	287
	FRANCEVILLE-4	362	0	17	379
	LEKONI	103	0	4	107
	MOANDA 1	1373	14	82	1469
	MOANDA 2	379	2	33	414
	MOUNANA	97	0	6	103
	NGOUBONI	44	0	3	47
	OKONDJA	201	1	12	214
	ONGA	6	0	0	6
	Total	4293	35	243	4571
MOYEN-OGOOUÉ	LAMBARENE 1	327	1	20	348

Province	Ville/Arrondissement	Nature de l'entreprise			Total
		Unique	Siège	Secondaire	
	LAMBARENE 2	829	0	38	867
	NDJOLE	309	0	11	320
	Total	1465	1	69	1535
NGOUNIE	FOUGAMOU	195	2	8	205
	GUIETSOU	7	0	0	7
	LEBAMBA	231	4	14	249
	MALINGA	18	1	1	20
	MANDJI	76	1	4	81
	MBIGOU	51	0	2	53
	MIMONGO	33	0	1	34
	MOUILA-1	707	2	22	731
	MOUILA-2	500	0	21	521
	NDENDE	143	1	10	154
Total	1961	11	83	2055	
NYANGA	MABANDA	36	0	1	37
	MAYUMBA	78	1	8	87
	MOABI	60	1	1	62
	MOULENGUI-BINDZA	6	0	0	6
	NDINDI	11	0	0	11
	TCHIBANGA-1	455	3	10	468
	TCHIBANGA-2	189	1	8	198
Total	835	6	28	869	
OGOOUE-IVINDO	BOOUE	179	3	12	194
	MAKOKOU-1	301	1	14	316
	MAKOKOU-2	355	4	13	372
	MEKAMBO	58	0	5	63
	OVAN	67	0	5	72
Total	960	8	49	1017	
OGOOUE-LOLO	IBOUNDJI	10	2	1	13
	KOULAMOUTOU-1	211	1	23	235
	KOULAMOUTOU-2	388	2	16	406
	LASTOURVILLE	405	2	18	425
	PANA	37	0	1	38
Total	1051	7	59	1117	
OGOOUE-MARITIME	GAMBA	327	1	11	339
	OMBOUE	81	0	1	82
	PORT-GENTIL-1	918	13	81	1012
	PORT-GENTIL-2	2628	4	63	2695
	PORT-GENTIL-3	1383	3	76	1462
	PORT-GENTIL-4	1388	7	42	1437
Total	6725	28	274	7027	
WOLEU-NTEM	BITAM	955	9	41	1005
	MEDOUNEU	36	0	1	37



Province	Ville/Arrondissement	Nature de l'entreprise			Total
		Unique	Siège	Secondaire	
	MINVOUL	127	0	2	129
	MITZIC	472	2	16	490
	OYEM-1	891	4	36	931
	OYEM-2	1075	4	44	1123
	Total	3556	19	140	3715
Total GABON		62481	648	2315	65444
%		95,5	1,0	3,5	100,0

CHAPITRE 2 : DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2021-2022

La démographie de l'entreprise décrit sa vie, à savoir son année de création, l'année de démarrage de ses activités, sa formalisation (son statut juridique, entité de création), son âge, etc.

2.1. Création et formalisation des entreprises recensées avec succès en 2021-2022

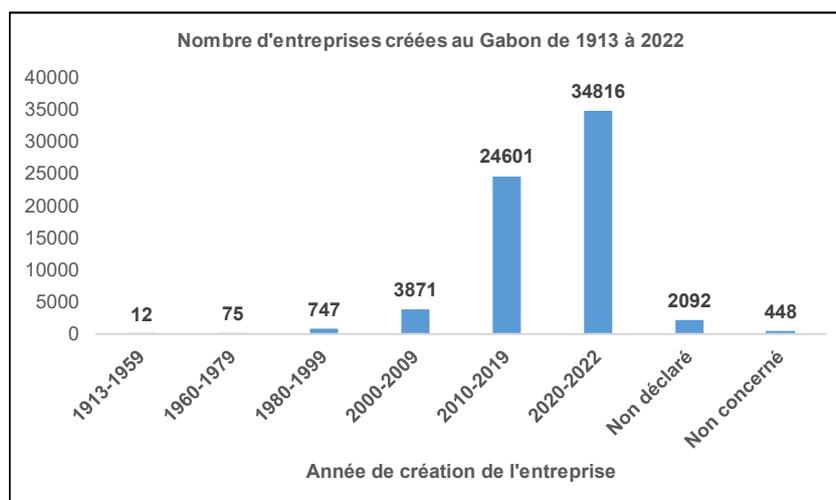
2.1.1. Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création

La création d'entreprise est un indicateur important de développement économique qui se traduit par l'expansion du tissu économique du pays dû à l'accroissement de l'investissement. Ainsi, il est fort de constater que, depuis les années précédant les indépendances jusqu'au moment du recensement, le nombre d'entreprises s'est accru considérablement avec 834 entreprises (1,3%) créées sur la période 1913-1999 ; 3871 entreprises (6,0%) créées sur la période 2000-2009 ; 24601 entreprises (38,4%) créées sur la période 2010-2019 ; 34816 entreprises (54,3%) créées sur la période 2020-2022.

En effet, le Gouvernement gabonais ayant libéré les restrictions de politique publique au niveau des conditions de création d'entreprise, cela a suscité, de la part des populations en âge d'activité, à entreprendre. C'est ainsi qu'il est observé un rebondissement du nombre d'entreprises créées sur la période 2010-2022. Ainsi, les nouvelles mesures gouvernementales relatives à la promotion de l'entrepreneuriat et au respect des orientations du PSGE au niveau de l'employabilité ont bel et bien eu un impact positif durant cette période, et beaucoup plus dans la période de la crise sanitaire liée à la Covid-19. (Cf. Graphique 4)



GRAPHIQUE 4 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création



2.1.2. Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon l'année de création

La structure provinciale des créations d'entreprises suit la tendance générale observée ci-dessus. Quelle que soit la province considérée, le nombre d'entreprises créées croît continuellement. Les créations sont assez faibles avant le deuxième millénaire, suite aux mesures d'ajustement structurel et aux crises successives économiques et financières connues par le Gabon depuis 1980, à savoir : la crise pétrolière de 1985-1986, la dévaluation du FCFA en 1994. (Cf. Tableau 11)

Tableau 11 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon leur année de création

Province	Année de création						Non déclaré	Non concerné	Total
	1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
ESTUAIRE	8	52	450	2162	16152	23244	1195	281	43544
HAUT-OGOOUE	2	6	83	496	1958	1979	204	46	4774
MOYEN-OGOOUE	1	0	17	73	698	851	62	14	1716
NGOUNIE	0	1	11	85	570	1419	81	12	2179
NYANGA	0	1	16	39	359	416	37	5	873
OGOOUE-IVINDO	0	0	8	43	397	585	42	18	1093
OGOOUE-LOLO	0	2	46	108	491	636	70	17	1370
OGOOUE-MARITIME	1	7	60	507	2604	3696	275	22	7172
WOLEU-NTEM	0	6	56	358	1372	1990	126	33	3941
Ensemble	12	75	747	3871	24601	34816	2092	448	66662
%	0,0	0,1	1,2	5,8	37,1	52,6	3,2		100,0

2.1.3. Répartition des entreprises recensées avec succès par province et département selon l'année de création

Cette impulsion à la création des entreprises est également observée au niveau de chaque département car très peu d'entreprises ont été créées avant 2009, soit

4705 entreprises (7,1%) parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, alors que 61957 entreprises (92,9%) sont créées à partir de 2010. (Cf. Tableau 12)

Tableau 12 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province, département selon leur année de création

Province	Département	Année de création de l'entreprise						Non déclaré	Non concerné	Total
		1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
ESTUAIRE	KOMO	0	0	2	5	45	110	7	1	170
	KOMO-MON-DAH	2	7	45	127	2023	4651	160	65	7080
	KOMO-OCEAN	0	0	0	0	0	6	0	0	6
	LIBREVILLE	6	37	369	1825	12728	16291	910	185	32351

Province	Département	Année de création de l'entreprise						Non déclaré	Non concerné	Total
		1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
	NOYA	0	0	1	4	14	23	0	0	42
	OWENDO	0	8	33	201	1341	2163	119	30	3895
	Total	8	52	450	2162	16151	23244	1196	281	43544
HAUT-OGOOUE	BAYI-BRIKOLO	0	0	0	1	3	2	0	0	6
	DJOUE	0	0	3	0	3	7	0	0	13
	DJOUORI-AGNILI	0	0	0	3	13	20	1	0	37
	LEBOMBI-LEYOU	1	3	54	193	860	800	101	23	2035
	LEKABI-LEWOLO	0	0	1	2	31	19	3	0	56
	LEKOKO	0	2	1	4	12	16	1	0	36
	LEKONI-LEKORI	0	0	2	2	20	21	2	0	47
	MPASSA	1	1	21	247	915	919	85	20	2209
	OGOOUE-LETILI	0	0	0	6	4	4	0	0	14
	PLATEAUX	0	0	1	13	28	61	3	1	107
	SEBE-BRIKOLO	0	0	0	25	69	110	8	2	214
Total	2	6	83	496	1958	1979	204	46	4774	
MOYEN-OGOOUE	ABANGA-BIGNE	0	0	4	19	152	228	8	6	417
	OGOOUE & LACS	1	0	13	54	546	623	54	8	1299
	Total	1	0	17	73	698	851	62	14	1716
NGOUNIE	BOUMI-LOUETSI	0	0	0	1	11	47	3	0	62
	DOLA	0	0	0	6	47	92	8	2	155
	DOUYA-ONOYE	0	0	4	43	313	853	37	5	1255
	LOUESTSI-WANO	0	0	0	0	0	1	0	0	1
	LOUETSI-BIBAKA	0	0	0	3	5	11	1	0	20
	LOUETSI-WANO	0	0	1	12	91	131	11	2	248
	MOUGALABA	0	0	0	0	0	8	1	0	9
	NDOLOU	0	0	2	2	22	47	3	1	77
	OGOULOU	0	1	1	1	7	23	1	0	34
	TSAMBA-MA-GOTSI	0	0	3	17	74	206	16	2	318
	Total	0	1	11	85	570	1419	81	12	2179
NYANGA	BASSE-BANIO	0	0	4	10	32	33	7	1	87
	DOUIGNY	0	0	0	1	29	33	1	0	64
	DOUTSILA	0	0	0	1	6	17	12	1	37
	HAUTE-BANIO	0	0	0	0	5	6	0	0	11
	MONGO	0	0	0	0	1	5	0	0	6
	MOUGOUTSI	0	1	12	27	286	322	17	3	668
Total	0	1	16	39	359	416	37	5	873	
OGOOUE-IVINDO	IVINDO	0	0	7	27	296	388	27	6	751
	LOPE	0	0	1	11	53	125	10	7	207
	M'VOUNG	0	0	0	4	18	45	3	2	72
	ZADIE	0	0	0	1	30	27	2	3	63

Province	Département	Année de création de l'entreprise						Non déclaré	Non concerné	Total
		1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
	Total	0	0	8	43	397	585	42	18	1093
OGOOUE-LOLO	LOLO-BOUEN-GUIDI	0	2	22	51	217	346	37	4	679
	LOMBO-BOUEN-GUIDI	0	0	1	4	10	22	2	0	39
	MULUNDU	0	0	21	53	256	252	26	11	619
	OFFOUE-ONOYE	0	0	2	0	8	16	5	2	33
	Total	0	2	46	108	491	636	70	17	1370
OGOOUE-MARITIME	BENDJE	1	6	46	463	2421	3528	263	22	6750
	ETIMBOUE	0	0	1	8	41	32	1	0	83
	NDOUGOU	0	1	13	36	142	136	11	0	339
	Total	1	7	60	507	2604	3696	275	22	7172
WOLEU-NTEM	HAUT-COMO	0	0	1	0	16	19	4	0	40
	HAUT-NTEM	0	0	3	7	51	80	4	0	145
	NTEM	0	4	28	81	326	570	34	9	1052
	OKANO	0	0	4	42	187	367	23	2	625
	WOLEU	0	2	20	228	792	954	61	22	2079
	Total	0	6	56	358	1372	1990	126	33	3941
Total GABON		12	75	747	3871	24600	34816	2093	448	66662

2.1.4. Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon l'année de création

Les entreprises recensées avec succès sont majoritairement en milieu urbain. Par ailleurs, les créations restent croissantes entre 2010 et 2022, confirmant ainsi l'assouplissement des mesures gouvernementales pour favoriser toutes les couches sociales à la promotion de l'entrepreneuriat. (Cf. Tableau 13)

Tableau 13 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon leur année de création

Province	Ville/Arrondissement	Année de création de l'entreprise						Non déclaré	Non concerné	Total
		1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
ESTUAIRE	AKANDA-1	0	1	18	14	264	450	29	24	800
	AKANDA-2	0	0	4	32	687	1681	71	19	2494
	COCOBEACH	0	0	1	4	14	23	0	0	42
	KANGO	0	0	2	5	45	110	7	1	170
	LIBREVILLE-1	1	6	45	272	2135	2905	180	23	5567
	LIBREVILLE-2	0	5	63	276	1888	2451	156	26	4865
	LIBREVILLE-3	2	8	107	580	3354	3274	174	78	7577
	LIBREVILLE-4	2	12	48	235	974	823	114	9	2217

Province	Ville/Arrondissement	Année de création de l'entreprise						Non déclaré	Non concerné	Total
		1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
	LIBREVILLE-5	3	12	85	299	2595	3961	176	27	7158
	LIBREVILLE-6	0	0	35	186	2035	3291	122	27	5696
	NTOUM 1	0	0	9	32	400	584	22	0	1047
	NTOUM 2	0	0	0	12	244	492	15	12	775
	NTOUM 3	0	0	0	14	175	1030	11	5	1235
	OWENDO-1	0	8	33	192	1267	2102	116	30	3748
	OWENDO-2	0	0	0	9	74	61	3	0	147
	Total		8	52	450	2162	16151	23238	1196	281
HAUT-OGOOUE	ABOUMI	0	0	0	1	3	2	0	0	6
	AKIENI	0	0	2	2	20	21	2	0	47
	BAKOUMBA	0	2	0	4	12	14	1	0	33
	BONGOVILLE	0	0	0	3	13	20	1	0	37
	BOUMANGO	0	0	0	6	3	2	0	0	11
	FRANCEVILLE-1	1	1	8	135	391	322	48	15	921
	FRANCEVILLE-2	0	0	8	54	236	184	6	2	490
	FRANCEVILLE-3	0	0	2	25	105	146	7	2	287
	FRANCEVILLE-4	0	0	2	22	134	203	17	1	379
	LEKONI	0	0	1	13	28	61	3	1	107
	MOANDA 1	1	2	32	143	647	563	62	19	1469
	MOANDA 2	0	1	14	36	156	175	29	3	414
	MOUNANA	0	0	5	9	39	44	5	1	103
	NGOUONI	0	0	1	1	26	16	3	0	47
	OKONDJA	0	0	0	25	69	110	8	2	214
ONGA	0	0	1	0	2	3	0	0	6	
Total		2	6	76	479	1884	1886	192	46	4571
MOYEN-OGOOUE	LAMBARENE 1	1	0	5	23	139	159	17	4	348
	LAMBARENE 2	0	0	4	26	380	419	34	4	867
	NDJOLE	0	0	2	12	118	177	8	3	320
	Total	1	0	11	61	637	755	59	11	1535
NGOUNIE	FOUGAMOU	0	0	2	11	50	134	6	2	205
	GUIETSOU	0	0	0	0	0	7	0	0	7
	LEBAMBA	0	0	1	12	91	132	11	2	249
	MALINGA	0	0	0	3	5	11	1	0	20
	MANDJI	0	0	2	2	22	51	3	1	81
	MBIGOU	0	0	0	1	9	41	2	0	53
	MIMONGO	0	1	1	1	7	23	1	0	34
	MOUILA-1	0	0	2	33	204	472	16	4	731
	MOUILA-2	0	0	1	10	109	380	20	1	521
	NDENDE	0	0	0	6	47	92	8	1	154
	Total	0	1	9	79	544	1343	68	11	2055
NYANGA	MABANDA	0	0	0	1	6	17	12	1	37

Province	Ville/Arrondissement	Année de création de l'entreprise						Non déclaré	Non concerné	Total
		1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
	MAYUMBA	0	0	4	10	32	33	7	1	87
	MOABI	0	0	0	1	27	33	1	0	62
	MOULENGUI-BINDZA	0	0	0	0	1	5	0	0	6
	NDINDI	0	0	0	0	5	6	0	0	11
	TCHIBANGA-1	0	1	11	18	216	210	10	2	468
	TCHIBANGA-2	0	0	1	9	70	111	6	1	198
	Total	0	1	16	39	357	415	36	5	869
OGOOUE-IVINDO	BOOUE	0	0	1	11	49	122	4	7	194
	MAKOKOU-1	0	0	5	11	129	158	8	5	316
	MAKOKOU-2	0	0	1	14	148	195	14	0	372
	MEKAMBO	0	0	0	1	30	27	2	3	63
	OVAN	0	0	0	4	18	45	3	2	72
	Total	0	0	7	41	374	547	31	17	1017
OGOOUE-LOLO	IBOUNDJI	0	0	0	0	6	6	1	0	13
	KOULAMOUTOU-1	0	0	6	13	70	126	18	2	235
	KOULAMOUTOU-2	0	2	15	37	133	202	15	2	406
	LASTOURVILLE	0	0	16	41	175	175	13	5	425
	PANA	0	0	1	4	10	21	2	0	38
	Total	0	2	38	95	394	530	49	9	1117
OGOOUE-MARITIME	GAMBA	0	1	13	36	142	136	11	0	339
	OMBOUE	0	0	1	8	41	31	1	0	82
	PORT-GENTIL-1	0	2	8	52	355	518	73	4	1012
	PORT-GENTIL-2	0	3	19	205	911	1492	61	4	2695
	PORT-GENTIL-3	0	0	7	109	604	653	86	3	1462
	PORT-GENTIL-4	1	0	8	92	518	774	36	8	1437
	Total	1	6	56	502	2571	3604	268	19	7027
WOLEU-NTEM	BITAM	0	4	28	80	318	537	29	9	1005
	MEDOUNEU	0	0	1	0	16	19	1	0	37
	MINVOUL	0	0	2	5	47	73	2	0	129
	MITZIC	0	0	4	32	149	289	14	2	490
	OYEM-1	0	1	10	94	346	444	22	14	931
	OYEM-2	0	0	10	131	434	502	38	8	1123
	Total	0	5	55	342	1310	1864	106	33	3715
Total GABON		12	73	718	3800	24222	34182	2005	432	65444

2.1.5. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et l'année de création

Qu'il s'agisse des entreprises à établissement unique, des sièges d'entreprise

ou des établissements secondaires, les créations d'entreprise ont commencé à augmenter vers les années 1980 à la sortie du

boom pétrolier des années 1970 où l'initiative d'être promoteur n'était pas encore bien perçue. C'est à partir de la crise pétrolière de 1985 que les populations gabonaises ont commencé à avoir le souci de se

mettre à leur propre compte comme le témoin les statistiques suivantes. (Cf. Tableau 14)

Tableau 14 : Répartition des entreprises recensées selon leur nature et l'année de création

Année de création	Nature de l'entreprise			Total	%
	Unique	Siège	Secondaire		
1913-1959	3	9	0	12	0,0
1960-1979	58	17	0	75	0,1
1980-1999	707	33	7	747	1,1
2000-2009	3729	119	23	3871	5,8
2010-2019	24143	354	103	24600	37,2
2020-2022	34659	123	34	34816	52,6
Non déclaré	280	4	1809	2093	3,2
Total éligible	63579	659	1976	66214	100,0
Non concerné	0	0	448	448	
Total GABON	63579	659	2424	66662	

2.1.6. Répartition des entreprises recensées avec succès selon le mode de création

L'apport des capitaux propres est le mode le plus courant utilisé par les promoteurs au moment de la création d'entreprise. Toutefois, certains promoteurs ont pu acheter un fonds existant comme d'autres ont pu créer leurs entreprises par acquisition à travers l'héritage ou un don, par fusion-réunion, par fusion-absorption, par scission, etc.

Il se dégage que sur les 66662 entreprises recensées avec succès, 64597 entreprises sont éligibles dont 64526 entreprises ayant répondu favorablement et 71 entre-

prises n'ayant pas déclaré le mode de création. Cependant 2065 entreprises ne sont pas concernées par la question. Cependant, parmi les 64526 entreprises ayant répondu, 60875 d'entre elles sont en création pure (94,2%); 2714 entreprises sont nées de l'achat d'un fonds de commerce (4,2%); 546 entreprises sont acquises (0,9%) soit par les apports des parents ou par héritage; 144 entreprises le sont par fusion-réunion (0,2%) et 34 entreprises sont nées d'une fusion-absorption (0,1%). Par contre, les 163 autres entreprises sont nées par tout autre mode de création. (Cf. Graphique 5)

GRAPHIQUE 5 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le mode de création



Parmi les 60875 entreprises nées d'une création initiale, 59933 sont des entreprises à établissement unique (98,3%); 393 sont des sièges (1,1%) et 349 sont des établissements secondaires (0,1%). (Cf. Tableau 15)

Tableau 15 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le mode de création

Mode de création de l'entreprise	Nature de l'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Création initiale (pure)	59933	593	349	60875
Achat d'un fonds de commerce	2684	26	4	2714
Fusion-Réunion	130	10	4	144
Acquisition	545	10	1	556
Fusion-absorption	30	4	0	34
Scission	39	1	0	40
Autre, précisez	152	9	2	163
Non déclaré	66	2	3	71
Total éligible	63579	655	363	64597
Non concerné	0	4	2061	2065
Total GABON	63579	659	2424	66662

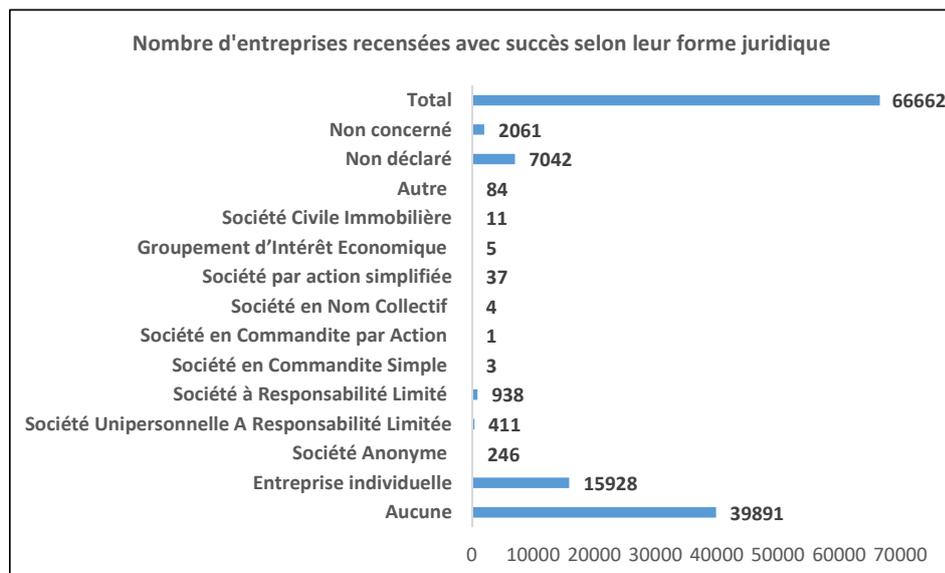
2.1.7. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur forme juridique

La forme juridique permet de connaître le statut de l'entreprise à la création. En effet, toute création d'entreprise exige une inscription au Registre du Commerce du Crédit Immobilier qui se justifie par la détention d'un Agrément (Fiche Circuit). Cependant, les dispositions gouvernementales de création d'entreprises ont beaucoup évolué avant d'arriver au Guichet Unique en 2016 par la mise en place de l'ANPI. Les formalités d'enregistrement des entreprises ont été effectuées auprès des entités de création suivantes : la DGC, l'APIP, le CDE. Le Guichet Unique amène donc les entreprises qui ont été créées avant cette date à se mettre à jour auprès de l'ANPI pour modification.

Ainsi, le recensement a fait ressortir que, parmi les 66662 entreprises recensées, 64601 entreprises sont éligibles dont 57559 ayant répondu favorablement et 7042 entreprises n'ayant pas déclaré de forme juridique. Parmi celles ayant répondu, 39891 entreprises (61,7%) ont déclaré n'avoir aucun statut juridique d'entreprise et 17668 entreprises (30,7%) en ont.

Pour celles dont la forme juridique est déclarée, il ressort que : 15928 sont les Entreprises Individuelles (24,7%) ; 938 sont des Sociétés à Responsabilité Limitée (1,5%) ; 411 sont des Sociétés Unipersonnelles à Responsabilité Limitée (0,6%) ; 246 sont des Sociétés Anonymes (0,4%) ; 37 sont des Sociétés d'Action Simplifiée (0,1%). Les autres formes juridiques sont très peu représentées. (Cf. Graphique 6)

GRAPHIQUE 6 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur forme juridique



2.1.8. Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon leur forme juridique

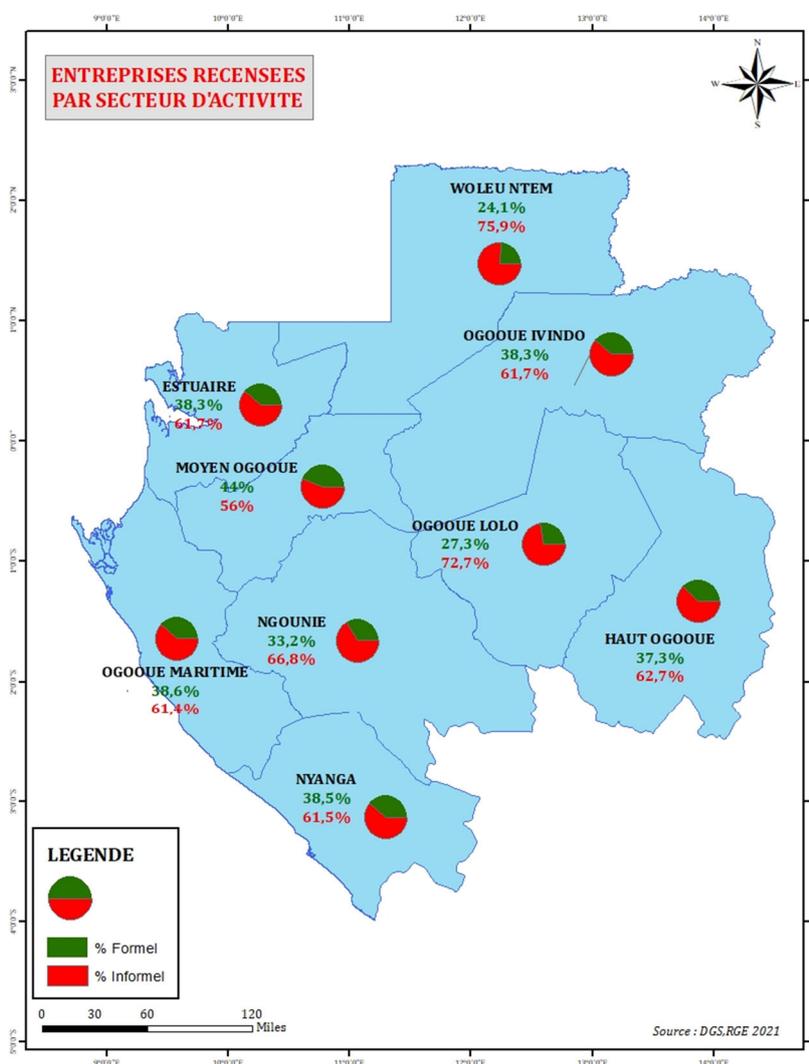
En dehors des entreprises recensées avec succès qui n'ont pas de forme juridique, il y a plus d'entreprises individuelles, de sociétés anonymes, de sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée et de sociétés à responsabilité limitée qui exercent en tant qu'entreprise à établissement unique, siège à établissements multiples et établissement secondaire comme le témoignent les statistiques suivantes. (Cf. Tableau 16)

Tableau 16 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon la forme juridique

Forme juridique	Nature d'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Aucune	39696	107	88	39891
Entreprise individuelle	15567	237	124	15928
Société Anonyme	178	49	19	246
Société Unipersonnelle A Responsabilité Limitée	378	17	16	411
Société à Responsabilité Limité	873	41	24	938
Société en Commandite Simple	3	0	0	3
Société en Commandite par Action	1	0	0	1
Société en Nom Collectif	4	0	0	4
Société par action simplifiée	31	4	2	37
Groupement d'Intérêt Économique	4	1	0	5

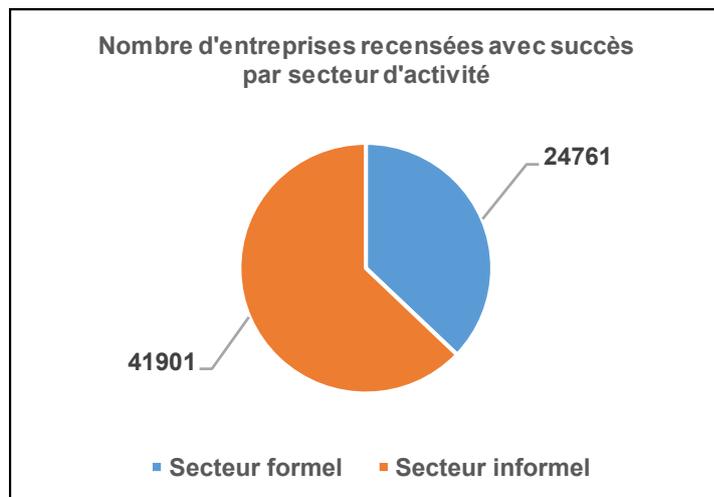
Forme juridique	Nature d'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Société Civile Immobilière	9	1	1	11
Autre (à préciser)	82	1	1	84
Non déclaré	6753	201	88	7042
Total éligible	63579	659	363	64601
Non concerné	0	0	2061	2061
Total GABON	63579	659	2424	66662

2.1.9. Répartition des entreprises recensées avec succès selon le secteur d'activité



La stratification des entreprises en secteur formel et secteur informel obéit à leur statut juridique. Ainsi, toute entreprise qui répond à la forme juridique est formelle, sinon elle est informelle contrairement aux dispositions de la comptabilité nationale qui considèrent à la fois le statut juridique et la tenue d'une comptabilité régulière. Cette dichotomie entre formel et informel permet de procéder à une analyse duale pour mieux comprendre le tissu économique du Gabon et la démographie des entreprises qui y exercent. Ainsi, dans l'ensemble des 66662 entreprises recensées avec succès, 41901 sont dans le secteur informel (62,9%) et 24761 sont dans le secteur formel (37,1%). (Cf. Graphique 7)

GRAPHIQUE 7 : Répartition des entreprises recensées avec succès par secteur d'activité



La structure du tissu économique du Gabon montre de grandes disparités provinciales dans le développement du secteur informel. Le niveau du secteur informel est très élevé au Gabon (62,9%) et dans toutes les provinces. Il croît plus rapidement dans le Woleu-Ntem (75,9%), l'Ogooué-Lolo (72,7%), la Ngounié (66,8%), dont le niveau

se situe au-dessus de la moyenne nationale. Par contre, il reste presque au niveau de la moyenne nationale dans le Haut-Ogooué (62,7%), l'Estuaire (61,7%), l'Ogooué Ivindo (61,7%), la Nyanga (61,5%), l'Ogooué-maritime (61,4%) et le Moyen-Ogooué (56,0%). (Cf. Tableau 17)

Tableau 17 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon le secteur d'activité

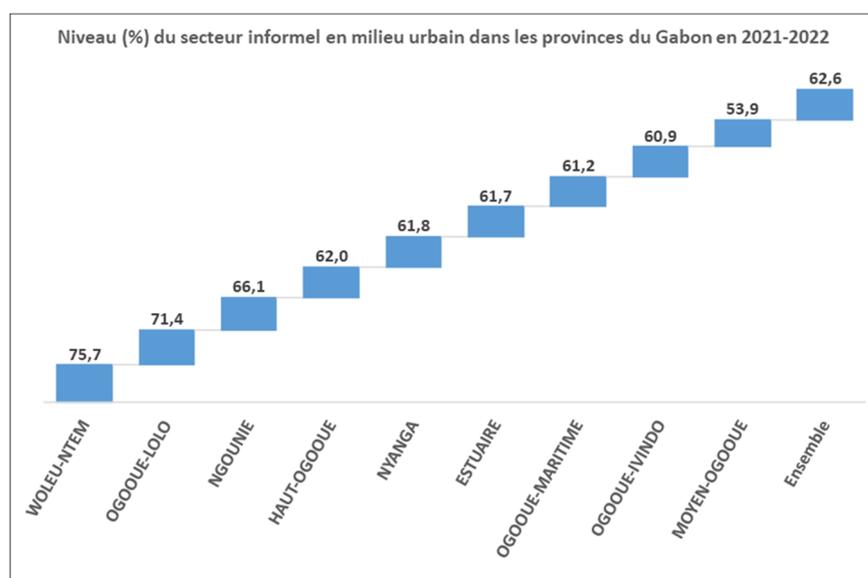
Province	Secteur d'activité			% Formel	% Informel
	Secteur formel	Secteur informel	Total		
ESTUAIRE	16656	26888	43544	38,3	61,7
HAUT-OGOOUÉ	1780	2994	4774	37,3	62,7
MOYEN-OGOOUÉ	755	961	1716	44,0	56,0
NGOUNIÉ	724	1455	2179	33,2	66,8
NYANGA	336	537	873	38,5	61,5
OGOOUÉ-IVINDO	419	674	1093	38,3	61,7
OGOOUÉ-LOLO	374	996	1370	27,3	72,7
OGOOUÉ-MARITIME	2769	4403	7172	38,6	61,4
WOLEU-NTEM	948	2993	3941	24,1	75,9
Ensemble	24761	41901	66662	37,1	62,9

2.1.10. Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain selon le secteur d'activité

La structure de l'activité économique par province et par département fait ressortir que le secteur informel croît fortement dans les villes du Gabon et surtout dans les grands centres de commercialisation localisés dans les 9 provinces, notamment les neufs chefs-lieux et certaines villes frontalières. La prolifération des activités infor-

melles dans les villes du Gabon est croissante comme les statistiques le font ressortir par ordre graduel et par province ainsi qu'il suit : le Woleu-Ntem (75,7%) ; l'Ogooué-Lolo (71,2%) ; la Ngounié (66,1%) ; le Haut-Ogooué (62,0%) ; la Nyanga (61,8%) ; l'Estuaire (61,7%) ; l'Ogooué-Maritime (61,2%) ; l'Ogooué-Ivindo (60,9%) ; et le Moyen-Ogooué (53,9%). (Cf. Graphique 8)

GRAPHIQUE 8 : NIVEAU DU SECTEUR INFORMEL (%) EN MILIEU URBAIN DANS LES PROVINCES DU GABON



La structure des entreprises recensées selon le dualisme formel/informel fait ressortir de grandes disparités provinciales par rapport à l'évolution du secteur informel. Le niveau du secteur informel dans les villes (62,6%) reste presque identique à celui atteint au niveau national (62,9%). Il évolue moins vite dans les villes du Moyen-Ogooué

(53,9%) alors qu'il atteint 56,0% au niveau provincial contrairement aux autres provinces où sa progression est rapide. (Cf. Tableau 18)

Tableau 18 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon le secteur d'activité

Province	Secteur d'activité			% Formel	% Informel
	Secteur formel	Secteur informel	Total		
ESTUAIRE	16655	26883	43538	38,3	61,7
HAUT-OGOOUÉ	1736	2835	4571	38,0	62,0
MOYEN-OGOOUÉ	708	827	1535	46,1	53,9
NGOUNIE	697	1358	2055	33,9	66,1
NYANGA	332	537	869	38,2	61,8
OGOOUÉ-IVINDO	398	619	1017	39,1	60,9
OGOOUÉ-LOLO	319	798	1117	28,6	71,4
OGOOUÉ-MARITIME	2726	4301	7027	38,8	61,2
WOLEU-NTEM	903	2812	3715	24,3	75,7

Province	Secteur d'activité			% Formel	% Informel
	Secteur formel	Secteur informel	Total		
Ensemble	24474	40970	65444	37,4	62,6

La croissance rapide des activités du secteur informel dans chaque province et dans chaque département provient de celle observée dans les villes du Gabon. Les départements abritant les villes chefs-lieux de province et ceux abritant les villes de fortes migrations économiques et des villes proches des frontières sont celles où il est observé une forte prolifération des activités formelles. C'est le cas des départements de

Sébé-Brikolo (66,8%) dans le Haut-Ogooué ; de l'Abanga-Bigne (65,2%) dans le Moyen-Ogooué ; de Louétsi-Wano (58,1%) et de Tsamba-Magotsi (71,1%) dans la Ngounié ; de Lope (70,5%) dans l'Ogooué-Ivindo ; de Mulundu (69,6%) dans l'Ogooué-Lolo ; de Ndougou (84,4%) dans l'Ogooué-Maritime ; du Ntem (80,0%), du Haut-Ntem (88,3%) et de l'Okano (70,1%) dans le Woleu-Ntem. (Cf. Tableau 19)

Tableau 19 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province et par département selon secteur d'activité

Province	Département	Secteur d'activité		
		Secteur formel	Secteur informel	Total
ESTUAIRE	KOMO	38	132	170
	KOMO-MONDAH	2217	4864	7081
	KOMO-OCEAN	1	5	6
	LIBREVILLE	13205	19145	32350
	NOYA	12	30	42
	OWENDO	1183	2712	3895
	Total	16656	26888	43544
HAUT-OGOOUÉ	BAYI-BRIKOLO	0	6	6
	DJOUE	1	12	13
	DJOUORI-AGNILI	9	28	37
	LEBOMBI-LEYOU	818	1217	2035
	LEKABI-LEWOLO	5	51	56
	LEKOKO	6	30	36
	LEKONI-LEKORI	18	29	47
	MPASSA	829	1380	2209
	OGOOUÉ-LETILI	1	13	14
	PLATEAUX	22	85	107
	SEBE-BRIKOLO	71	143	214
	Total	1780	2994	4774
MOYEN-OGOOUÉ	ABANGA-BIGNE	145	272	417
	OGOOUÉ & LACS	610	689	1299
	Total	755	961	1716
NGOUNIE	BOUMI-LOUETSI	15	47	62
	DOLA	70	85	155
	DOUYA-ONOYE	412	843	1255

Province	Département	Secteur d'activité		Total
		Secteur formel	Secteur informel	
	LOUESTSI-WANO	0	1	1
	LOUETSI-BIBAKA	5	15	20
	LOUETSI-WANO	104	144	248
	MOUGALABA	2	7	9
	NDOLOU	22	55	77
	OGOULOU	2	32	34
	TSAMBA-MAGOTSI	92	226	318
	Total	724	1455	2179
NYANGA	BASSE-BANIO	30	57	87
	DOUIGNY	26	38	64
	DOUSILA	4	33	37
	HAUTE-BANIO	2	9	11
	MONGO	0	6	6
	MOUGOUTSI	274	394	668
	Total	336	537	873
OGOOUE-IVINDO	IVINDO	312	439	751
	LOPE	61	146	207
	M'VOUNG	17	55	72
	ZADIE	29	34	63
	Total	419	674	1093
OGOOUE-LOLO	LOLO-BOUENGUIDI	174	505	679
	LOMBO-BOUENGUIDI	5	34	39
	MULUNDU	188	431	619
	OFFOUE-ONOYE	7	26	33
	Total	374	996	1370
OGOOUE-MARITIME	BENDJE	2695	4055	6750
	ETIMBOUE	21	62	83
	NDOUGOU	53	286	339
	Total	2769	4403	7172
WOLEU-NTEM	HAUT-COMO	10	30	40
	HAUT-NTEM	17	128	145
	NTEM	210	842	1052
	OKANO	187	438	625
	WOLEU	524	1555	2079
	Total	948	2993	3941
Total GABON		24761	41901	66662

2.1.11. Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par province selon le secteur d'activité

La prolifération rapide des activités informelles est plus observée dans les villes de forte attraction économique, des villes de fortes migrations économiques et des villes frontalières. En dehors des villes chefs-lieux de province, les villes secondaires connaissent une croissance rapide marquée par le développement des activités informelles. C'est le cas de Ntoum (79,6%), Kango (77,6%), Owendo (69,6%) et Akanda (61,4%)

dans la province de l'Estuaire ; Okondja (66,8%) et Moanda (58,6%) dans le Haut-Ogooué ; Ndjolé (61,6%) dans le Moyen-Ogooué ; Fougamou (66,8%) et Lébamba (58,2%) dans la Ngounié ; ; Booué (73,2%) dans l'Ogooué-Ivindo ; Lastourville (67,1%) dans l'Ogooué-Lolo ; Gamba (84,4%) dans l'Ogooué-Maritime ; Minvoul (89,1%), Bitam (79,9%) et Mitzic (67,6%) dans le Woleu-Ntem. (Cf. Tableau 20)

Tableau 20 : Répartition des entreprises recensées avec succès en milieu urbain par département selon le secteur d'activité

Province	Ville/Arrondissement	Secteur d'activité			
		Secteur formel	Secteur informel	Total	% Informel
ESTUAIRE	AKANDA-1	241	559	800	69,9
	AKANDA-2	1029	1465	2494	58,7
	COCOBACH	12	30	42	71,4
	KANGO	38	132	170	77,6
	LIBREVILLE-1	2473	3094	5567	55,6
	LIBREVILLE-2	1921	2944	4865	60,5
	LIBREVILLE-3	3408	4168	7576	55,0
	LIBREVILLE-4	1203	1014	2217	45,7
	LIBREVILLE-5	2637	4521	7158	63,2
	LIBREVILLE-6	1886	3810	5696	66,9
	NTOUM 1	279	769	1048	73,4
	NTOUM 2	215	560	775	72,3
	NTOUM 3	130	1105	1235	89,5
	OWENDO-1	1167	2581	3748	68,9
	OWENDO-2	16	131	147	89,1
	Total	16655	26883	43538	61,7
HAUT-OGOUE	ABOUMI	0	6	6	100,0
	AKIENI	18	29	47	61,7
	BAKOUMBA	5	28	33	84,8
	BONGOVILLE	9	28	37	75,7
	BOUMANGO	1	10	11	90,9
	FRANCEVILLE-1	489	432	921	46,9
	FRANCEVILLE-2	87	403	490	82,2
	FRANCEVILLE-3	79	208	287	72,5
	FRANCEVILLE-4	140	239	379	63,1

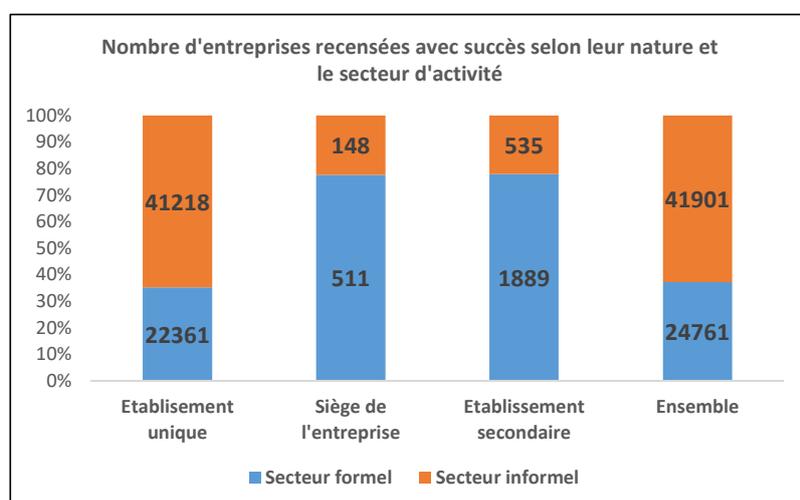
Province	Secteur d'activité				
	Ville/Arrondissement	Secteur formel	Secteur informel	Total	% Informel
	LEKONI	22	85	107	79,4
	MOANDA 1	639	830	1469	56,5
	MOANDA 2	141	273	414	65,9
	MOUNANA	29	74	103	71,8
	NGOUONI	5	42	47	89,4
	OKONDJA	71	143	214	66,8
	ONGA	1	5	6	83,3
	Total	1736	2835	4571	62,0
MOYEN-OGOUE	LAMBARENE 1	170	178	348	51,1
	LAMBARENE 2	415	452	867	52,1
	NDJOLE	123	197	320	61,6
	Total	708	827	1535	53,9
NGOUNIE	FOUGAMOU	68	137	205	66,8
	GUIETSOU	1	6	7	85,7
	LEBAMBA	104	145	249	58,2
	MALINGA	5	15	20	75,0
	MANDJI	22	59	81	72,8
	MBIGOU	14	39	53	73,6
	MIMONGO	2	32	34	94,1
	MOUILA-1	208	523	731	71,5
	MOUILA-2	203	318	521	61,0
	NDENDE	70	84	154	54,5
Total	697	1358	2055	66,1	
NYANGA	MABANDA	4	33	37	89,2
	MAYUMBA	30	57	87	65,5
	MOABI	24	38	62	61,3
	MOULENGUI-BINDZA	0	6	6	100,0
	NDINDI	2	9	11	81,8
	TCHIBANGA-1	194	274	468	58,5
	TCHIBANGA-2	78	120	198	60,6
	Total	332	537	869	61,8
OGOUE-IVINDO	BOOUE	52	142	194	73,2
	MAKOKOU-1	137	179	316	56,6
	MAKOKOU-2	163	209	372	56,2
	MEKAMBO	29	34	63	54,0
	OVAN	17	55	72	76,4
	Total	398	619	1017	60,9
OGOUE-LOLO	IBOUNDJI	4	9	13	69,2
	KOULAMOUTOU-1	68	167	235	71,1
	KOULAMOUTOU-2	102	304	406	74,9

Province	Ville/Arrondissement	Secteur d'activité			
		Secteur formel	Secteur informel	Total	% Informel
	LASTOURVILLE	140	285	425	67,1
	PANA	5	33	38	86,8
	Total	319	798	1117	71,4
OGOOUE-MARITIME	GAMBA	53	286	339	84,4
	OMBOUE	21	61	82	74,4
	PORT-GENTIL-1	409	603	1012	59,6
	PORT-GENTIL-2	1005	1690	2695	62,7
	PORT-GENTIL-3	752	710	1462	48,6
	PORT-GENTIL-4	486	951	1437	66,2
	Total	2726	4301	7027	61,2
WOLEU-NTEM	BITAM	202	803	1005	79,9
	MEDOUNEU	7	30	37	81,1
	MINVOUL	14	115	129	89,1
	MITZIC	159	331	490	67,6
	OYEM-1	222	709	931	76,2
	OYEM-2	299	824	1123	73,4
	Total	903	2812	3715	75,7
Total GABON		24474	40970	65444	62,6

2.1.12. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et le secteur d'activité

Selon leur nature, les entreprises à établissement unique se retrouvent plus dans le secteur informel (41218, soit 64,8%) que dans le secteur formel (22361, soit 35,2%), alors que les établissements sièges de l'en-

treprise représentent 77,5% des 659 entreprises identifiées comme siège de l'entreprise. Cependant, les établissements secondaires dont la majorité est formelle (1889, soit 77,9%) répondent bel et bien au statut de leurs sièges en termes de formalisation d'entreprise. (Cf. Graphique 9)



GRAPHIQUE 9 : RÉPARTITION DES ENTREPRISES RECENSÉES AVEC SUCCÈS SELON LEUR NATURE ET LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

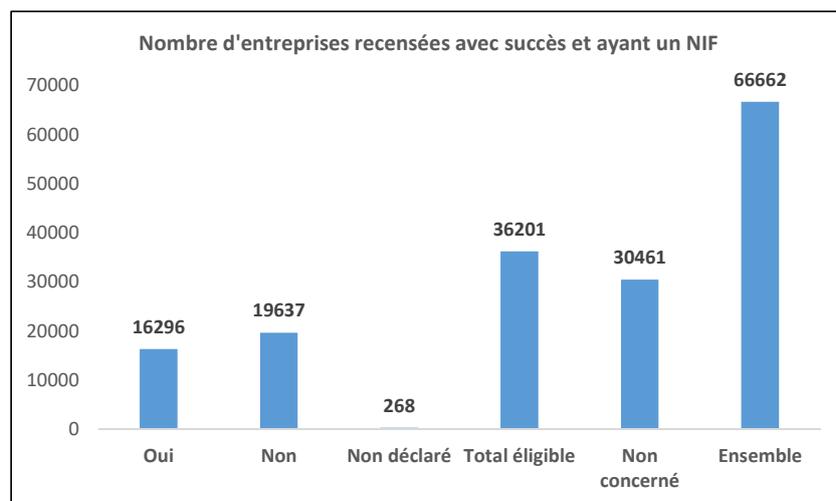
Il est important de noter ici l'informalité des entreprises à établissement unique contrairement aux autres types d'entreprises comme le présentent les statistiques suivantes. (Cf. Tableau 21)

TABLEAU 21 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le secteur d'activité

Nature de l'entreprise	Secteur d'activité		Total
	Secteur formel	Secteur informel	
Établissement unique	22361	41218	63579
Siège de l'entreprise	511	148	659
Établissement secondaire	1889	535	2424
Ensemble	24761	41901	66662

2.1.13. Répartition des entreprises recensées avec succès et immatriculées avec NIF

Le Numéro d'Identification Fiscal est le matricule de toute entreprise formellement enregistrée pour le suivi de la fiscalité et pour l'élaboration des comptes nationaux du Gabon. Toutefois, le NIF a été accordé également aux entreprises du secteur informel pour les amener à se mettre à jour. Dans l'ensemble, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 36201 devaient répondre à cette question en dehors de celles qui ne sont pas concernées. Ainsi, 16296 sont immatriculées au NIF (45,0%) et 19637 ne le sont pas (54,2%), alors que les autres 268 entreprises ne se sont pas prononcées (0,7%) et 30461 ne sont pas concernées. (Cf. Graphique 10)

GRAPHIQUE 10 : RÉPARTITION DES ENTREPRISES RECENSÉES AVEC SUCCÈS ET IMMATICULÉES AU NIF


Hormis les 30461 entreprises non concernées par cette question, dans l'ensemble, 36201 entreprises sont éligibles pour y répondre, parmi lesquelles 16296 (45,0%) ont le NIF. Par secteur d'activité pris isolément, 15409 entreprises (90,0%) ont le NIF parmi les 17117 répondants du secteur formel contre 887 entreprises

(4,6%) parmi les 19084 répondants du secteur informel. (Cf. Tableau 22)

TABLEAU 22 : Répartition des entreprises recensées avec succès et immatriculées au NIF selon le secteur d'activité

Immatriculation au NIF	Secteur d'activité		Total
	Secteur formel	Secteur informel	
Oui	15409	887	16296
Non	1504	18133	19637
Non déclaré	204	64	268
Total éligible	17117	19084	36201
Non concerné	7644	22817	30461
Total	24761	41901	66662
% (NIF)	90,0	4,6	45,0

Dans l'ensemble, seulement 15700 entreprises à établissement unique (44,6%) ont déclaré avoir été immatriculées au NIF parmi les 35243 répondants des établissements uniques alors que les 19427 autres

établissements uniques (55,1%) ne sont pas immatriculés au NIF et 116 ne se sont pas prononcés (0,3%). (Cf. Tableau 23)

TABLEAU 23 : répartition des entreprises recensées avec succès et immatriculées au nif selon leur nature

Nature de l'entreprise	Immatriculation au NIF				Total
	Oui	Non	Non déclaré	Non concerné	
Établissement unique	15700	19427	116	28336	63579
Établissement siège	500	149	10	0	659
Établissement secondaire	96	61	142	2125	2424
Total	16296	19637	268	30461	66662

2.1.14. Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF par province selon la forme juridique

Dans l'ensemble, 16296 entreprises ont déclaré avoir été immatriculée au NIF dont 11181 ont déclaré leur statut juridique (68,6%) selon leur province de résidence alors que 5115 se sont abstenues à le faire (31,4%). La plupart de ces entreprises immatriculées au NIF se retrouvent plus dans l'Estuaire (47,0%), l'Ogooué-Maritime

(18,0%), le Haut-Ogooué (12,2%). Toutefois, il est constaté que 682 entreprises n'ayant aucune forme juridique ont du moins un NIF (6,1%). Cet enrôlement des entreprises non déclarées résulterait du fait que l'État veut les inciter à se formaliser et à se mettre à jour. (Cf. Tableau 24).

TABLEAU 24: répartition des entreprises recensées avec succès ayant le nif par province selon la forme juridique

Forme juridique	Province									Total
	ESTUAIRE	HAUT-OGOOUE	MOYEN-OGOOUE	NGOUNIE	NYANGA	OGOOUE-IVINDO	OGOOUE-LOLO	OGOOUE-MARITIME	WOLEU-NTEM	
Aucune	538	14	6	23	8	2	9	42	40	682
Entreprise individuelle	4017	1281	563	380	259	292	254	1777	654	9477
Société Anonyme	123	5	2	0	0	1	1	30	0	162
Société Unipersonnelle A										
Responsabilité Limitée	168	20	4	6	3	0	3	42	7	253
Société à Responsabilité Limité	363	44	4	10	1	4	6	113	5	550
Société en Commandite Simple	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Société en Nom Collectif	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Société par action simplifiée	17	0	0	1	0	0	0	2	0	20
Groupement d'Intérêt Economique	3	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Société Civile Immobilière	6	0	0	0	0	0	0	0	0	6
Autre	20	0	0	0	0	0	0	6	0	26
Total éligible	5257	1364	579	420	271	299	273	2012	706	11181
Non déclaré	5059	3	2	18	2	5	0	18	8	5115
Total GABON										16296
Pourcentage d'éligibilité	47,0	12,2	5,2	3,8	2,4	2,7	2,4	18,0	6,3	100,0

2.1.15. Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF selon leur nature

Dans l'ensemble des 10779 entreprises recensées avec succès comme établissements uniques et ayant le NIF, 676 entreprises (6,3%) ont déclaré n'avoir pas de forme juridique et 25 entreprises (0,2%) ne se sont pas prononcées. Ainsi, parmi les entreprises à établissement unique qui ont déclaré leur statut juridique, 9228 entreprises sont des entreprises individuelles (85,6%) ;

496 entreprises sont des sociétés à responsabilité limitée (4,6%) ; 228 entreprises sont des sociétés unipersonnelles à responsabilité limitée (2,1%) et 101 entreprises sont des sociétés anonymes (0,9%). Les autres sont soit des sociétés en commandite simple, soit des sociétés par action simplifiée, etc. (Cf. Tableau 25)

TABLEAU 25 : répartition des entreprises recensées avec succès ayant le nif par nature selon la forme juridique

Forme juridique	Nature de l'entreprise			
	Unique	Siège	Secondaire	Total
Aucune	676	4	2	682
Entreprise individuelle	9228	199	50	9477
Société Anonyme	101	48	13	162
Société Unipersonnelle A Responsabilité Limitée	228	15	10	253
Société à Responsabilité Limitée	496	37	17	550
Société en Commandite Simple	1	0	0	1
Société par action simplifiée	1	0	0	1
Groupement d'Intérêt Économique	16	4	0	20
Société Civile Immobilière	2	1	0	3
Autre	5	1	0	6
Non déclaré	25	0	1	26
Total éligible	10779	309	93	11181
Non déclaré	4921	191	3	5115
Total GABON				16296

2.1.16. Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF par province et par département selon le secteur d'activité

Les entreprises recensées avec succès qui ont un NIF et qui exercent en milieu urbain au Gabon sont plus concentrées dans les départements abritant les villes chefs-lieux de province. Cela est plus perceptible dans le secteur formel que dans le secteur informel dans lequel les entreprises ayant le NIF se retrouvent plus dans la province de l'Estuaire, et beaucoup plus à Libreville

(7690 entreprises), dans le Komo-Mondah (1193 entreprises) et à Owendo (661 entreprises). Cette polarisation des entreprises formelles avec le NIF dans l'Estuaire l'est également pour les unités informelles.

Cependant, pour une bonne politique de recouvrement fiscal, il est important d'harmoniser les procédures de déclaration des en-

treprises du secteur informel au niveau national. (Cf. Tableau 26)

TABLEAU 26 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant un NIF par province et par département selon le secteur d'activité

Province	Département	Secteur d'activité		Total
		Secteur formel	Secteur informel	
ESTUAIRE	KOMO	22	0	22
	KOMO-MONDAH	1193	64	1257
	LIBREVILLE	7690	633	8323
	NOYA	12	0	12
	OWENDO	661	41	702
	Total	9578	738	10316
HAUT-OGOUE	DJOUE	1	0	1
	DJOUORI-AGNILI	5	0	5
	LEBOMBI-LEYOU	608	10	618
	LEKABI-LEWOLO	2	0	2
	LEKOKO	5	0	5
	LEKONI-LEKORI	13	0	13
	MPASSA	648	5	653
	OGOUE-LETILI	1	0	1
	PLATEAUX	16	0	16
	SEBE-BRIKOLO	53	0	53
Total	1352	15	1367	
MOYEN-OGOUE	ABANGA-BIGNE	118	1	119
	OGOUE & LACS	456	6	462
	Total	574	7	581
NGOUNIE	BOUMI-LOUETSI	6	0	6
	DOLA	52	1	53
	DOUYA-ONOYE	202	16	218
	LOUETSI-BIBAKA	3	1	4
	LOUETSI-WANO	76	4	80
	NDOLOU	13	0	13
	OGOULOU	1	1	2
	TSAMBA-MAGOTSI	61	1	62
Total	414	24	438	
NYANGA	BASSE-BANIO	21	0	21
	DOUIGNY	18	0	18
	DOUSILA	3	0	3
	HAUTE-BANIO	2	0	2
	MOUGOUTSI	221	8	229
	Total	265	8	273
OGOUE-IVINDO	IVINDO	230	2	232
	LOPE	41	0	41
	M'VOUNG	10	0	10

Province	Département	Secteur d'activité		Total
		Secteur formel	Secteur informel	
	ZADIE	21	0	21
	Total	302	2	304
OGOOUE-LOLO	LOLO-BOUENGUIDI	104	4	108
	LOMBO-BOUEN- GUIDI	4	0	4
	MULUNDU	152	6	158
	OFFOUE-ONOYE	3	0	3
	Total	263	10	273
OGOOUE-MARITIME	BENDJE	1927	34	1961
	ETIMBOUE	20	3	23
	NDOUGOU	40	6	46
	Total	1987	43	2030
WOLEU-NTEM	HAUT-COMO	6	0	6
	HAUT-NTEM	9	0	9
	NTEM	135	1	136
	OKANO	134	0	134
	WOLEU	390	39	429
Total	674	40	714	
Total GABON		15409	887	16296

2.1.17. Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le NIF en milieu urbain par province selon le secteur d'activité

Même dans les villes et les arrondissements, les entreprises recensées avec succès ayant le NIF se distribuent de la même façon que dans les départements avec une forte concentration dans la province de l'Estuaire, tous secteurs d'activité confondus. En effet, force est de constater que l'immatriculation des entreprises au NIF a atteint toutes les provinces et a plus concerné les entreprises du secteur formel.

Cependant, elle reste encore faible dans le secteur informel comme on peut l'observer dans la plupart des départements du Gabon. Ainsi, parmi les 16296 entreprises identifiées avec NIF, 16128 entreprises sont en activité dans les villes du Gabon (98,9%) dont 9578 entreprises sont dans l'Estuaire (59,4%). 1958 entreprises dans l'Ogooué-Maritime (12,1%), 1322 entreprises dans le Haut-Ogooué (8,2%) et 657 entreprises dans le Woleu-Ntem (4,1%). (Cf. Tableau 27)

TABLEAU 27 : Entreprises recensées avec succès ayant un NIF par province en milieu urbain selon le secteur d'activité

Province	Ville/Arrondissement	Secteur d'activité		Total
		Secteur formel	Secteur informel	
ESTUAIRE	AKANDA-1	106	8	114
	AKANDA-2	501	39	540
	COCOBACH	12	0	12
	KANGO	22	0	22

Province	Ville/Arrondissement	Secteur d'activité		Total
		Secteur formel	Secteur informel	
	LIBREVILLE-1	1438	121	1559
	LIBREVILLE-2	1104	92	1196
	LIBREVILLE-3	2128	172	2300
	LIBREVILLE-4	849	55	904
	LIBREVILLE-5	1441	130	1571
	LIBREVILLE-6	909	77	986
	NTOUM 1	185	1	186
	NTOUM 2	144	2	146
	NTOUM 3	78	0	78
	OWENDO-1	648	40	688
	OWENDO-2	13	1	14
		Total	9578	738
HAUT-OGOOUÉ	AKIENI	13	0	13
	BAKOUMBA	4	0	4
	BONGOVILLE	5	0	5
	BOUMANGO	1	0	1
	FRANCEVILLE-1	400	1	401
	FRANCEVILLE-2	65	0	65
	FRANCEVILLE-3	58	3	61
	FRANCEVILLE-4	98	1	99
	LEKONI	16	0	16
	MOANDA 1	488	7	495
	MOANDA 2	97	3	100
	MOUNANA	21	0	21
	NGOUONI	2	0	2
	OKONDJA	53	0	53
	ONGA	1	0	1
	Total	1322	15	1337
MOYEN-OGOOUÉ	LAMBARENE 1	124	4	128
	LAMBARENE 2	317	2	319
	NDJOLE	97	1	98
	Total	538	7	545
NGOUNIÉ	FOUGAMOU	49	1	50
	LEBAMBA	76	4	80
	MALINGA	3	1	4
	MANDJI	13	0	13
	MBIGOU	6	0	6
	MIMONGO	1	1	2
	MOUILA-1	154	12	166
	MOUILA-2	48	4	52
	NDENDE	52	1	53
	Total	402	24	426
NYANGA	MABANDA	3	0	3

Province	Ville/Arrondissement	Secteur d'activité		Total
		Secteur formel	Secteur informel	
	MAYUMBA	21	0	21
	MOABI	16	0	16
	NDINDI	2	0	2
	TCHIBANGA-1	159	8	167
	TCHIBANGA-2	62	0	62
	Total	263	8	271
OGOOUE-IVINDO	BOOUE	38	0	38
	MAKOKOU-1	108	1	109
	MAKOKOU-2	117	1	118
	MEKAMBO	21	0	21
	OVAN	10	0	10
	Total	294	2	296
OGOOUE-LOLO	IBOUNDJI	3	0	3
	KOULAMOUTOU-1	35	3	38
	KOULAMOUTOU-2	69	1	70
	LASTOURVILLE	119	5	124
	PANA	4	0	4
	Total	230	9	239
OGOOUE-MARITIME	GAMBA	40	6	46
	OMBOUE	20	3	23
	PORT-GENTIL-1	243	5	248
	PORT-GENTIL-2	754	13	767
	PORT-GENTIL-3	536	4	540
	PORT-GENTIL-4	365	12	377
	Total	1958	43	2001
WOLEU-NTEM	BITAM	133	1	134
	MEDOUNEU	6	0	6
	MINVOUL	9	0	9
	MITZIC	120	0	120
	OYEM-1	176	7	183
	OYEM-2	213	32	245
	Total	657	40	697
Total GABON		15242	886	16128

2.1.18. Répartition des entreprises recensées avec succès enregistrées au RCCM

Le RCCM est le principal mode d'enregistrement qui permet à une entreprise d'avoir un statut juridique au moment de sa création. Toutes les entreprises enregistrées au RCCM sont formelles et doivent avoir obligatoirement un numéro de RCCM.

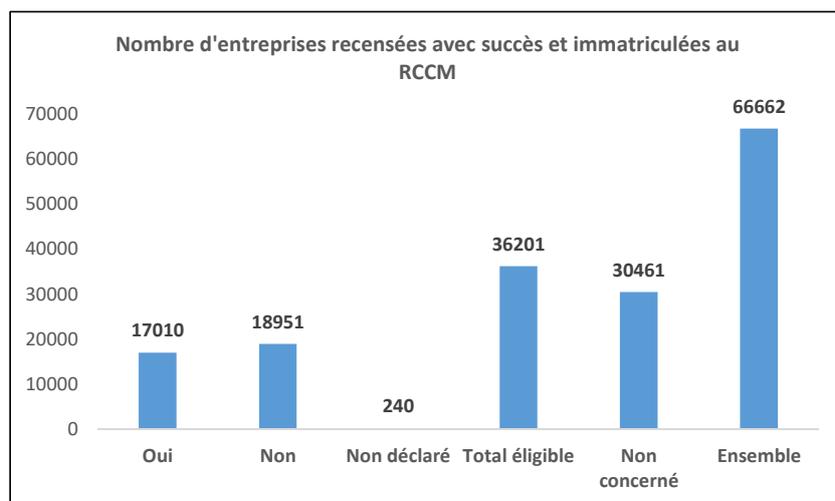
Cependant, il est constaté que beaucoup d'entreprises recensées comme étant formelles avec un statut juridique n'ont pas déclaré leur numéro de RCCM.

Parmi les 66662 entreprises recensées avec

succès sur l'ensemble du territoire, seulement 36201 entreprises devaient répondre à cette question et 30461 entreprises ne sont pas concernées car, soit elles sont des établissements secondaires dépendants de leurs sièges au point de vue comptable, soit elles sont créées en 2021 et 2022. Ces en-

treprises sont donc non éligibles pour l'année de référence 2019. Ainsi, des 36201 entreprises identifiées, seulement 17010 sont immatriculées au RCCM (47,0%) alors que 18951 entreprises (52,3%) ne le sont pas et les 249 autres ne se sont pas prononcées (0,7%). (Cf. Graphique 11)

GRAPHIQUE 11 : Répartition des Entreprises recensées avec succès et immatriculées au RCCM



Les 17010 entreprises recensées avec succès et enregistrées au RCCM sont plus nombreuses en milieu urbain (16841 entreprises, soit 99,0%) qu'en milieu rural (169 entreprises, soit 1,0%). Il est à noter que le milieu rural n'était couvert que lorsqu'il y existe une entreprise ayant un poids important dans l'économie.

C'est la raison pour laquelle on constate que la très faible représentativité du milieu rural de l'Estuaire, de la Nyanga et de l'Ogooué-Ivindo. (Cf. Tableau 28)

TABLEAU 28 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant un RCCM par province selon le milieu de résidence

Province	Milieu de résidence		Total
	Urbain	Rural	
ESTUAIRE	11016	0	11016
HAUT-OGOUE	1339	30	1369
MOYEN-OGOUE	558	37	595
NGOUNIE	471	12	483
NYANGA	263	2	265
OGOUE-IVINDO	300	8	308
OGOUE-LOLO	236	33	269
OGOUE-MARITIME	1991	29	2020
WOLEU-NTEM	667	18	685
Ensemble	16841	169	17010
%	99,0	1,0	100,0

2.1.19. Répartition des entreprises recensées avec succès immatriculées au RCCM et ayant le NIF

Sur les 36201 entreprises recensées avec succès ayant déclaré être enregistrées auprès des entités de création d'entreprise, on

en dénombre 16013 qui ont à la fois le RCCM et le NIF (44,2%). (Cf. Tableau 29)

TABLEAU 29 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'immatriculation au RCCM et au NIF

Immatriculation au RCCM	Immatriculation au NIF				Non concerné	Total GABON
	Oui	Non	Non déclaré	Total éligible		
Oui	16013	995	2	17010		17010
Non	279	18639	33	18951		18951
Non déclaré	4	3	233	240		240
Total éligible	16296	19637	268	36201		36201
Non concerné					30461	30461
Total GABON	16296	19637	268	36201	30461	66662

La répartition par province de ces 16013 entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF est la suivante : Estuaire (10172 entreprises, soit 63,5%) ; Ogooué-Maritime (1991 entreprises, soit 12,4%) ; Haut-Ogooué (1355 entreprises, soit 8,5%) ; Woleu-Ntem (674 entreprises, soit 4,2%) ;

Moyen-Ogooué (575 entreprises, soit 3,6%) ; Ngounié (416 entreprises, soit 2,6%) ; Ogooué-Ivindo (302 entreprises, soit 1,9%) ; Nyanga (265 entreprises, soit 1,7%) ; Ogooué-Lolo (263 entreprises, soit 1,6%). (Cf. Tableau 30)

TABLEAU 30 : Entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF par province selon leur nature

Province	Nature de l'entreprise			Total	%
	Unique	Siège	Secondaire		
ESTUAIRE	9717	397	58	10172	63,5
HAUT-OGOOUE	1312	31	12	1355	8,5
MOYEN-OGOOUE	571	2	2	575	3,6
NGOUNIE	404	9	3	416	2,6
NYANGA	257	6	2	265	1,7
OGOOUE-IVINDO	295	7	0	302	1,9
OGOOUE-LOLO	251	9	3	263	1,6
OGOOUE-MARITIME	1955	25	11	1991	12,4
WOLEU-NTEM	662	11	1	674	4,2
Ensemble	15424	497	92	16013	100,0

2.1.20. Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF en milieu urbain par province

Dans l'ensemble, parmi les 16013 entreprises recensées avec succès qui ont le RCCM et le NIF, 15846 sont installées en milieu urbain (99,0%), et beaucoup plus dans les chefs-lieux de province. Cependant, il y a de grandes disparités en milieu urbain dans l'immatriculation des entreprises recensées. Cela pose un problème de suivi en matière de formalisation administrative et juridique des entreprises et favorise le développement du secteur informel qui va croissant

comme les résultats le témoignent.

Les 16013 entreprises recensées avec succès ayant à la fois le RCCM et le NIF sont relativement faibles et presque inexistantes dans les villes suivantes : Bakoumba, Boumango, Ngouoni et Onga (Haut-Ogooué) ; Guiétso, Malinga et Mimongo (Ngounié) ; Ndindi (Nyanga) ; Iboundji et Pana (Ogooué-Lolo) ; Medouneu (Woleu-Ntem). (Cf. Tableau 31)

TABLEAU 31 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant le RCCM et le NIF en milieu urbain par province, ville/arrondissement selon la nature

Province	Ville/Arrondissement	Nature de l'entreprise			Total
		Unique	Siège	Secondaire	
ESTUAIRE	AKANDA-1	107	3	0	110
	AKANDA-2	509	17	2	528
	COCOBEACH	12	0	0	12
	KANGO	22	0	0	22
	LIBREVILLE-1	1438	78	11	1527
	LIBREVILLE-2	1133	44	2	1179
	LIBREVILLE-3	2189	76	4	2269
	LIBREVILLE-4	840	51	6	897
	LIBREVILLE-5	1479	55	12	1546
	LIBREVILLE-6	952	21	5	978
	NTOUM 1	184	1	0	185
	NTOUM 2	136	7	1	144
	NTOUM 3	76	2	0	78
	OWENDO-1	626	42	15	683
	OWENDO-2	14	0	0	14
	Total	9717	397	58	10172
HAUT-OGOUE	AKIENI	13	0	0	13
	BAKOUMBA	4	0	0	4
	BONGOVILLE	5	0	0	5
	BOUMANGO	1	0	0	1
	FRANCEVILLE-1	382	13	5	400
	FRANCEVILLE-2	65	0	0	65
	FRANCEVILLE-3	58	0	0	58
	FRANCEVILLE-4	98	0	0	98
	LEKONI	16	0	0	16
	MOANDA 1	475	13	3	491

Province	Ville/Arrondissement	Unique	Nature de l'entreprise		Total
			Siège	Secondaire	
	MOANDA 2	93	2	2	97
	MOUNANA	21	0	0	21
	NGOUONI	2	0	0	2
	OKONDJA	50	1	2	53
	ONGA	1	0	0	1
	Total		1284	29	12
MOYEN-OGOUE	LAMBARENE 1	121	1	1	123
	LAMBARENE 2	319	0	0	319
	NDJOLE	97	0	0	97
	Total	537	1	1	539
NGOUNIE	FOUGAMOU	47	2	0	49
	LEBAMBA	71	4	1	76
	MALINGA	3	0	0	3
	MANDJI	13	0	0	13
	MBIGOU	6	0	0	6
	MIMONGO	1	0	0	1
	MOUILA-1	150	2	2	154
	MOUILA-2	50	0	0	50
	NDENDE	51	1	0	52
Total	392	9	3	404	
NYANGA	MABANDA	3	0	0	3
	MAYUMBA	20	1	0	21
	MOABI	15	1	0	16
	NDINDI	2	0	0	2
	TCHIBANGA-1	155	3	1	159
	TCHIBANGA-2	60	1	1	62
	Total	255	6	2	263
OGOUE-IVINDO	BOOUE	35	3	0	38
	MAKOKOU-1	107	1	0	108
	MAKOKOU-2	114	3	0	117
	MEKAMBO	21	0	0	21
	OVAN	10	0	0	10
	Total	287	7		294
OGOUE-LOLO	IBOUNDJI	1	2	0	3
	KOULAMOUTOU-1	34	1	0	35
	KOULAMOUTOU-2	68	1	0	69
	LASTOURVILLE	115	2	2	119
	PANA	4	0	0	4
	Total	222	6	2	230
OGOUE-MARITIME	GAMBA	40	0	0	40
	OMBOUE	20	0	0	20
	PORT-GENTIL-1	229	12	4	245
	PORT-GENTIL-2	749	4	1	754

Province	Ville/Arrondissement	Nature de l'entreprise			Total
		Unique	Siège	Secondaire	
	PORT-GENTIL-3	534	2	0	536
	PORT-GENTIL-4	358	5	4	367
	Total	1930	23	9	1962
WOLEU-NTEM	BITAM	128	5	0	133
	MEDOUNEU	6	0	0	6
	MINVOUL	9	0	0	9
	MITZIC	118	2	0	120
	OYEM-1	174	2	0	176
	OYEM-2	210	2	1	213
	Total	645	11	1	657
Total GABON		15269	489	88	15846

2.1.21. Répartition des entreprises recensées avec succès et enregistrées à la création (DGC, CDE, APIP, ANPI)

L'enregistrement des entreprises au RCCM étant obligatoire à la création, le changement des réformes administratives a quelque peu perturbé le circuit normal de suivi des dossiers. Les formalités administratives d'enregistrement auprès des entités de création ont beaucoup évolué, passant de la DGC, l'APIP, le CDE avant d'arriver au Guichet Unique qui est l'ANPI. Cela oblige aujourd'hui les entreprises qui sont créées avant la mise en place du Guichet Unique en 2016 à se mettre à jour pour modification ; ce qui n'est pas encore le cas de nombreuses entreprises comme cela a été constaté sur le terrain.

Ainsi, il se dégage que très peu d'entreprises recensées avec succès sont enregistrées auprès des entités de création (17010 entreprises ayant déclaré avoir le RCCM) dont à la DGC (2339 entreprise, soit 13,8%), à l'APIP (5870 entreprises, soit 34,5%), au CDE (2997 entreprises, soit 17,6%), à l'ANPI (9156 entreprises, soit 53,8%). Des mesures incitatives devront être mises en œuvre pour couvrir l'ensemble des entreprises non encore enregistrées qui sont localisées, identifiées et recensées sur tout le territoire national. (Cf. Tableau 32)

TABLEAU 32 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'enregistrement auprès de l'entité de création

Entité de création	Enregistrement de l'entreprise			Total
	Oui	Non	Non déclaré	
DGC	2339	14658	13	17010
CDE	2997	14000	13	17010
APIP	5870	11127	13	17010
ANPI	9156	7841	13	17010
Pourcentage				
DGC	13,8	86,2	0,1	100,0
CDE	17,6	82,3	0,1	100,0
APIP	34,5	65,4	0,1	100,0
ANPI	53,8	46,1	0,1	100,0

2.1.22. Répartition des entreprises recensées avec succès et enregistrées à la création selon leur nature

Dans l'ensemble, il est constaté un faible enregistrement des entreprises à la création, quelle que soit leur nature (type). Toutefois, une incitation à la formalisation et à la mise à jour des entreprises est observée au niveau de l'ANPI où 9156 entreprises

recensées avec succès parmi les 17010 entreprises ayant le RCCM ont déjà fait leurs formalités administratives de création, et cela est constaté tant pour les entreprises à établissement unique (34,7%) que pour les établissements sièges (29,1%) et les établissements secondaires (31,7%). (Cf. Tableau 33)

TABLEAU 33 : Répartition des entreprises recensées avec succès enregistrées par nature auprès des entités de création

Nature de l'entreprise	Enregistrement à la DGC			Total
	Oui	Non	Non déclaré	
Unique	2207	14177	8	16392
Siège	118	397	2	517
Secondaire	14	84	3	101
Total	2339	14658	13	17010

Nature de l'entreprise	Enregistrement à l'APIP			Total
	Oui	Non	Non déclaré	
Unique	5688	10696	8	16392
Siège	150	365	2	517
Secondaire	32	66	3	101
Total	5870	11127	13	17010

Nature de l'entreprise	Enregistrement au CDE			Total
	Oui	Non	Non déclaré	
Unique	2887	13496	9	16392
Siège	93	422	2	517
Secondaire	17	81	3	101
Total	2997	13999	14	17010

Enregistrement à l'ANPI				
Unique	8782	7602	8	16392
Siège	317	198	2	517
Secondaire	57	41	3	101
Total	9156	7841	13	17010

2.1.23. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur affiliation à la CNSS et à la CNAMGS

Très peu d'entreprises recensées avec succès sont affiliées à la CNSS (1894 soit 11,1%) et à la CNAMGS (2152, soit 12,7%). Il est donc constaté que la plupart des entreprises ne déclarent pas leur personnel employé et ne le couvre pas sur le plan sanitaire ou en cas d'accident de travail. (Cf. Tableau 34)

TABLEAU 34: Répartition des Entreprises recensées avec succès selon leur affiliation à la CNSS et à la CNAMGS

Affiliation à la CNSS	Entreprises	%
Oui	1894	11,1
Non	15107	88,8
Non déclaré	9	0,1
Total	17010	100.0

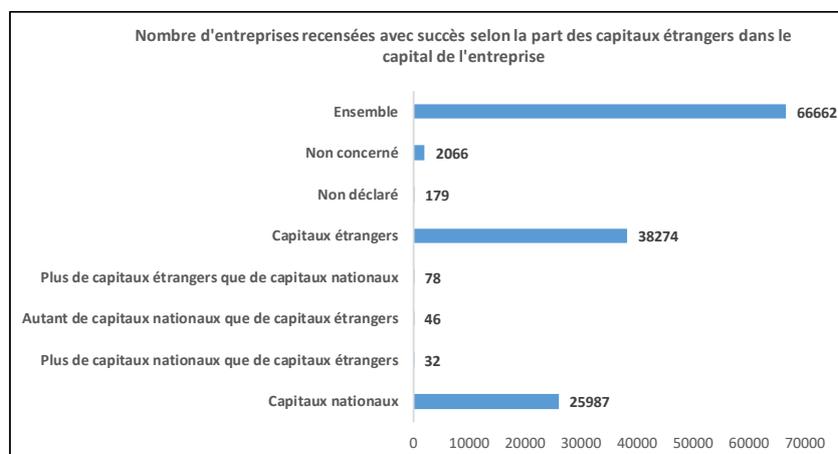
Affiliation à la CNAMGS	Entreprises	%
Oui	2152	12,7
Non	14849	87,3
Non déclaré	9	0,1
Total	17010	100.0

2.1.24. Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nationalité

La nationalité des entreprises est saisie ici à travers la part des capitaux étrangers dans l'entreprise. Si la part des capitaux étrangers est égale à cent pour cent, l'entreprise est étrangère. Si elle est nulle, l'entreprise est nationale. Ainsi, la part des capitaux étrangers est répartie en cinq strates (0%=Pas de capitaux étrangers ; 10-49%=Plus de capitaux nationaux ; 50%=Autant de capitaux nationaux que de capitaux étrangers ; 51-99%=Plus de capitaux étrangers ; 100%=Pas de capitaux nationaux).

Parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 64596 sont éligibles dont 25987 entreprises recensées sont à capitaux nationaux (40,2%) et 38274 entreprises sont à capitaux étrangers (59,3%), alors que 156 entreprises (0,2%) se distribuent la part des capitaux entre les nationaux et les étrangers. Les autres entreprises (0,3%) ne se sont pas prononcées. (Cf. Graphique 12)

GRAPHIQUE 12 : RÉPARTITION DES ENTREPRISES RECENSÉES AVEC SUCCÈS SELON LA PART DES CAPITAUX ÉTRANGERS DANS L'ENTREPRISE



Selon la nature de l'entreprise, il ressort qu'il y a plus d'entreprises à capitaux étrangers que de celles à capitaux nationaux.

Ainsi, pour les entreprises à établissement unique, 25617 sont nationales (40,3%) et 37793 sont étrangères (59,4%). Cette structuration est aussi observée pour les établisse-

ments sièges (41,3% sont nationales et 53,7% sont étrangères). (Cf. Tableau 35)

TABLEAU 35 : répartition des entreprises recensées avec succès selon le niveau d'apport en capitaux.

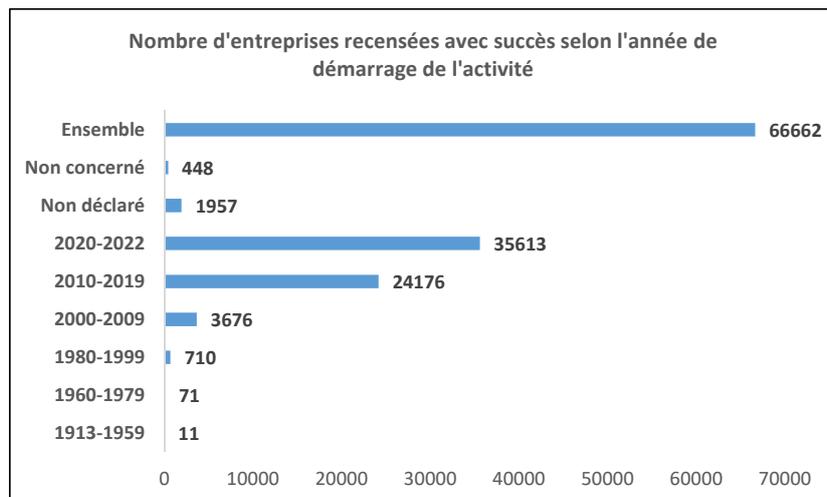
Part des capitaux dans l'entreprise	Nature de l'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Capitaux nationaux	25617	270	100	25987
Plus de capitaux nationaux	26	6	0	32
Autant de capitaux nationaux que de capitaux étrangers	43	3	0	46
Plus de capitaux étrangers	58	19	1	78
Capitaux étrangers	37793	351	130	38274
Non déclaré	42	5	132	179
Total éligible	63579	654	363	64596
Non concerné	0	5	2061	2066
Total GABON	63579	659	2424	66662

2.2. Nature des entreprises recensées et démarrage des activités en 2021-2022

2.2.1. Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de démarrage de l'activité

Le démarrage de l'activité est fortement corrélé à la création d'entreprise. Une entreprise créée n'est active que si elle a réellement démarré son activité dans sa branche. Autant les créations d'entreprise sont importantes pour l'analyse du tissu économique que le démarrage l'est pour l'analyse de la survie et de l'activité de l'entreprise. Ainsi, il est constaté que très peu d'entreprises ont démarré leur activité sur la période 1913-1999 (792 entreprises, soit 1,2%).

Cependant, suite à la remontée de l'activité économique dans le pays à partir de 2000, de nombreuses entreprises ont vu le jour comme les statistiques suivantes le témoignent, à savoir 3676 entreprises (5,6%) sur la période 2000-2009 ; 24176 entreprises (36,5%) sur la période 2010-2019 et 35613 entreprises (53,8%) sur la période 2020-2022. (Cf. Graphique 13)

GRAPHIQUE 13 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de démarrage de l'activité


2.2.2. Répartition des entreprises recensées avec succès selon la nature de l'entreprise et l'année de démarrage de l'activité

Selon la nature de l'entreprise, qu'il s'agisse des entreprises à établissement unique, des établissements sièges ou des établissements secondaires, les activités ont démarré timidement avant 1980. Après cette date, le nombre d'entreprises créées est croissant et influe sur le démarrage rapide des activités, car le pays a commencé à

entrer dans la période de crise financière qui a impulsé l'investissement privé et la promotion de l'entrepreneuriat. Par ailleurs, le fait pour l'État gabonais de libérer la création d'entreprise après 2009 a conduit de nombreux promoteurs à relancer leurs activités. (Cf. Tableau 36)

TABLEAU 36 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et l'année de démarrage

Année de démarrage	Nature de l'entreprise			Total	%
	Unique	Siège	Secondaire		
1913-1959	3	8	0	11	0,0
1960-1979	54	17	0	71	0,1
1980-1999	673	30	7	710	1,1
2000-2009	3550	106	20	3676	5,6
2010-2019	23719	355	102	24176	36,5
2020-2022	35385	139	89	35613	53,8
Non déclaré	195	4	1758	1957	3,0
Total éligible	63579	659	1976	66214	100,0
Non concerné	0	0	448	448	
Total GABON	63579	659	2424	66662	

2.2.3. Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon l'année de démarrage de l'activité

La répartition provinciale des entreprises selon l'année de démarrage confirme bien la tendance positive qui est observée à partir du deuxième millénaire et ce, sur la

période 2010-2022 où de nombreuses entreprises sont devenues actives. La concentration des entreprises est plus forte dans l'Estuaire, le Haut-Ogooué, l'Ogooué-Maritime et le Woleu-Ntem. (Cf. Tableau 37)

TABLEAU 37 : Répartition des entreprises recensées avec succès par province selon l'année de démarrage de l'activité

Province	Année de démarrage de l'activité						Non déclaré	Non concerné	Total
	1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
ESTUAIRE	8	47	426	2014	15839	23838	1091	281	43544
HAUT-OGOOUÉ	1	7	80	483	1931	2031	195	46	4774
MOYEN-OGOOUÉ	1	0	17	73	687	864	60	14	1716
NGOUNIE	0	1	9	83	557	1438	79	12	2179
NYANGA	0	1	16	36	358	420	37	5	873
OGOOUÉ-IVINDO	0	0	5	39	393	598	40	18	1093
OGOOUÉ-LOLO	0	2	44	107	488	644	68	17	1370
OGOOUÉ-MARITIME	1	7	57	486	2560	3773	266	22	7172
WOLEU-NTEM	0	6	56	355	1363	2007	121	33	3941
Ensemble	11	71	710	3676	24176	35613	1957	448	66662

2.2.4. Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de démarrage de l'activité et l'année de création

Le démarrage de l'activité des entreprises ne peut être bien apprécié que par une analyse duale, en croisant l'année de création et l'année de démarrage. Elle permet de voir, pour une période de création donnée, le nombre d'entreprises qui ont réellement démarré leur activité durant cette même période ainsi que celles qui sont en retard de démarrage.

C'est ainsi qu'on peut voir que, dans l'ensemble, la plupart des entreprises recensées avec succès (65129 entreprises, soit 97,7%) ont bien démarré leurs activités dans la même période de création, car se situant sur la diagonale principale. Toutefois, on observe que 936 entreprises créées et recensées (au-dessus de la diagonale) ont démarré tardivement leurs activités. (Cf. Tableau 38)

TABLEAU 38 : répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création et l'année de démarrage

Année de création	Année de démarrage de l'activité						Non déclaré	Non concerné	Total
	1913-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
1913-1959	11	1	0	0	0	0	0	0	12
1960-1979	0	70	2	0	3	0	0	0	75
1980-1999	0	0	704	14	20	9	0	0	747
2000-2009	0	0	0	3648	168	52	3	0	3871
2010-2019	0	0	0	0	23943	653	5	0	24601
2020-2022	0	0	0	0	0	34810	6	0	34816
Non déclaré	0	0	4	12	44	89	1943	0	2092
Non concerné	0	0	0	0	0	0	0	448	448
Total GABON	11	71	710	3674	24178	35613	1957	448	66662



CHAPITRE 3 : ACTIVITÉS DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2021-2022

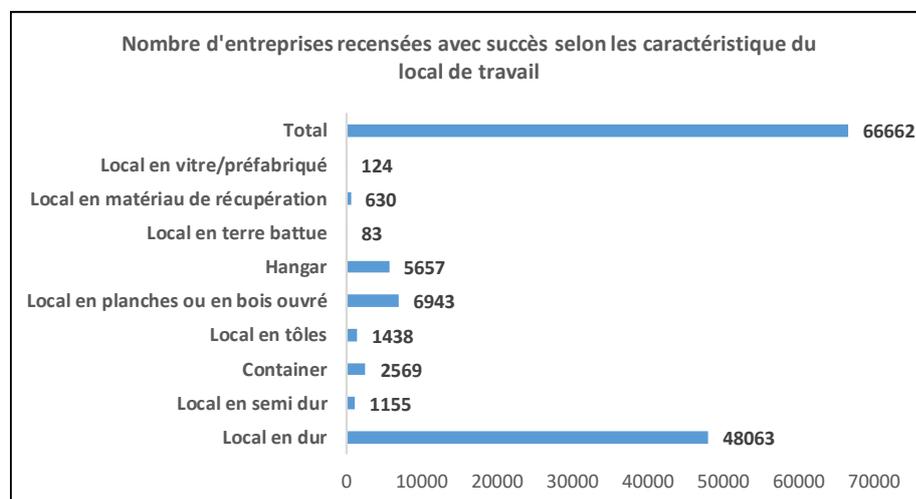
3.1. Caractéristiques et propriété du local de travail

3.1.1. Caractéristiques du local de travail

Parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 72,1% travaillent dans un local en dur (48063 entreprises) ; 10,4% dans un local en planches ou en bois ouvré (6943 entreprises) ; 8,5% dans un hangar (5657 entreprises) ; 3,9% dans un container (2569

entreprises) ; 2,2% dans un local en tôles (1438 entreprises) ; 1,7% dans un local en semi dur (1155 entreprises). Les autres (1,3%) exercent, soit dans un local en vitre/préfabriqué, soit dans un local en matériau de récupération ou en terre battue. (Cf. Graphique 14)

GRAPHIQUE 14 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les caractéristiques du local de travail



Le poids des entreprises recensées avec succès qui travaillent dans des locaux en matériau durable se confirme tant pour celles à établissement unique, que pour les établissements sièges et secondaires.

Toutefois, il a été identifié un grand nombre d'entreprises qui exercent encore dans un local fait de matériel non durable tel que les planches ou bois ouvrés, les tôles, le hangar, la terre battue, le matériel de récupération. Toutefois, il est intéressant de voir que 71,3% des entreprises à établissement unique, 89,7% des établissements sièges et 87,6% des établissements secondaires exercent dans des locaux en dur. (Cf. Tableau 39)

TABLEAU 39 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et les caractéristiques du local de travail

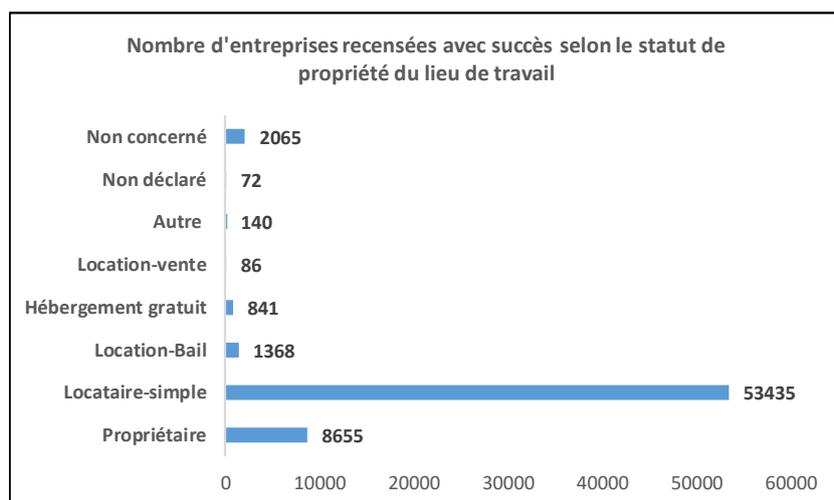
Caractéristiques du local de travail	Nature de l'entreprise			Total	%
	Unique	Siège	Secondaire		
Local en dur	45348	591	2124	48063	72,1
Local en semi dur	1136	2	17	1155	1,7
Container	2513	14	42	2569	3,9
Local en tôles	1412	7	19	1438	2,2
Local en planches ou en bois ouvré	6820	20	103	6943	10,4
Hangar	5550	18	89	5657	8,5
Local en terre battue	82	0	1	83	0,1
Local en matériau de récupération	620	3	7	630	0,9

Caractéristiques du local de travail	Nature de l'entreprise				%
	Unique	Siège	Secondaire	Total	
Local en vitre/préfabriqué	98	4	22	124	0,2
Total	63579	659	2424	66662	100,0

3.1.2. Propriété du local de travail

La question sur le statut d'occupation du local professionnel fait ressortir que la plupart des entreprises recensées avec succès (66662 entreprises) sont en location simple (53435 entreprises, soit 82,7%). Seulement 13,7% sont propriétaires (8655 entreprises) de leur local de travail. Cependant, 2,1% sont en location-bail (1368 entreprises) et 1,3% (841 entreprises) sont en hébergement gratuit, alors que les 0,3% autres entreprises (86 entreprises) sont en location-vente ou bien elles ont un statut autre que ce qui est prévu. (Cf. Graphique 15)

GRAPHIQUE 15 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le statut de propriété du local de travail



Selon la nature de l'entreprise, la location simple prédomine avec 82,8% des entreprises à établissement unique, 73,3% des établissements sièges ; 86,9% des établissements secondaires. Par contre, seulement 13,4% des entreprises à établissement unique, 19,1% des établissements sièges et 1,0% des établissements secondaires sont propriétaires de leur local de travail.

Très peu d'entreprises recensées avec succès sont en location bail dont 2,1% d'entreprises à établissement unique ; 6,4% d'établissements sièges et 1,7% d'établissements secondaires. (Cf. Tableau 40)

TABLEAU 40 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant déclaré leur statut de propriété

Statut d'occupation du lieu d'exercice	Nature de l'entreprise			
	Unique	Siège	Secondaire	Total
Propriétaire	8480	125	50	8655
Locataire-simple	52537	480	418	53435
Location-Bail	1318	42	8	1368
Hébergement gratuit	836	4	1	841
Location-vente	86	0	0	86
Autre (à préciser)	138	2	0	140
Non déclaré	66	2	4	72

Statut d'occupation du lieu d'exercice	Nature de l'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Total éligible	63461	655	481	64597
Non concerné	118	4	1943	2065
Total GABON	63579	659	2424	66662

3.2. Nature de l'activité principale exercée par les entreprises

La codification automatique des activités déclarées au recensement s'appuie sur la CITI Révision 4 (Classification Internationale type par Industrie) à l'aide de l'application développée par la Banque mondiale. Elle facilite le passage à la NAEMA (Nomenclature d'Activités des États Membres d'Afristat) à partir d'une table de passage. Ainsi, les activités déclarées par les 66662 entreprises recensées sont donc classées dans les 19 Sections de la CITI et conduisent au résultat suivant.

Dans l'ensemble, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 64279 d'entre elles ont déclaré leur activité principale (96,4%) et 2383 entreprises sont non concernées car étant des établissements secondaires dépendants. En effet, les activités commerciales sont prépondérantes (30224 entreprises, soit 47,02%) ainsi que les activités d'hébergement et de restauration (16818 entreprises, soit 26,16%), les autres activités de services (7717 entreprises, soit 12,01%), des activités de fabrication (5769 entreprises, soit 8,97%), les activités d'éducation (951 entreprises, soit 1,48%), les activités financières et d'assurance (522 entreprises, soit 0,81%). (Cf. Tableau 41)

TABLEAU 41 : Répartition des entreprises recensées par activité (Division CITI)

Description Division CITI	Entreprises	%
Activités d'hébergement et de restauration	16818	26,16
Activités de fabrication	5769	8,97
Activités extractives	35	0,05
Activités financières et d'assurances	522	0,81
Activités immobilières	28	0,04
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	379	0,59
Administration et activités d'appui administratif	323	0,50
Administration publique et défense; sécurité sociale obligatoire	76	0,12
Agriculture, sylviculture et pêche	70	0,11
Arts, spectacles et loisirs	419	0,65
Autres activités de services	7717	12,01
Commerce de gros et de détail; réparations de véhicules automobiles et de motocycles	30224	47,02
Construction	153	0,24
Distribution d'eau, réseau d'assainissement, gestion des déchets, et activités de remise en état	14	0,02
Éducation	951	1,48
Information et communication	407	0,63
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	10	0,02

Description Division CITI	Entreprises	%
Santé et activités d'action sociale	202	0,31
Transport et entreposage	162	0,25
Total éligible	64279	100,00
Non concerné	2383	
Total GABON	66662	

3.3. Type d'opérations effectuées par les entreprises

Il s'agit ici des relations d'importation et d'exportation des produits entre le Gabon et le Reste du Monde. Le recensement général des entreprises a retenu, pour cette question, les entreprises qui importent ou exportent au moins quatre fois dans l'année. En effet, parmi les 66662 entreprises

recensées avec succès, 36076 d'entre elles ont répondu, parmi elles 2,3% font des importations (822 entreprises) et 0,6% font des exportations (202 entreprises). (Cf. Tableau 42)

TABLEAU 42 : Répartition des entreprises recensées avec succès effectuant les opérations avec l'extérieur

	Importation		Exportation	
	Entreprises	%	Entreprises	%
Oui	822	2,3	202	0,6
Non	35144	97,4	35764	99,1
Non déclaré	110	0,3	110	0,3
Total éligible	36076	100,0	36076	100,0
Non concerné	30586		30586	
Total	102738	100,0	102738	100,0

3.4. Système de comptabilité pratiqué par les entreprises en 2019

Le système de comptabilité est le mode de tenue des statistiques de production, d'achat ou de ventes des biens et services par une entreprise à des fins comptables. Cette comptabilité peut se faire par enregistrement dans un cahier ou dans un cahier journal ; par l'usage d'un logiciel usuel ou d'une application d'inscription des transactions commerciales ou de production, à l'exemple de EXCEL, ACCESS, Etc.) ; par automatisation formelle sous le système OHADA ou SYSCO-OHADA. Tout comme d'autres entreprises ne tiennent pas de comptabilité. Dans cette catégorie d'entreprises, seules les entreprises secondaires dépendantes ne répondent pas à cette question car elles dépendent de leurs sièges.

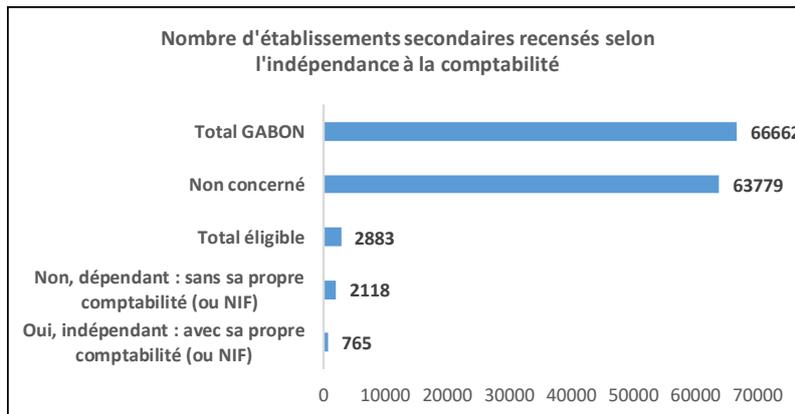
Cependant les entreprises éligibles à répondre au système de comptabilité sont celles à établissement unique, les établissements sièges, les établissements secondaires indépendants de leurs sièges au niveau de la tenue de la comptabilité.

3.4.1. Nombre d'établissements secondaires selon leur situation de dépendance comptable

Dans l'ensemble, 2883 établissements secondaires ont été recensés avec succès dont 2118 établissements (73,5%) dépendent de leurs sièges et dont la comptabilité est tenue par l'établissement siège ;

765 établissements (26,5%) dépendent de leurs sièges mais ils tiennent leur comptabilité indépendamment de leurs sièges. (Cf. Graphique 16)

GRAPHIQUE 16 : Répartition des établissements secondaires recensés avec succès selon l'indépendance à la comptabilité



3.4.2. Nombre d'entreprises recensées avec succès utilisant un système de comptabilité en 2019

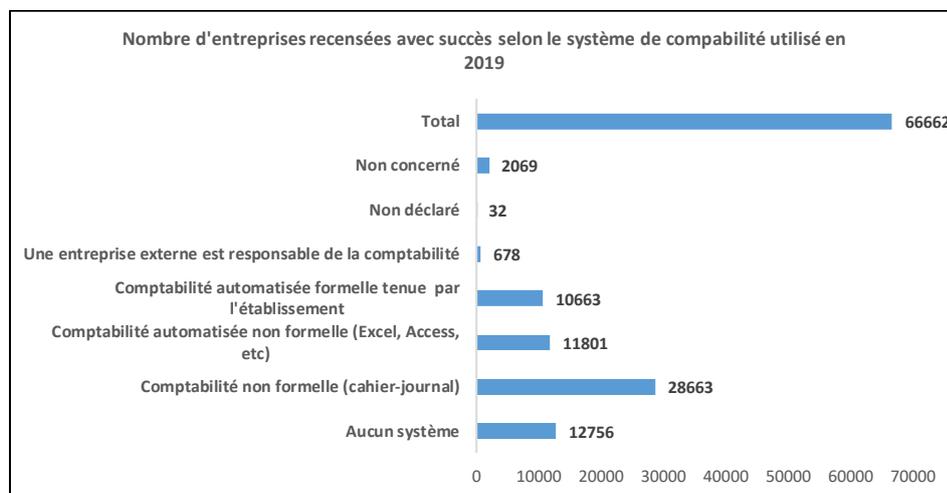
Parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 64561 d'entre elles (99,9%) ont répondu favorablement alors que 32 entreprises (0,1%) ne se sont pas prononcées.

Parmi ces 64561 entreprises, 11341 tiennent une comptabilité formelle (17,6%) dont 10663 pour une comptabilité interne

et 678 pour une comptabilité externe ; 40464 tiennent une comptabilité non formelle (62,7%) et 12756 n'ont aucun système de comptabilité (19,8%). Toutefois, il convient de préciser que la comptabilité non formelle peut se faire, soit par enregistrement dans un cahier-journal, soit par usage d'un logiciel ou tableur (Excel, Access, etc.). (Cf. Graphique 17)



GRAPHIQUE 17 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le système de comptabilité utilisé en 2019



Par nature de l'entreprise, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 64593 d'entre elles ont répondu favorablement parmi lesquelles 63461 entreprises à établissements unique (98,2%), 659 sièges (1,0%) et

473 établissements secondaires (0,7%). En effet, il ressort que les entreprises à établissement unique qui sont plus nombreuses, sont aussi celles qui n'ont aucun système de comptabilité (19,9%), tiennent une comptabilité non formelle (62,9) pour enregistrer leurs opérations. Par contre, les établissements sièges tiennent plus une comptabilité automatisée (53,6%). (Cf. Tableau 43)

TABLEAU 43 : Répartition des entreprises recensées selon leur nature et le système de comptabilité utilisé en 2019

Système de comptabilité utilisé en 2019	Nature de l'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Aucun système	12613	42	101	12756
Comptabilité non formelle (cahier-journal)	28450	97	116	28663
Comptabilité automatisée non formelle (Excel, Access, etc)	11484	167	150	11801
Comptabilité automatisée formelle tenue par l'établissement	10289	304	70	10663
Une entreprise externe est responsable de la comptabilité	598	49	31	678
Non déclaré	27	0	5	32
Total éligible	63461	659	473	64593
Non concerné	118	0	1951	2069
Total GABON	63579	659	2424	66662

3.4.3. Nombre d'entreprises recensées et ayant le NIF selon le système de comptabilité utilisé en 2019

Des 66662 entreprises recensées avec succès, 36141 ont répondu favorablement parmi lesquelles 15959 entreprises (44,2%) ont le NIF et tiennent une compta-

bilité, qu'elle soit formelle (8524 entreprises, soit 53,4%) ou non formelle (7435 entreprises, soit 46,6%). Par contre, 328 entreprises recensées avec succès et ayant le NIF n'ont aucun système (2,0%). (Cf. Tableau 44)

TABLEAU 44 : Répartition des entreprises recensées et ayant le NIF selon le système de comptabilisé utilisé en 2019

Système de comptabilité utilisait en 2019	Immatriculation au NIF			Total éligible	Non concerné	Total GABON
	Oui	Non	Non déclaré			
Aucun système	328	8721	18	9067	3689	12756
Comptabilité non formelle (cahier-journal)	803	9166	46	10015	18648	28663
Comptabilité automatisée non formelle (Excel, Access, etc.)	6632	892	108	7632	4169	11801
Comptabilité automatisée formelle tenue par l'établissement	7957	749	65	8771	1892	10663
Une entreprise externe est responsable de la comptabilité	567	51	16	634	44	678
Non déclaré	4	4	14	22	10	32
Total éligible	16291	19583	267	36141		
Non concerné	5	54	1		2009	2069
Total GABON	16296	19637	268		30461	66662

3.4.4. Type de monnaie ou devise utilisée pour les affaires et pour la comptabilité en 2019

Dans l'ensemble, seulement 36092 entreprises sur les 66662 entreprises recensées avec succès ont pu répondre, parmi lesquelles 35730 font leurs affaires et leur comptabilité en Franc CFA (98,9%) alors que très peu d'entreprises (0,2%) utilisent, soit

le Dollar, l'Euro, le Yen ou la Livre sterling. Ce fort taux d'utilisation du Franc CFA dans les transactions est observé par type d'entreprise, à savoir les entreprises à établissement unique (99,5%), les établissements sièges (96,5%) et les établissements secondaires (55,1%) (Cf. Tableau 45)

TABLEAU 45 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et la monnaie ou devise utilisée principalement pour les affaires

Monnaie ou devise utilisée principalement pour faire les affaires	Nature de l'entreprise			
	Unique	Siège	Secondaire	Total
FCFA	35013	529	188	35730
Dollar US (\$)	7	2	2	11
Euro (€)	37	8	1	46
Yen (¥)	9	1	0	10
Livre sterling (£)	2	0	0	2
Autre (à préciser)	19	1	0	20
Non déclaré	116	7	150	273
Total éligible	35203	548	341	36092
Non concerné	28376	111	2083	30570
Total GABON	63579	659	2424	66662

3.5. Production des entreprises en termes de chiffre d'affaires hors taxes en 2019 et 2020

Les entreprises sont regroupées en 7 classes selon le montant du chiffre d'affaires annuel hors taxes, à savoir : Moins de 100000 FCFA ; de 100000 à moins d'un million FCFA ; un million à moins de 30 millions FCFA ; 30 à moins de 100 millions FCFA ; 100 millions à moins d'un milliard FCFA ; un milliard à moins de 3 milliards FCFA ; 3 milliards FCFA et plus.

Cette stratification des entreprises permet de respecter et de satisfaire les programmes nationaux en matière de classification des entreprises en micro, PME et PMI pour le suivi de l'activité économique nationale.

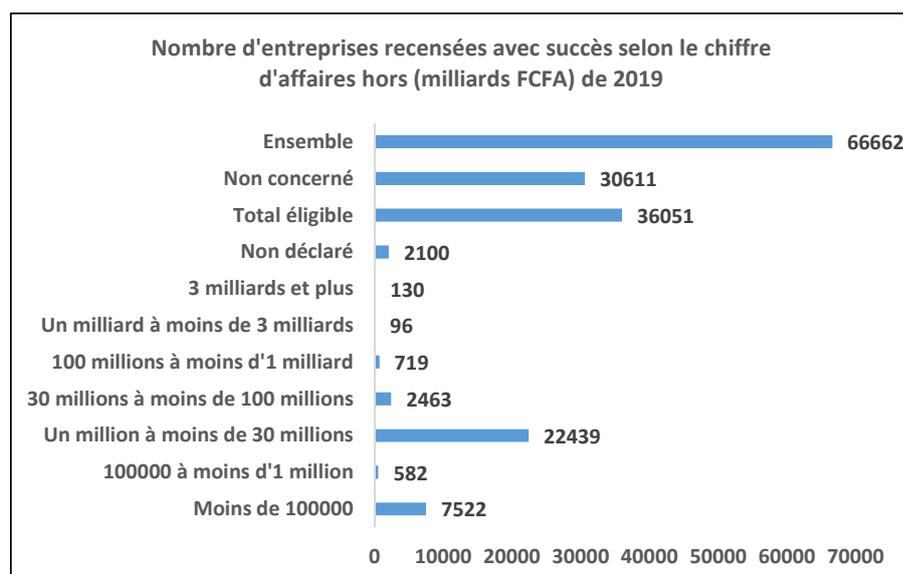
3.5.1. Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant du chiffre d'affaires hors taxes de 2019

Le chiffre d'affaires hors taxes de 2019 est renseigné par les entreprises qui ont démarré leurs activités avant l'année 2020. Ainsi, sur les 66662 entreprises recensées avec succès, 36051 sont éligibles dont 33951 entreprises (94,2%) ont déclaré leur chiffre d'affaires contre 2100 entreprises (5,8%) qui ne l'ont pas fait. Il se dégage que la plupart de ces entreprises (22429, soit 62,2%) ont fait un chiffre d'affaires compris entre un million et 30 millions FCFA en

2019 ; 8104 entreprises (22,5%) ont un chiffre d'affaires de moins d'un million FCFA ; 2463 entreprises (6,8%) ont entre 30-100 millions FCFA ; 719 entreprises (2,0%) ont entre 100 millions FCFA et moins d'un milliard FCFA, alors que 226 entreprises (0,7%) ont fait un chiffre d'affaires d'au moins un milliard FCFA.

Toutefois, 7522 entreprises (20,9%) ont un chiffre d'affaires de moins de 100000 FCFA. (Cf. Graphique 18)

GRAPHIQUE 18 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires (en FCFA) de 2019



En croisant le chiffre d'affaires de 2019 et les effectifs employés en 2019, il est constaté que 19206 entreprises (70,4%) ayant 1-4 employés ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre un million FCFA et 30 millions FCFA en 2019. Par contre, 3185 entreprises (10,8%) de

moins de 200 employés ont réalisé un chiffre d'affaires d'au moins 30 millions FCFA. Le recensement fait ressortir la forte représentativité des micro-entreprises dans le tissu économique du Gabon même si les entreprises de grande taille détiennent le chiffre d'affaires le plus élevé. (Cf. Tableau 46)

TABLEAU 46 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires (en FCFA) de 2019 et le nombre d'employés de 2019

Chiffre d'affaires HT de 2019	Total Employés en 2019							1000 et Non		Total	
	Aucun	1 - 4	5 - 9	10 - 29	30 - 99	100 - 199	200 - 999	plus	Non déclaré		concerné
Moins de 100000	47	3885	52	33	3	0	0	0	4	3498	7522
100000 à moins d'1 million	0	505	8	0	1	0	0	0	0	68	582
Un million à moins de 30 millions	2	19206	600	290	35	5	4	0	3	2294	22439
30 millions à moins de 100 millions	0	1885	245	174	13	0	1	0	2	143	2463
100 millions à moins d'1 milliard	0	349	135	155	46	6	1	0	2	25	719
Un milliard à moins de 3 milliards	0	16	12	24	29	5	5	0	1	4	96
3 milliards et plus	2	25	2	9	28	27	28	5	0	4	130
Non déclaré	1	1396	141	115	54	11	5	0	196	181	2100
Total éligible	52	27267	1195	800	209	54	44	5	208	6217	36051
Non concerné	0	3437	93	55	8	3	1	0	2	27012	30611
Total GABON	52	30704	1288	855	217	57	45	5	210	33229	66662

Selon la nature de l'entreprise, il se dégage que les 32573 entreprises à établissement unique (92,6%) sont majoritairement des micro-entreprises avec une concentration du chiffre d'affaires hors taxes de moins de

100 millions FCFA. Par contre, 772 entreprises à établissement unique (2,2%) font un chiffre d'affaires de 100 millions de FCFA et plus. 1833 entreprises (5,2%) n'ont pas déclaré leur chiffre d'affaire hors taxes. (Cf. Tableau 47)

TABLEAU 47 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon leur nature et le chiffre d'affaires hors taxes (en FCFA) de 2019

Chiffre d'affaires HT de 2019	Nature de l'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Moins de 100000	7443	62	17	7522
100000 à moins d'1 million	580	1	1	582
Un million à moins de 30 millions	22192	188	59	22439
30 millions à moins de 100 millions	2358	87	18	2463
100 millions à moins d'1 milliard	648	63	8	719
Un milliard à moins de 3 milliards	65	25	6	96
3 milliards et plus	59	65	6	130
Non déclaré	1833	86	181	2100
Total éligible	35178	577	296	36051
Non concerné	28401	82	2128	30611
Total GABON	63579	659	2424	66662

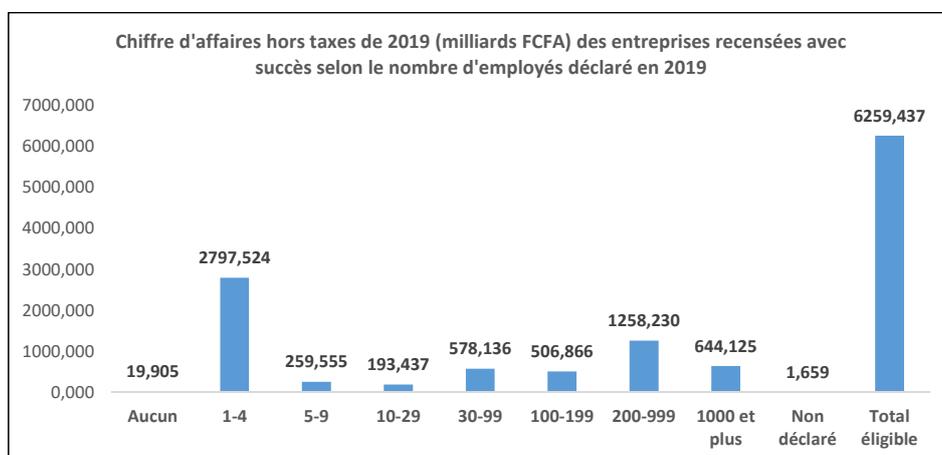
3.5.2. Évaluation du chiffre d'affaires hors taxes de 2019 des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés déclaré en 2019

Dans l'ensemble, parmi les 33433 entreprises éligibles, seulement 23904 entreprises (71,5%) ont déclaré leur chiffre d'affaires hors taxes de 2019 qui s'élève à 6259,437 milliards de FCFA.

La distribution de ce chiffre d'affaires hors taxes de 2019 selon la taille des entreprises en termes du nombre de personnes employées en 2019 montre que 48,8% du chiffre d'affaires (3057,079 milliards FCFA) est dégagé par les micro-entreprises (moins de 10 employés) ; 12,3% du chiffre d'affaires (771,573 milliards FCFA) provient des petites entreprises (10-99 employés) ; seulement 8,1% du chiffre d'affaires (506,866 milliards FCFA) est dégagé par les moyennes entreprises (100-199 employés) et 30,4% du chiffre d'affaires (1902,355 milliards FCFA) est dégagé par les grandes entreprises (au moins 200 employés) ; 0,3% du chiffre d'affaires (19,905 milliard FCFA) est réalisé par les entreprises recensées n'ayant déclaré aucun employé en 2019 est de (0,3%).

Cependant, les entreprises ayant omis de déclarer leurs employés ont fait un chiffre d'affaires de 1,659 milliard FCFA. Toutefois, il importe de dire que cette évaluation aurait pu être plus satisfaisante si les opérateurs économiques coopéraient mieux. (Cf. Graphique 19)

GRAPHIQUE 19 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes de 2019 (en milliards FCFA) des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés déclaré en 2019



La distribution du chiffre d'affaires hors taxes de 2019 est présentée ci-dessous selon la taille des entreprises en 2019 et le nombre d'entreprises qui y ont contribué de par leur déclaration au recensement. Toutefois, il faut noter la réticence de certains opérateurs économiques en matière de déclaration statistique, car seulement 23904 sur 33433 entreprises éligibles (71,5%) ont déclaré leur chiffre d'affaires hors taxes de 2019 ; ce qui conduit à un chiffre d'affaires moyen hors taxes de 261857304 FCFA par entreprise en 2019. (Cf. Tableau 48)

TABLEAU 48 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA) de 2019 selon la taille des entreprises

Employés de 2019	Entreprises recensées	Entreprises ayant déclaré leur chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires (HT)	
			(Milliards FCFA)	%
Aucun	52	4	19,905	0,3
1-4	30704	21999	2797,524	44,7
5-9	1288	1002	259,555	4,1
10-29	855	652	193,437	3,1
30-99	217	152	578,136	9,2
100-199	57	43	506,866	8,1
200-999	45	39	1258,230	20,1
1000 et plus	5	5	644,125	10,3
Non déclaré	210	8	1,659	0,0
Total éligible	33433	23904	6259,437	100,0
Non concerné	33229			
Total GABON	66662			

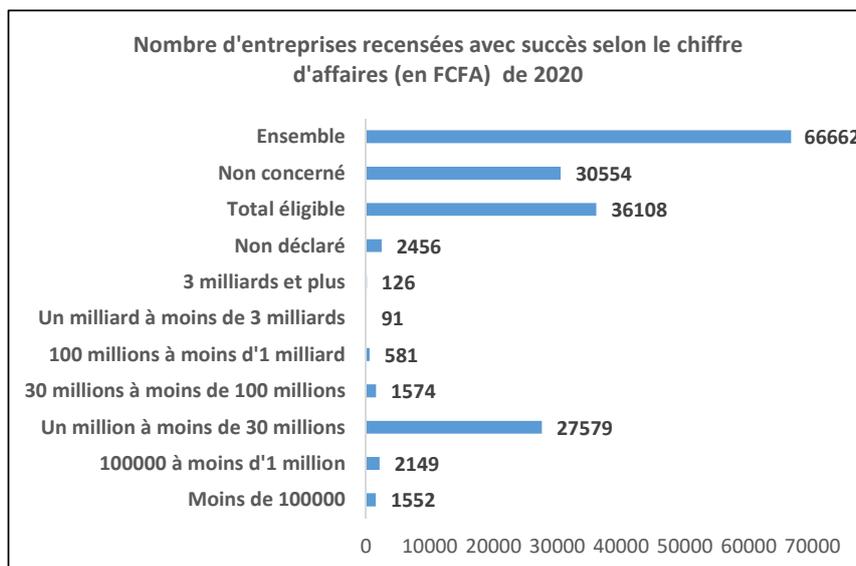
3.5.3. Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant du chiffre d'affaires de 2020

Le chiffre d'affaires hors taxes est évalué pour les entreprises ayant démarré leurs activités avant 2021. Ainsi, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 30108 entreprises sont éligibles et les 30554 autres entreprises ne sont pas concernées par cette question.

Cependant, 2456 entreprises ne se sont pas prononcées. Au total, 33652 entreprises ont déclaré leur chiffre d'affaires

parmi lesquelles 27579 ont fait un chiffre d'affaires compris entre un million FCFA et moins de 30 millions FCFA (76,4%) ; 3701 entreprises ont fait moins d'un million FCFA (10,3%) ; 2155 entreprises ont réalisé un chiffre d'affaires compris entre 30 millions FCFA et moins d'un milliard FCFA. Seulement 207 entreprises (0,6%) ont réalisé au moins 3 milliards FCFA de chiffre d'affaires en 2020. (Cf. Graphique 20)

GRAPHIQUE 20: Répartition des entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires (en FCFA) de 2020



La structure de distribution du chiffre d'affaires hors taxes de 2020 est analogue à celle observée en 2019 selon la nature de l'entreprise, quant au poids représenté par les entreprises à établissement unique dont le montant du chiffre d'affaires réalisé est compris entre un million FCFA et moins de 30 millions FCFA (27261 entreprises, soit 77,4%). Il en est ainsi pour les établissements sièges (246 entreprises, soit 41,7%). (Cf. Tableau 49)

TABLEAU 49 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant déclaré leur chiffre d'affaires hors taxes (en FCFA) de 2020 selon leur nature

Chiffre d'affaires HT de 2020	Nature de l'entreprise			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Moins de 100000	1507	39	6	1552
100000 à moins d'1 million	2138	9	2	2149
Un million à moins de 30 millions	27261	246	72	27579
30 millions à moins de 100 millions	1491	71	12	1574
100 millions à moins d'1 milliard	522	49	10	581
Un milliard à moins de 3 milliards	62	24	5	91
3 milliards et plus	56	63	7	126
Non déclaré	2182	89	185	2456
Total éligible	35219	590	299	36108
Non concerné	28360	69	2125	30554
Total GABON	63579	659	2424	66662

La structure du chiffre d'affaires croisée avec celle de l'emploi fait ressortir une forte concentration des entreprises qui ont réalisé un chiffre d'affaires de moins d'un milliard FCFA pour une taille de moins de 100 employés (33390 entreprises, soit

92,5% des 36092 entreprises éligibles). Toutefois, la forte représentativité des entreprises ayant réalisé un chiffre d'affaires hors taxes d'un million FCFA à 30 millions FCFA (27573 entreprises, soit 76,4%) est confirmée. En effet, il faut souligner que l'activité des entreprises en 2020 a été perturbée par

les effets de la pandémie liée à la Covid-19.
(Cf. Tableau 50)

TABLEAU 50 : Répartition du nombre d'entreprises recensées avec succès selon le chiffre d'affaires hors taxes (en FCFA) et l'effectif employé au 31 décembre 2020

Chiffre d'affaires HT de 2020	Total Employés au 31/12/2020										Total
	Aucun	1 - 4	5 - 9	10 - 29	30 - 99	100 - 199	200 - 999	1000 et plus	Non déclaré	Non concerné	
Moins de 100000	324	1118	54	23	9	1	0	0	9	14	1552
100000 à moins d'1 million	18	2116	12	3	0	0	0	0	0	0	2149
Un million à moins de 30 millions	120	26520	643	285	5	5	0	0	1	0	27579
30 millions à moins de 100 millions	7	1127	241	172	21	3	3	0	0	0	1574
100 millions à moins d'1 milliard	0	190	146	179	57	6	2	0	1	0	581
Un milliard à moins de 3 milliards	0	3	15	33	33	2	5	0	0	0	91
3 milliards et plus	2	6	1	18	28	32	32	4	3	0	126
Non déclaré	82	1626	165	135	60	9	3	0	374	2	2456
Total éligible	553	32706	1277	848	213	58	45	4	388	16	36108
Non concerné	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30554	30554
Total GABON	553	32706	1277	848	213	58	45	4	388	30570	66662

3.5.4. Évaluation du chiffre d'affaires de 2020 des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020

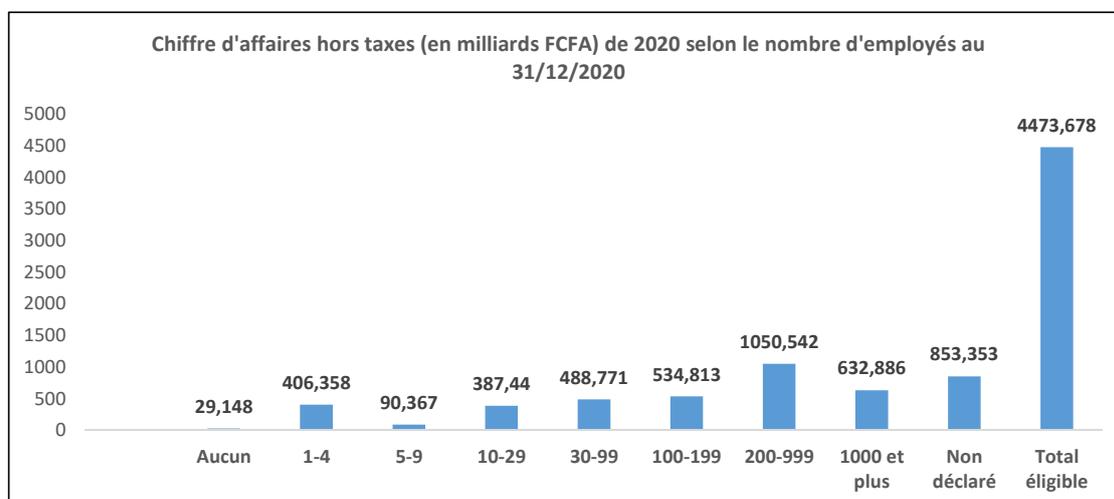
Dans l'ensemble, parmi les 36092 entreprises éligibles, seulement 32153 entreprises (89,1%) ont déclaré leur chiffre d'affaires hors taxes de 2020 qui s'élève à 4473,678 milliards FCFA.

La distribution de ce chiffre d'affaires hors taxes de 2020 selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020 montre que 11,8% du chiffre d'affaires (565,873 milliards FCFA) est dégagé par les micro-entreprises (moins de 10 employés) ; 19,6% du chiffre d'affaires (876,211 milliards FCFA) provient des très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 12,0% du chiffre d'affaires (534,813 milliards FCFA) est dégagé par les moyennes entreprises (100-199

employés) et 37,6% du chiffre d'affaires (1683,4283 FCFA) est dégagé par les grandes entreprises (au moins 200 employés). Cependant, les entreprises n'ayant déclaré aucun employé en 2020 ont dégagé un chiffre d'affaires de 853,353 milliards de FCFA (19,1%).

En effet, force est de dire que le niveau faible du chiffre d'affaires hors taxes déclaré par les micro-entreprises et les petites entreprises est tributaire en partie de la suspension des activités lors de la pandémie liée à la Covid-19, même s'il reste aussi affecté par les réserves de déclaration de la part des opérateurs économiques. (Cf. Graphique 21)

GRAPHIQUE 21 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA) de 2020 des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020



La structure du chiffre d'affaires hors taxes déclaré par les entreprises est présentée ci-dessous selon leur taille en termes du nombre d'employés utilisés en 2020 et le nombre d'entreprises qui y ont contribué de par leur déclaration au recensement. Ainsi, les 32153 entreprises recensées avec succès qui ont déclaré leur chiffre d'affaires de 2020 parmi les 36092 ayant déclaré leurs employés au 31/12/2020 ont réalisé un chiffre d'affaires moyen hors taxes de 139137187 FCFA. (Cf. Tableau 51)

TABLEAU 51 : Répartition du chiffre d'affaires hors taxes (en milliards de FCFA) de 2020 selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020

Employés au 31/12/2020	Entreprises recensées	Entreprises ayant déclaré leur chiffre d'affaires HT	Chiffre d'affaires HT (Milliards FCFA)	%
Aucun	553	148	29,148	0,7
1-4	32706	30014	406,358	9,1
5-9	1277	1058	90,367	2,0
10-29	848	690	387,44	8,7
30-99	213	144	488,771	10,9
100-199	58	48	534,813	12,0
200-999	45	42	1050,542	23,5
1000 et plus	4	4	632,886	14,1
Non déclaré	388	5	853,353	19,1
Total éligible	36092	32153	4473,678	100
Non concerné	30570			
Total GABON	66662			

3.6. Coûts liés à l'activité des entreprises en 2019 et 2020

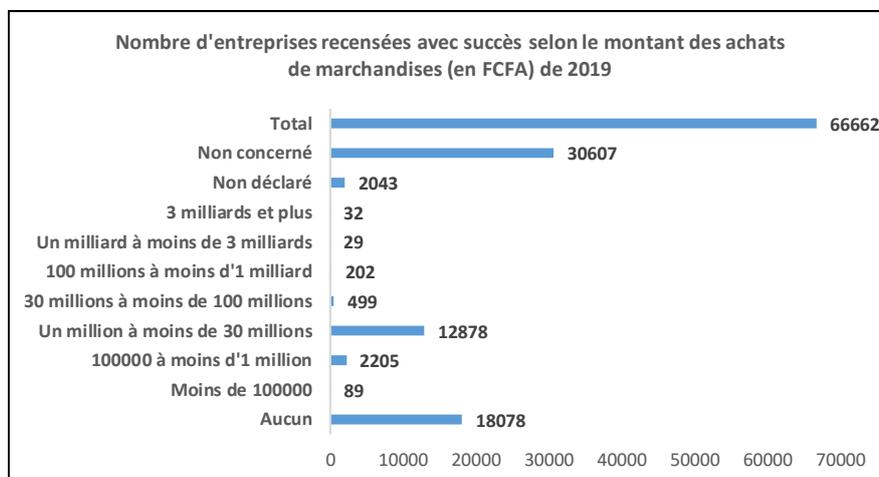
Les coûts liés à l'activité de l'entreprise sont généralement les coûts d'exploitation qui se décomposent en charges commerciales (coûts d'achat des marchandises) pour la détermination de la marge brute lorsqu'une entreprise a une activité commerciale en dehors de sa production principale ; les consommations intermédiaires qui sont des biens acquis pour la production de l'entreprise. Ces charges de production des ventes viennent en déduction de la production pour dégager la valeur ajoutée qui est la richesse de l'entreprise (en termes de profit) et qui permet d'évaluer la production intérieure brute au niveau national.

3.6.1. Dépenses liées aux achats de marchandises de 2019

Dans l'ensemble, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 36055 entreprises ont répondu pour déclarer leurs dépenses d'achat de marchandises en 2019 et 30607 ne sont pas concernées. Parmi ces 36055 entreprises éligibles, 2043 entreprises ne se sont pas prononcées (5,1%) ;

18078 entreprises (50,1%) ont déclaré n'avoir fait aucun achat ; 15172 entreprises ont dépensé moins de 30 millions pour les acquisitions de marchandises ; 762 entreprises (2,1%) en ont dépensé au moins 30 millions FCFA. (Cf. Graphique 22)

GRAPHIQUE 22 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats de marchandises (en FCFA) de 2019



Dans l'ensemble, le montant total des achats de marchandises en 2019 s'élève à 955,081 milliards de FCFA dont 384,759 milliards FCFA (40,2%) dépensés par les 14178 micro-entreprises (1-9 employés) ; 199,793 milliards FCFA (20,9%) par les 323 très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 229,752 milliards FCFA (24,1%) par les 18 moyennes entreprises et 140,637 milliards FCFA (14,8%) par les 11 grandes entreprises ayant acheté des marchandises. (Cf. Tableau 52)

TABLEAU 52 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés et le montant des achats de marchandises (milliards FCFA) en 2019

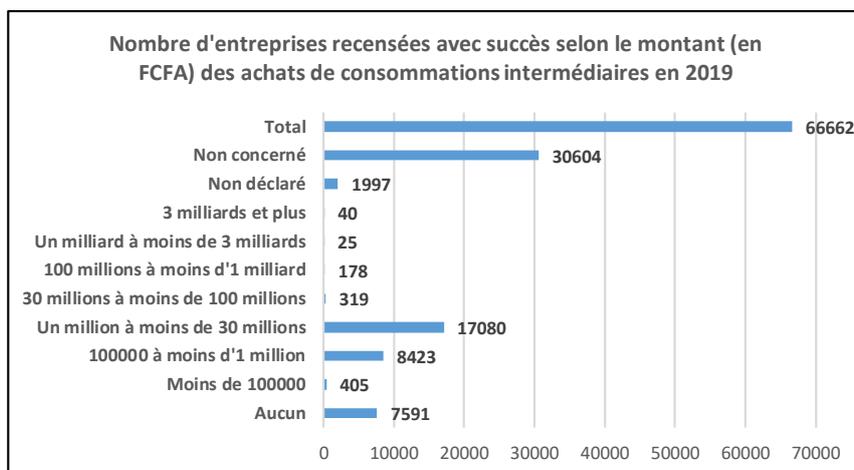
Nombre d'employés en 2019	Entreprises recensées	Entreprises ayant acheté les marchandises	Achats de marchandises 2019 (Milliards FCFA)	%
Aucun	52	1	0,000	0,0
1-4	30704	13725	364,255	38,1
5-9	1288	453	20,504	2,1
10-29	855	263	40,097	4,2
30-99	217	60	159,696	16,7
100-199	57	18	229,752	24,1
200-999	45	9	111,275	11,7
1000 et plus	5	2	29,362	3,1
Non déclaré	210	2	0,140	0,0
Total éligible	33433	14533	955,081	100
Non concerné	33229			
Total GABON	66662	14533	955,081	

3.6.2. Dépenses liées aux achats des consommations intermédiaires de 2019

Dans l'ensemble, sur les 66662 entreprises recensées avec succès, 36058 entreprises sont éligibles pour répondre à la question sur les acquisitions des consommations intermédiaires en 2019 et les 30604 autres entreprises ne sont pas concernées. Ainsi parmi ces 36068 entreprises

éligibles, 7591 entreprises (21,1%) ont déclaré n'avoir pas acquis des consommations intermédiaires en 2019 ; 25908 entreprises (71,9%) ont fait des acquisitions pour moins de 30 millions FCFA ; 562 entreprises (1,6%) en ont dépensé 30 millions et plus. (Cf. Graphique 23)

GRAPHIQUE 23 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats des consommations intermédiaires (en FCFA) en 2019



En 2019, le montant des achats de consommations intermédiaires s'élève à 3305,095 milliards FCFA dont 2734,368 milliards FCFA (82,7%) sont dépensés par les 23026 micro-entreprises (1-

9 employés) ; 154,137 milliards FCFA (5,0%) dépensés par les 797 très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 108,895 milliards FCFA (3,3%) dépensés par les 41 moyennes entreprises (100-199 employés) et 307,663 milliards FCFA (9,3%) dépensés par les 37 grandes entreprises (200 employés et plus). (Cf. Tableau 53)

TABLEAU 53 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés et le montant des consommations intermédiaires (en FCFA) en 2019

Total des employés de 2019	Entreprises recensées	Entreprises ayant acheté les consommations intermédiaires	Consommations intermédiaires 2019 (Milliards FCFA)	%
Aucun	52	2	0,002	0,0
1-4	30704	22013	2653,470	80,3
5-9	1288	1013	80,898	2,4
10-29	855	650	30,578	0,9
30-99	217	147	123,559	3,7
100-199	57	41	108,895	3,3
200-999	45	33	132,746	4,0
1000 et plus	5	4	174,917	5,3
Non déclaré	210	6	0,030	0,0
Total éligible	33433	23909	3305,095	100,0
Non concerné	33229			
Total GABON	66662	23909	3305,095	

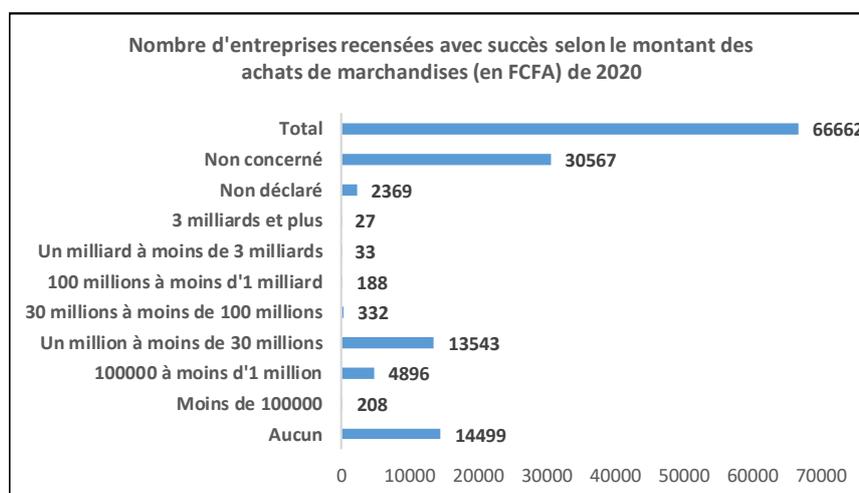
3.6.3. Dépenses liées aux achats de marchandises de 2020

Dans l'ensemble, en 2020, parmi les 66662 entreprises recensées avec succès, 36095 entreprises ont déclaré leurs dépenses liées aux achats de marchandises et 30567 ne sont pas concernées par la question.

Parmi ces 36095 entreprises éligibles, 2369 entreprises (6,6%) ne se sont

pas prononcées ; 14499 entreprises (40,2%) ont déclaré n'avoir fait aucun achat ; 18647 entreprises (51,7%) ont dépensé moins de 30 millions FCFA ; 580 entreprises (1,6%) ont dépensé au moins 30 millions FCFA pour les achats de marchandises en 2020. (Cf. Graphique 24)

GRAPHIQUE 24 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats de marchandises (en FCFA) de 2020



Dans l'ensemble, en 2020, le montant total des achats de marchandises s'élève à 900,335 milliards de FCFA dont 221,478 milliards FCFA (24,6%) dépensés par les 18862 micro-entreprises (1-9 employés) ; 237,793 milliards FCFA (26,4%) par

les 346 très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 299,852 milliards FCFA (33,3%) par les 17 moyennes entreprises et 140,777 milliards FCFA (15,6%) par les 14 grandes entreprises ayant acheté des marchandises. (Cf. Tableau 54)

TABLEAU 54 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020 et le montant des achats de marchandises (en milliards FCFA) de 2020

Total des employés au 31/12/2020	Entreprises recensées	Entreprises ayant acheté des marchandises	Achats des marchandises de 2020 (Milliards FCFA)	%
Aucun	553	88	0,435	0,0
1-4	32706	18464	192,581	21,4
5-9	1277	398	28,897	3,2
10-29	848	206	48,471	5,4
30-99	213	40	189,322	21,0
100-199	58	17	299,852	33,3
200-999	45	12	113,081	12,6
1000 et plus	4	2	27,696	3,1
Non déclaré	388	0	0,000	0,0
Total éligible	36092	19227	900,335	100,0
Non concerné	30570			
Total GABON	66662	19227	900,335	

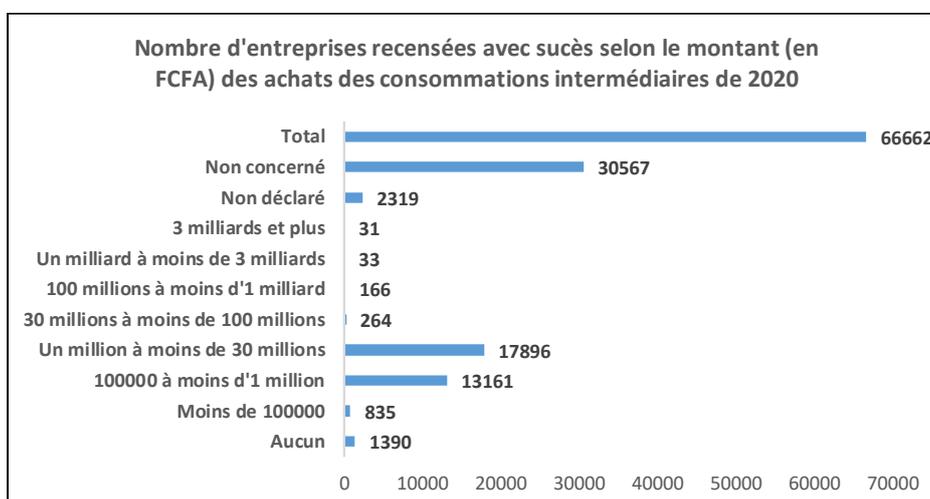
3.6.4. Dépenses liées aux consommations intermédiaires de 2020

Dans l'ensemble, en 2020, sur les 66662 entreprises recensées avec succès, 36095 entreprises sont éligibles pour répondre à la question sur les acquisitions des consommations intermédiaires et les 30567 autres entreprises ne sont pas concernées.

Ainsi parmi ces 36095 entreprises éligibles, il se dégage que 1390 entreprises

(3,9%) ont déclaré n'avoir pas acquis des consommations intermédiaires en 2020 ; 31892 entreprises (88,4%) ont fait des acquisitions pour moins de 30 millions FCFA ; 494 entreprises (1,4%) en ont dépensé 30 millions et plus ; 2319 entreprises (6,4%) ne se sont pas prononcées. (Cf. Graphique 25)

GRAPHIQUE 25 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des achats des consommations intermédiaires (en FCFA) en 2020



Dans l'ensemble, en 2020, le montant des achats de consommations intermédiaires s'élève à 649,128 milliards FCFA dont 80,580 milliards FCFA (12,4%) sont dépensés par les 31281 micro-entreprises (1-9 employés) ; 133,934 milliards FCFA (20,7%) dépensés par les 838 très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 157,538 milliards FCFA (24,3%) dépensés par les 43 moyennes entreprises (100-199 employés) et 262,708 milliards FCFA (40,5%) dépensés par les 39 grandes entreprises (200 employés et plus) ; 14,064 milliards FCFA (2,2%) dépensés par les 2 entreprises n'ayant pas déclaré leurs employés en 2020. (Cf. Tableau 55)

TABLEAU 55 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés et le montant des consommations intermédiaires (en milliards FCFA) en 2020

Total des employés au 31/12/2020	Entreprises recensées	Entreprises ayant acheté des consommations intermédiaires	Achats des consommations intermédiaires de 2020 (Milliards FCFA)	%
Aucun	553	183	0,304	0,0
1-4	32706	30194	63,855	9,8
5-9	1277	1087	16,725	2,6
10-29	848	694	40,708	6,3

Total des employés au 31/12/2020	Entreprises recensées	Entreprises ayant acheté des consommations intermédiaires	Achats des consommations intermédiaires de 2020 (Milliards FCFA)	%
30-99	213	144	93,226	14,4
100-199	58	43	157,538	24,3
200-999	45	36	101,711	15,7
1000 et plus	4	3	160,997	24,8
Non déclaré	388	2	14,064	2,2
Total éligible	36092	32386	649,128	100,0
Non concerné	30570			
Total GABON	66662	32386	649,128	

3.7. Contraintes liées à l'activité des entreprises recensées en 2021-2022

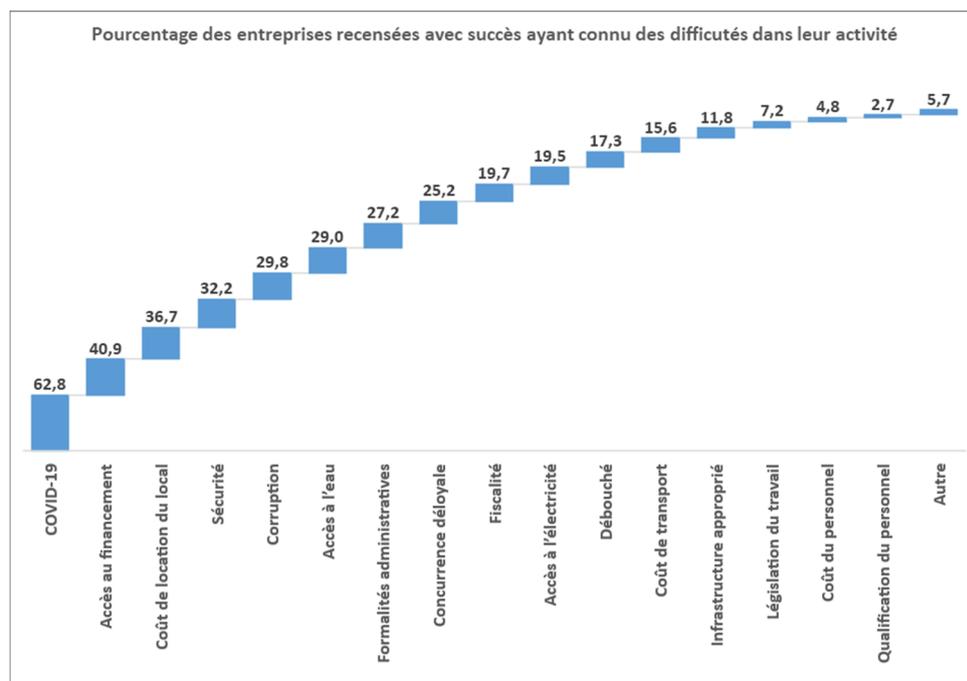
3.7.1. Classement des problèmes déclarés par les entreprises recensées avec succès

Les problèmes connus par les entreprises recensées dans l'activité sont graduels et sont classés du plus grand au plus petit selon leurs déclarations. La contrainte la plus évidente qui a plus affectée leurs activités est l'impact de la Covid-19 selon les déclarations de 62,8% des entreprises. Suivent les problèmes de financement (40,9%) et le coût élevé du local (36,7%) qui constituent les trois principales contraintes liées à leurs activités.

Toutefois, malgré ces trois problèmes prioritaires, les autres problèmes

suivants sont non négligeables à savoir : l'insécurité (32,2%), la corruption (29,8%), les difficultés d'accès à l'eau (29,0%), la lourdeur dans les formalités administratives (27,2%), la concurrence déloyale (25,2%), la fiscalité (19,7%), les difficultés d'accès à l'électricité (19,6%), le problème de débouché (17,3%), le coût élevé de transport (15,6%), l'infrastructure inappropriée (11,8%), le non-respect de la législation du travail (7,2%), le coût élevé du personnel (4,2%), la qualification du personnel (2,7%). (Cf. Graphique 26)

GRAPHIQUE 26 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les difficultés rencontrées dans leur activité



3.7.2. Stratification des problèmes des entreprises recensées avec succès selon le dualisme entre le secteur formel et le secteur informel

Les difficultés que connaissent les entreprises recensées sont fonction du secteur dans lequel elles exercent. Les problèmes liés aux activités formelles ne sont pas ceux des activités informelles. C'est pour dire que le dualisme entre le secteur formel et le secteur informel est aussi à étudier dans la stratification et la construction de l'arbre à problèmes des entreprises pour bien orienter les politiques économiques qui s'exerceraient en faveur des entreprises au Gabon.

En effet, l'impact de la Covid-19 est un problème de santé qui a affecté le tissu économique national et aucune entreprise n'a été épargnée quel que soit son secteur d'activité même si elle semble plus toucher les entreprises du secteur formel (73,4%) que celles du secteur informel (56,9%).

Toutefois, les deux secteurs connaissent les mêmes problèmes à des degrés différents : si le secteur formel semble plus affecté par la concurrence déloyale (26,5%), le coût élevé de location du local (40,6%), la corruption (32,0%) et le coût élevé de transport (16,5%), le secteur informel de son côté est plus confronté aux problèmes d'accès à l'électricité (20,9%), d'accès au financement (43,3%), de débouché (17,8%), de fiscalité (21,2%), de formalités administratives (37,0%), d'infrastructure appropriée (13,2%) et de sécurité (32,9%). (Cf. Tableau 56)

TABLEAU 56 : Répartition des entreprises recensées avec succès (%) ayant déclaré les problèmes liés à leur activité

Difficultés rencontrées	Entreprises recensées		
	Secteur formel	Secteur informel	Ensemble
Accès à l'électricité	18,8	20,9	19,5
Accès à l'eau	27,8	29,8	29,0
Accès au financement	37,2	43,3	40,9
Concurrence déloyale	26,5	24,6	25,2
Coût de location du local	40,6	34,5	36,7
Coût du personnel	7,6	3,1	4,8
Coût de transport	16,5	15,2	15,6
Corruption	32,0	28,6	29,8
Débouché	16,6	17,8	17,3
Fiscalité	17,3	21,2	19,7
Formalités administratives	10,8	37,0	27,2
Législation du travail	3,9	9,2	7,2
Infrastructure approprié	9,4	13,2	11,8
Qualification du personnel	3,3	2,3	2,7
Sécurité	31,1	32,9	32,2
COVID-19	73,4	56,9	62,8
Autre	7,0	5,0	5,7



CHAPITRE 4 : EMPLOIS ET SALAIRES DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2019 ET 2020

4.1. Niveau d'emploi dans les entreprises recensées en 2019 et 2020

L'emploi est observé pour les années 2019 et 2020 et a considéré, d'une part, l'effectif total employé par l'entreprise dans l'année, toute situation confondue (permanent, apprenti, retraité, décédés), duquel on dégage l'effectif rémunéré de l'entreprise ; d'autre part, l'effectif net au 31 décembre qui est un solde de fin d'année comptable (en éliminant tous les départs dont les retraités, les licenciés, ceux ayant démissionné, ceux qui sont décédés). Les analyses portent sur les entreprises recensées avec succès dont les informations les concernant existent en 2019 et 2020.

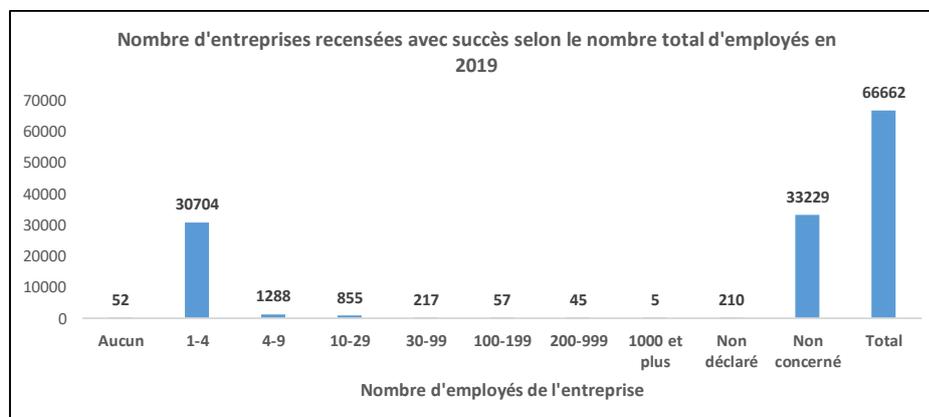
La stratification de ces entreprises obéit à certains critères économiques en vue de répondre aux objectifs fixés dans les plans et programmes de développement. Les orientations de politique nationale au niveau de l'emploi doivent répondre, d'une part, à l'assiette fiscale ; d'autre part à la promotion de l'entrepreneuriat. Ainsi, pour satisfaire ces objectifs nationaux, les classes constituées sont englobantes pour répondre à toute préoccupation (fiscale, entrepreneuriale). Ainsi, les entreprises sont regroupées en classes de taille en termes du nombre d'employés : 0-4 employés ; 5-9 employés ; 10-29 employés ; 30-99 employés ; 100-199 employés ; 200-999 employés ; 1000 employés et plus.

4.1.1. Répartition des entreprises recensées selon le nombre d'employés déclarés en 2019

Il faut noter que l'emploi en 2019 concerne uniquement toutes les entreprises créées et ayant démarré leurs activités avant l'année 2020 en excluant celles créées en 2021 et 2022. Au total, 33433 entreprises sont éligibles pour répondre aux questions sur l'emploi en 2019 dont 33171 entreprises ont déclaré avoir les employés ; 52 entreprises ont déclaré n'avoir aucun employé et 210 entreprises se sont abstenues.

En effet, il est constaté l'importance des micro-entreprises dans le tissu économique du Gabon car, en 2019, les entreprises de moins de 10 employés (31992 entreprises) couvrent 95,7% de l'ensemble des 33433 entreprises ayant déclaré leurs effectifs employés en 2019. Par contre, 30704 entreprises (91,8%) ont moins de 5 employés. (Cf. Graphique 27)

GRAPHIQUE 27 : Répartition des entreprises recensées avec succès et ayant démarré leurs activités avant 2020 selon le nombre total de personnes employées en 2019



Cette structure de l'emploi est observée également selon la nature de l'établissement, que ce soit pour les entreprises à établissement unique que pour les établissements sièges et les établissements se-

condaires. Ainsi, en 2019, au total, 107811 employés sont déclarés par 33171 entreprises en 2019 dont 42714 employés (39,6%) déclarés dans les 30704 entreprises de 1-4 personnes ; 8073 employés (7,5%) dans les 1288 entreprises de 5-9 personnes ; 12959 employés (12,0%) dans les 855 entreprises de 10-29 personnes ; 11030 employés (10,2%) dans les 217 entreprises de 30-99 personnes ; 7948 employés (7,4%) dans les 57 entreprises de 100-999 personnes ; 17740 employés (16,5%) dans les 45 entreprises de 200-999 personnes ; 7847 employés (6,8%) dans les 5 entreprises de 1000 personnes et plus. (Cf. Tableau 57)

TABLEAU 57 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon par nature selon le nombre d'employés en 2019

Total Employés en 2019	Nature de l'entreprise				Employés 2019	
	Unique	Siège	Secondaire	Total		%
Aucun	16	33	3	52	0	0
1-4	30295	283	126	30704	42714	39,6
4-9	1223	47	18	1288	8073	7,5
10-29	768	71	16	855	12959	12,0
30-99	160	50	7	217	11030	10,2
100-199	28	25	4	57	7948	7,4
200-999	20	24	1	45	17740	16,5
1000 et plus	1	4	0	5	7347	6,8
Non déclaré	55	3	152	210		
Total éligible	32566	540	327	33433	107811	100,0
Non concerné	31013	119	2097	33229		
Total GABON	63579	659	2424	66662	107811	

4.1.2. Répartition des entreprises recensées selon le nombre d'employés rémunérés déclarés en 2019

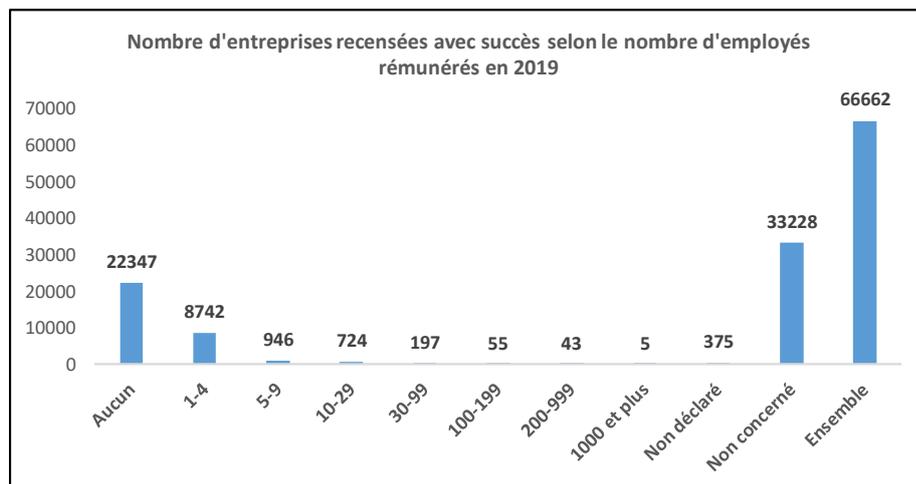
Dans l'ensemble, en 2019, parmi les 33434 entreprises recensées avec succès qui devaient répondre, seulement 10712 ont dé-

claré avoir un effectif total de 73302 employés rémunérés alors que 22347 autres entreprises n'ont pas d'employés rémunérés et 375 entreprises se sont abstenues. En

effet, il y a une sous-déclaration du nombre d'employés rémunérés dans les entreprises au regard du nombre élevé des entreprises

n'ayant pas d'employés rémunérés. (Cf. Graphique 28)

GRAPHIQUE 28 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés rémunérés en 2019



L'effectif des employés rémunérés est distribué selon la structure générale de l'emploi déclaré par les 10712 entreprises employant du personnel en 2019 parmi les 33059 entreprises recensées avec succès qui ont répondu à cette question.

Toutefois, il est constaté une certaine dissimulation de déclaration de l'emploi rémunéré par les entreprises recensées. Au total, 73302 employés rémunérés sont déclarés dont 20212 employés rémunérés (27,6%) pour les micro-entreprises de 1-9 personnes ; 21083 employés rémunérés (28,8%) pour les petites entreprises de 10-99 personnes ; 7567 employés rémunérés (10,3%) pour les moyennes entreprises de 100-199 personnes ; 24440 employés rémunérés (33,3%) pour les 48 grandes entreprises de 200 personnes et plus. En effet, parmi ces 73302 employés rémunérés, le sexe a été déclaré seulement pour 55145 employés rémunérés (75,2%) dont 38062 hommes rémunérés (69,0%) contre 17083 femmes rémunérées (31,0%). Cependant le sexe des 18157 autres employés rémunérés (24,8%) n'a pas été déclaré. (Cf. Tableau 58)

TABLEAU 58 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le nombre d'employés rémunérés en 2019

Total des employés rémunérés en 2019	Nature de l'entreprise				Total	Employés rémunérés en 2019	
	Unique	Siège	Secondaire	Total		2019	%
Aucun	22116	152	79	22347	0	0,0	
1-4	8518	168	56	8742	14097	19,2	
5-9	900	35	11	946	6115	8,3	
10-29	644	65	15	724	11106	15,2	
30-99	141	51	5	197	9977	13,6	
100-199	29	22	4	55	7567	10,3	
200-999	18	24	1	43	17346	23,7	
1000 et plus	1	4	0	5	7094	9,7	
Non déclaré	31012	119	2097	33228			
Total éligible	63379	640	2268	66287	73302	100,0	
Non concerné	200	19	156	375			

Total des employés rémunérés en 2019	Nature de l'entreprise				Employés rémunérés en 2019	
	Unique	Siège	Secondaire	Total	2019	%
Total GABON	63579	659	2424	66662	73302	

4.1.3. Répartition des entreprises recensées selon le nombre d'employés déclarés au 31 décembre 2019

Il est à noter qu'il s'agit ici de l'effectif net après déduction de tous les départs dans l'entreprise (retraite, licenciement, démission, décès) et concerne toutes les entreprises ayant démarré leurs activités avant l'année 2020.

Au total, 28375 entreprises ont déclaré 100391 employés au 31 décembre 2019 dont : 44296 employés (44,1%) pour les 27270 micro-entreprises de 1-9 personnes ; 22300 employés (22,2%) pour les 1001 petites entreprises de 10-99 personnes ; 7205 employés (7,2%) pour les 53 moyennes entreprises ; 26590 employés (26,5%) pour les 51 grandes entreprises de 200 personnes et plus. (Cf. Tableau 59)

TABLEAU 59 : Répartition des entreprises recensées avec succès ayant démarré leurs activités avant 2020 selon le nombre d'employés au 31 décembre 2019

Employés au 31/12/2019	Nature de l'entreprise				Employés au 31/12/2019	
	Unique	Siège	Secondaire	Total	31/12/2019	%
Aucun	4614	56	22	4692	0	0,0
1-4	25769	266	74	26109	36957	36,8
5-9	1096	48	17	1161	7339	7,3
10-29	702	80	17	799	12081	12,0
30-99	150	45	7	202	10219	10,2
100-199	23	26	4	53	7205	7,2
200-999	20	24	1	45	17588	17,5
1000 et plus	1	5	0	6	9002	9,0
Non déclaré	209	22	152	383	0	0,0
Total éligible	32584	572	294	33450	100391	100,0
Non concerné	30995	87	2130	33212		
Total GABON	63579	659	2424	66662	100391	

4.1.4. Répartition des entreprises recensées selon le nombre d'employés déclarés au 31 décembre 2020

Au 31 décembre 2020, au total, il a été déclaré 107637 employés dans les 35151 entreprises qui ont répondu. Le nombre d'employés déclaré au 31 décembre 2019 se répartit ainsi qu'il suit : 53451 employés (49,7%) pour les 33983 micro-entreprises de 1-9 personnes ; 23154

employés (21,5%) pour les 1061 petites entreprises de 10-99 personnes ; 7846 employés (7,3%) pour les 58 moyennes entreprises ; 23186 employés (21,5%) pour les 49 grandes entreprises de 200 personnes et plus. (Cf. Tableau 60)

TABLEAU 60 : Répartition des entreprises recensées par nature selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020

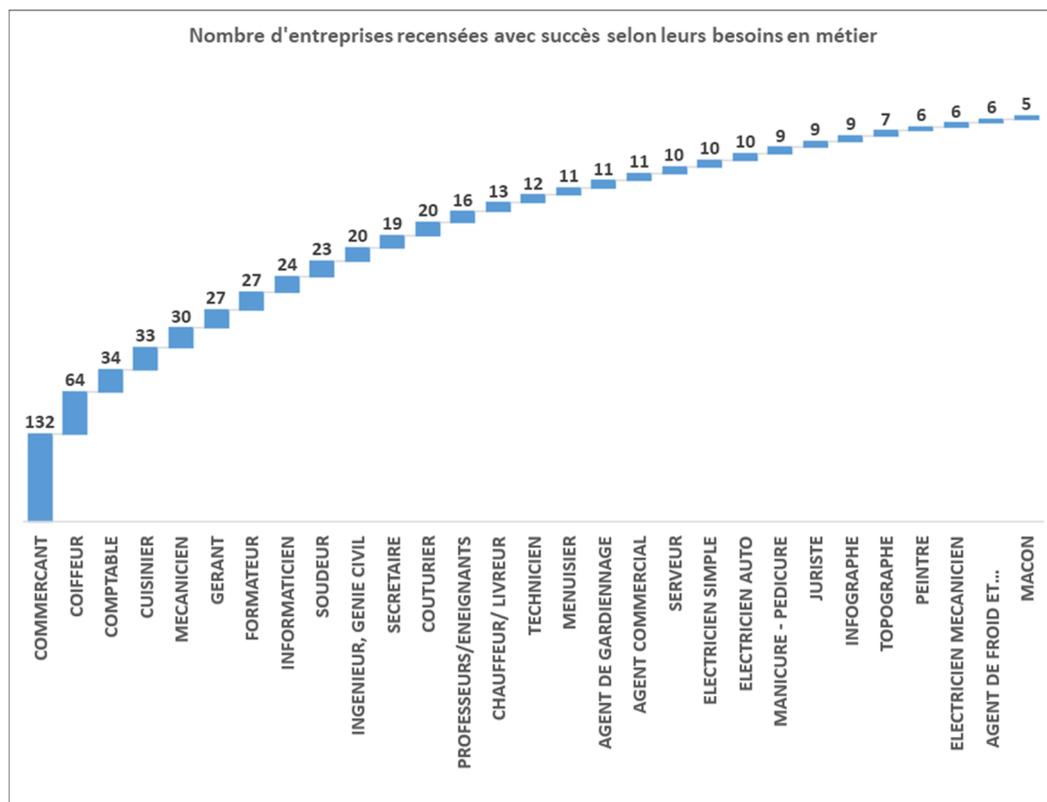
Employés au 31/12/2020	Nature de l'entreprise				Employés au 31/12/2020	%
	Unique	Siège	Secondaire	Total		
Aucun	523	15	15	553	0	0,0
1-4	32318	306	82	32706	45390	42,2
5-9	1211	46	20	1277	8061	7,5
10-29	750	82	16	848	12734	11,8
30-99	157	49	7	213	10420	9,7
100-199	27	27	4	58	7846	7,3
200-999	20	24	1	45	16863	15,7
1000 et plus	0	4	0	4	6323	5,9
Non déclaré	213	21	154	388	0	0,0
Total éligible	35219	574	299	36092	107637	100,0
Non concerné	30995	87	2130	33212		
Total GABON	66214	661	2429	69304	107637	

4.2. Besoins en métiers et métiers souhaités par les entreprises recensées

Dans l'ensemble, 36116 entreprises sont éligibles à répondre. C'est seulement 1371 entreprises (3,8%) qui ont exprimé leurs besoins en métiers contre 34430 entreprises (95,3%) qui n'en ont pas besoin et 315 entreprises (0,9%) qui ne se sont pas prononcées. Cependant, il est à noter que les besoins exprimés par certaines entreprises correspondent plus à des projets d'activité qu'à des métiers. Ainsi, seulement 786 entreprises ont pu exprimer les besoins en métier. En effet, les besoins exprimés par

les entreprises sont graduels et varient selon le type d'activité exercé dans la branche. Le commerce étant le secteur le plus attractif, il est constaté que de nombreuses entreprises expriment le besoin de disposer de plus de commerçants (16,8%) pour la réalisation de leurs activités, tout comme d'autres ont besoin de coiffeurs (8,1%), de comptables (4,3%), de cuisiniers (4,2%), de mécaniciens (3,8%), d'informaticiens (3,1%), etc. (Cf. Graphique 29)

GRAPHIQUE 29 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les besoins en métier pour leur activité



Toutefois, il y a des domaines techniques qui exigent certains métiers non négligeables, notamment les gérants (3,4%) les soudeurs (2,9%), les menuisiers (1,4%), les électriciens simples (1,3%) ou électriciens automobiles (1,3%). Par ailleurs, les domaines intellectuels et scientifiques nécessitent la présence des formateurs (3,4%), des ingénieurs (2,5%), des professeurs/enseignants (2,0%), des juristes (1,1%), des gestionnaires (0,6%), etc. (Cf. Tableau 61)

TABLEAU 61 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon les besoins en métier pour leur activité

BESOINS EN METIER	Entreprises	%	BESOINS EN METIER	Entreprises	%
COMMERÇANT	132	16,8	DESSINATEUR (ART PLASTIQUE)	2	0,3
COIFFEUR	64	8,1	COURSIER	2	0,3
COMPTABLE	34	4,3	CORDONNIER	2	0,3
CUISINIER	33	4,2	CONSEILLER PEDAGOGIQUE	2	0,3
MECANICIEN	30	3,8	CONDUCTEURS D'ENGINS	2	0,3
GERANT	27	3,4	BIOLOGISTE	2	0,3
FORMATEUR	27	3,4	ASSUREURS	2	0,3
INFORMATICIEN SIMPLE	24	3,1	ARTISANS (BRODEUR)	2	0,3
SOUDEUR	23	2,9	AGRICULTEUR	2	0,3
INGENIEUR, GENIE CIVIL	20	2,5	AGENT DE SECURITE	2	0,3
SECRETAIRE EN BUREAUTIQUE	19	2,4	AGENT DE RECOUVREMENT	2	0,3
COUTURIER	20	2,5	AGENT DE MANAGEMENT	2	0,3
PROFESSEURS/ENEIGNANTS	16	2,0	AGENT COMPTOIR	2	0,3
CHAUFFEUR/ LIVREUR	13	1,7	VULCANISATEUR	1	0,1

BESOINS EN METIER	Entreprises	%	BESOINS EN METIER	Entreprises	%
TECHNICIEN	12	1,5	VIDANGEUR	1	0,1
MENUISIER	11	1,4	TOPOGRAPHE/GEOTECHNICIEN	1	0,1
AGENT DE GARDIENNAGE	11	1,4	TECHNICIEN EN ELECTRICITE	1	0,1
AGENT COMMERCIAL	11	1,4	SPECIALISTE EN BUREAUTIQUE	1	0,1
SERVEUR	10	1,3	SECRETAIRE	1	0,1
ELECTRICIEN SIMPLE	10	1,3	REPARATEUR DE CLIMATISEURS	1	0,1
ELECTRICIEN AUTO	10	1,3	REPARATEUR DE CLIMATISATION AUTO	1	0,1
MANICURE - PEDICURE	9	1,1	RÉALISATEUR AUDIOVISUEL	1	0,1
JURISTE	9	1,1	PLOMBIER	1	0,1
INFOGRAPHE	9	1,1	OSTHEOPATHIE KINESETERAP	1	0,1
TOPOGRAPHE	7	0,9	OPTICIEN	1	0,1
PEINTRE	6	0,8	MOULEUR	1	0,1
ELECTRICIEN MECANICIEN	6	0,8	MAGASINIER	1	0,1
AGENT DE FROID ET CLIMATISATION	6	0,8	JARDINIER	1	0,1
MACON	5	0,6	IMPRIMEUR	1	0,1
INFIRMIER	5	0,6	HORLOGER	1	0,1
GESTIONNAIRE	5	0,6	GYNECOLOGUE	1	0,1
EDUCATEURS SPECIALISES	5	0,6	FORGERON	1	0,1
PSYCHOLOGUE	4	0,5	FLEURISTE	1	0,1
MEDECIN	4	0,5	FABRICANT DE VITRES	1	0,1
MARKETING	4	0,5	FABRICANT DE BRIQUES	1	0,1
MACHINISTE	4	0,5	DENTISTE	1	0,1
HÔTELIER	4	0,5	DECORATEUR	1	0,1
DECLARANT EN DOUANE	4	0,5	CONTRÔLEUR DE QUALITE	1	0,1
COUTURIERS/TAILLEURS	4	0,5	CONDUCTEUR DE TRAVAUX	1	0,1
BOUCHER	4	0,5	CHIRURGIEN MEDECIN	1	0,1
ASSISTANT SOCIAL	4	0,5	CHIRURGIEN DENTAIRE	1	0,1
GERANT	3	0,4	CHAUDRONNER	1	0,1
ELECTRONICIEN	3	0,4	CHARPENTIER	1	0,1
EBENISTE	3	0,4	CAISSIERE	1	0,1
CHEF CUISINIER	3	0,4	BOULANGER-PATISSIER	1	0,1
BRAISEUR POUR GRILLADES	3	0,4	BLOMBERIE, MAÇONNERIE	1	0,1
AUDIT-COMPTABILITÉ	3	0,4	BLANCHISSEUR	1	0,1
AGENT EN LOGISTIQUE	3	0,4	BIOMÉDICALE	1	0,1
AGENT DE MAINTENANCE	3	0,4	BIJOUTERIE	1	0,1
TÔLIER PEINTRE/AUTOMOBILE	2	0,3	ASSISTANTE DENTAIRE	1	0,1
TECHNICIEN DE SURFACE	2	0,3	APPRENTISSAGE DE L'OUTIL	1	0,1
TAPISSIER	2	0,3	ANIMATEUR	1	0,1
SAGE-FEMME	2	0,3	ANALYSTES FINANCIERS	1	0,1
RÉCEPTIONNISTE	2	0,3	AGRONOMIE OPTION ELEPAGE	1	0,1
PHARMACIENS	2	0,3	AGENT NETTOYEUR DE VETEMENTS	1	0,1
OPHETAMOLOGUE	2	0,3	AGENT FINANCIER	1	0,1
MARIN PÊCHEURS	2	0,3	AGENT DE CONTRÔLE DE QUALITE	1	0,1
MACON	2	0,3	AGENT DE BANQUE	1	0,1
INFORMATICIEN DEVELOPPEUR DU WEB	2	0,3	ACHETEUR DES PIECES	1	0,1
HÔTESSES	2	0,3	ABATTEUR	1	0,1
ELECTRO-TECHNICIEN	2	0,3	Total	786	100,0

4.3. Salaires payés en 2019 et 2020 par les entreprises recensées

De même que pour l'emploi, seules les entreprises ayant été créées en 2019 et 2020 et celles ayant démarré leurs activités avant 2019 et avant 2020 sont concernées par ces questions sur les coûts liés à leurs activités.

4.3.1. Répartition des entreprises recensées selon le montant des salaires payés en 2019

Dans l'ensemble, sur les 66662 entreprises recensées avec succès, 33463 entreprises sont éligibles pour répondre à la question sur les salaires et 33199 entreprises ne sont pas concernées. Parmi ces 33463 entreprises éligibles, 25110 d'entre elles se sont abstenues (75,0%) et c'est seulement 8353 entreprises qui ont déclaré les salaires payés à leurs employés. Ainsi, il se dégage que 611 entreprises (1,8%) ont déclaré n'avoir pas payé de salaires ; 7216 entreprises (21,6%) ont dépensé moins de 30 millions FCFA ; 526 entreprises (1,6%) ont dépensé 30 millions FCFA et plus.

En fait, les résultats de ce recensement viennent encore confirmer le problème de déclaration à des fins statistiques au Gabon au regard du taux élevé de non réponses sur les salaires fortement corrélés à l'emploi. (Cf. Graphique 30)



GRAPHIQUE 30 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des salaires payés (en FCFA) en 2019

Dans l'ensemble, en 2019, un montant total de 394,368 milliards de FCFA a été payé au titre des salaires par 7139 entreprises. La distribution de cette masse salariale versée est répartie de la manière suivante : 88,571 milliards FCFA (9,2%) sont payés par les 6347 micro-entreprises (1-9 employés) ; 67,220 milliards FCFA (7,0%)

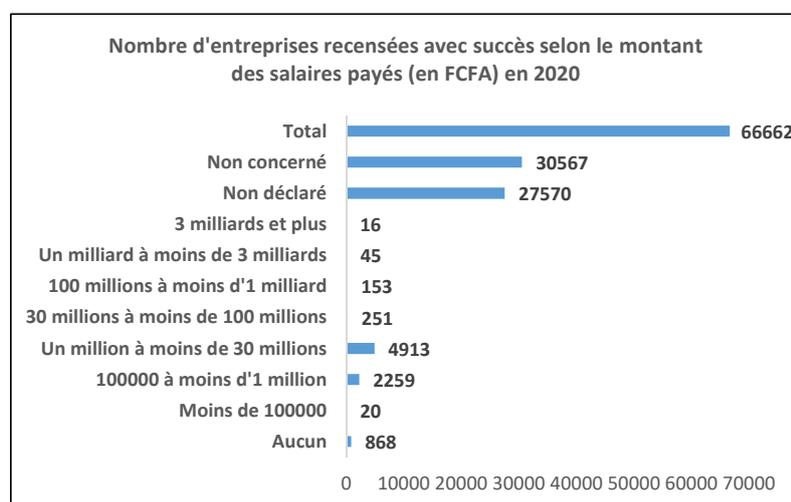
payés par les 651 très petites et petites entreprises (10 à 99 employés) ; 34,537 milliards FCFA (3,6%) payés par les 40 entreprises moyennes (100-199 employés) ; 199,864 milliards FCFA (21,0%) payés par les 39 grandes entreprises (200 employés et plus) ; 4,226 milliards FCFA (0,4%) payés par les 62 entreprises n'ayant pas déclaré leurs employés de 2019. (Cf. Tableau 62)

TABLEAU 62 : Répartition de la masse salariale payée (milliards FCFA) en 2019 par les entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés de 2019

Total des employés de 2019	Entreprises recensées	Entreprises ayant payé les salaires	Salaires payés en 2019 (Milliards FCFA)	%
Aucun	52	0	0,000	0,0
1-4	30704	5608	79,500	8,3
5-9	1288	739	9,071	0,9
10-29	855	513	20,016	2,1
30-99	217	138	47,204	4,9
100-199	57	40	34,537	3,6
200-999	45	35	140,918	14,8
1000 et plus	5	4	58,896	6,2
Non déclaré	210	62	4,226	0,4
Total éligible	33433	7139	394,368	41
Non concerné	33229			
Total GABON	66662	7139	394,368	

4.3.2. Répartition des entreprises recensées selon le montant des salaires payés en 2020

Seulement 7657 entreprises sur les 36095 entreprises éligibles (21,2%) ont déclaré leurs salaires payés en 2020 alors que 868 entreprises ont déclaré n'avoir versé aucun salaire et les 27570 autres entreprises (76,4%) se sont abstenues. Parmi les entreprises qui ont déclaré avoir payé les salaires en 2020, la plupart d'entre elles (7192 entreprises, soit 93,9%) ont dépensé moins de 30 millions FCFA alors que 465 entreprises (1,2%) ont payé au moins 30 millions FCFA de salaires. (Cf. Graphique 31)



clairement avoir payé les salaires en 2020, la plupart d'entre elles (7192 entreprises, soit 93,9%) ont dépensé moins de 30 millions FCFA alors que 465 entreprises (1,2%) ont payé au moins 30 millions FCFA de salaires. (Cf. Graphique 31)

GRAPHIQUE 31 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant des salaires payés (en FCFA) en 2020

Dans l'ensemble, en 2020, un montant total de 335,846 milliards de FCFA a été payé au titre des salaires par 7657 entreprises. La distribution de cette masse salariale versée est répartie de la manière suivante : 22,002 milliards FCFA (2,3%) sont payés par les 6709 micro-entreprises (1-9 employés) ; 73,276 milliards FCFA (7,7%)

payés par les 789 très petites et petites entreprises (10 à 99 employés) ; 45,717 milliards FCFA (4,8%) payés par les 39 entreprises moyennes (100-199 employés) ; 190,9344 milliards FCFA (19,9%) payés par les grandes entreprises (200 employés et plus) ; 3,853 milliards FCFA (0,4%) payés par les 58 entreprises n'ayant pas déclaré leurs

employés de 2020. (Cf. Tableau 63)

TABLEAU 63 : Répartition de la masse salariale payée (milliards FCFA) par les entreprises recensées avec succès en 2020 selon le nombre d'employés au 31 décembre 2020

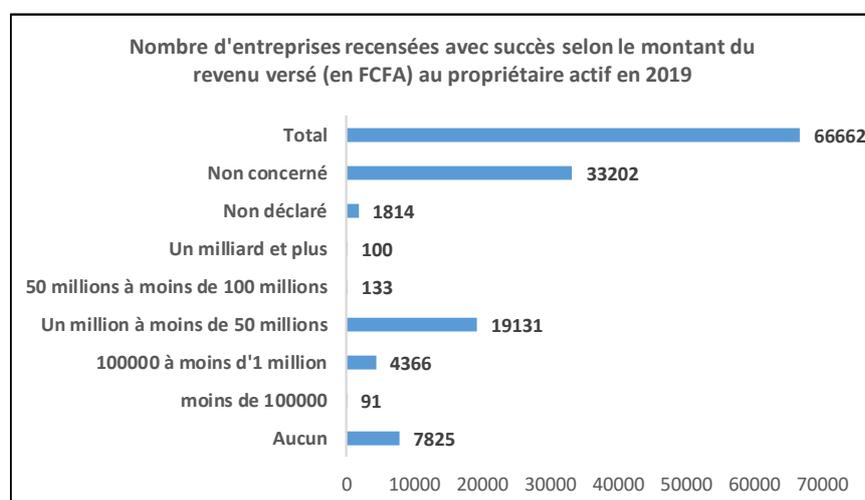
Total des employés au 31/12/2020	Entreprises recensées	Entreprises ayant payé	Salaires payés (Milliards FCFA) en 2020	%
Aucun	553	22	0,064	0,0
1-4	32706	5814	12,579	1,3
5-9	1277	895	9,423	1,0
10-29	848	639	26,570	2,8
30-99	213	150	46,706	4,9
100-199	58	39	45,717	4,8
200-999	45	37	125,575	13,1
1000 et plus	4	3	65,359	6,8
Non déclaré	388	58	3,853	0,4
Total éligible	36092	7657	335,846	35,2
Non concerné	30570			
Total GABON	66662	7657	335,846	

4.3.3. Répartition des entreprises recensées selon le montant du revenu des propriétaires actifs en 2019

Cette question concerne les travailleurs familiaux non rémunérés de l'entreprise. Dans l'ensemble, 33460 entreprises sont éligibles pour répondre à la déclaration du revenu alors que 33202 entreprises ne sont pas concernées. Parmi celles qui sont éligibles, seulement 23821 entreprises ont déclaré avoir versé un revenu à leur propriétaire actif selon la répartition suivante : 19131 entreprises (57,2%) ont versé entre un million FCFA et moins de 50 millions FCFA ; 4457 entreprises (13,3%) ont versé moins d'un million FCFA ; 233 entreprises (0,7%) ont versé au moins 50 millions de FCFA.

Par contre, 1814 entreprises n'ont pas déclaré les revenus versés à leurs propriétaires actifs (5,4%) et les 7825 autres entreprises (24,3%) ont déclaré n'avoir versé aucun revenu au

propriétaire actif. (Cf. Graphique 32)



GRAPHIQUE 32 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon le montant du revenu versé (en FCFA) en 2020

Dans l'ensemble, en 2019, 124,950 milliards FCFA ont été versés aux propriétaires actifs au titre de leur revenu dont 104,998 milliards FCFA (84,0%) de ce revenu sont versés par les 20963 micro-entreprises (1-9 employés) ; 19,114 milliards FCFA (15,3%) est versé par les 513 très petites et petites entreprises (10-99 employés) ; 0,260 milliard FCFA (0,2%) est versé par les 9 moyennes entreprises ; 0,524 milliard FCFA (0,4%) est versé par les grandes entreprises (200 employés et plus) ; 0,026 milliard FCFA est distribué par les 5 autres entreprises qui n'ont pas déclaré leurs employés de 2019.

Cette déclaration du revenu des propriétaires actifs justifie bien la structure du tissu économique du Gabon marquée par la prédominance du secteur informel où ils sont plus présents dans l'activité de l'entreprise. (Cf. Tableau 64)

TABLEAU 64 : Répartition du montant revenu payé (milliards FCFA) en 2019 au propriétaire actif par les entreprises recensées avec succès selon le nombre d'employés de l'entreprise en 2019

Total des employés en 2019	Entreprises recensées	Entreprises ayant versé le revenu en 2019	Revenu versé (Milliards FCFA) en 2019	Pourcentage
Aucun	52	2	0,028	0,0
1-4	30704	20168	94,226	75,4
5-9	1288	795	10,772	8,6
10-29	855	446	15,166	12,1
30-99	217	67	3,948	3,2
100-199	57	9	0,260	0,2
200-999	45	9	0,507	0,4
1000 et plus	5	1	0,017	0,0
Non déclaré	210	5	0,026	0,0
Total éligible	33433	21502	124,950	100,0
Non concerné	33229			
Total GABON	66662	21502	124,950	

CHAPITRE 5 : PROFIL DES DIRIGEANTS ET DES PROPRIÉTAIRES DES ENTREPRISES RECENSÉES EN 2021-2022

5.1. Structure par âge et sexe des dirigeants et propriétaires des entreprises recensées en 2021-2022

L'analyse du profil des dirigeants et des propriétaires des entreprises recensées avec succès concerne les entreprises dont les activités ont démarré avant l'année 2021 et celles dont leurs établissements secondaires sont indépendants du siège du point de vue de la comptabilité.

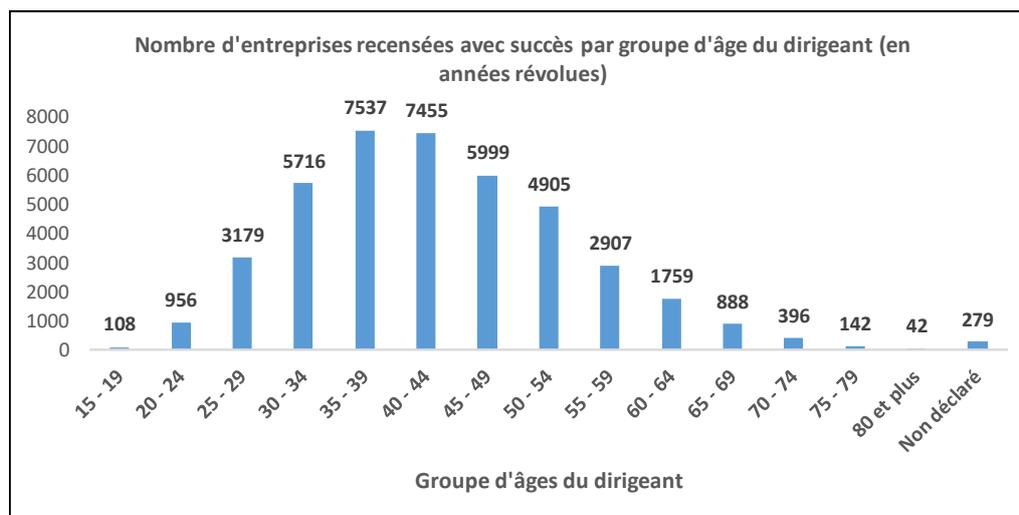
5.1.1. Répartition des dirigeants d'entreprises par groupe d'âges

Dans l'ensemble, sur les 66662 entreprises recensées avec succès, 42268 entreprises ont répondu parmi lesquelles 41989 entreprises ont déclaré l'âge de leur dirigeant et 279 entreprises ne se sont pas prononcées.

Les statistiques suivantes font ressortir que l'âge des dirigeants des entreprises recensées avec succès varie de 15 ans à 99 ans, soit un âge moyen de 43 ans traduisant ainsi une population encore jeune qui se distribue selon la loi normale entre 15 ans et 74 ans.

La plupart des dirigeants de 14992 entreprises sont âgés de 35-44 ans (35,5%) correspondant à la tranche d'âge modale comme cela est illustré par l'allure du graphique. Ainsi, 23,6% des dirigeants de 9959 entreprises sont des jeunes âgés de 15-34 ans ; 49,7% des dirigeants de 20991 entreprises sont des adultes de 35-49 ans ; 18,5% des dirigeants de 7812 entreprises sont en âge de la retraite (50-59 ans) ; 7,6% des dirigeants de 3227 entreprises sont des personnes âgées (60 ans et plus). (Cf. Graphique 32)

GRAPHIQUE 32 : Répartition des entreprises recensées avec succès par groupe d'âges du dirigeant (en années révolues)



5.1.2. Répartition des dirigeants d'entreprises par groupe d'âges selon le sexe

La répartition des dirigeants par sexe fait ressortir que, sur les 42268 entreprises ayant répondu, seulement 41857 ont pu déclarer le sexe de leurs dirigeants. Dans l'ensemble, les entreprises recensées avec succès sont dirigées davantage par les hommes (68,1%) que par les femmes (31,9%), tous groupes d'âges confondus, sauf pour les 15-19 ans où les femmes dirigeantes (52,8%) sont plus nombreuses que les hommes dirigeants (47,2%). Ainsi, la structure par âge et par sexe suit l'allure de la tendance générale

qui présente une population dirigeante jeune dans les entreprises recensées.

L'analyse du genre confirme la forte représentativité des hommes dirigeants et montre que 64,7% des entreprises sont dirigées par les jeunes hommes contre 35,3% par les jeunes femmes de 15-34 ans avec une atrophie aux âges élevés (70 ans et plus) où la supériorité des hommes reste encore plus écrasante (71,4% d'hommes contre 28,6% de femmes). (Cf. Tableau 65)

TABLEAU 65 : Répartition des dirigeants recensés par groupe d'âges selon le sexe

Groupe d'âges du dirigeant	Sexe du dirigeant			Sexe du dirigeant		
	Masculin	Féminin	Ensemble	% Masculin	% Féminin	Ensemble
15 - 19	51	57	108	47,2	52,8	100,0
20 - 24	598	356	954	62,7	37,3	100,0
25 - 29	2046	1123	3169	64,6	35,4	100,0
30 - 34	3731	1968	5699	65,5	34,5	100,0
35 - 39	5003	2510	7513	66,6	33,4	100,0
40 - 44	5098	2331	7429	68,6	31,4	100,0
45 - 49	4235	1751	5986	70,7	29,3	100,0
50 - 54	3450	1437	4887	70,6	29,4	100,0
55 - 59	2006	891	2897	69,2	30,8	100,0
60 - 64	1256	496	1752	71,7	28,3	100,0
65 - 69	603	281	884	68,2	31,8	100,0
70 - 74	286	109	395	72,4	27,6	100,0
75 - 79	105	37	142	73,9	26,1	100,0
80 et plus	30	12	42	71,4	28,6	100,0
Non déclaré	109	43	152	71,7	28,3	100,0
Total éligible	28607	13402	42009	68,1	31,9	100,0

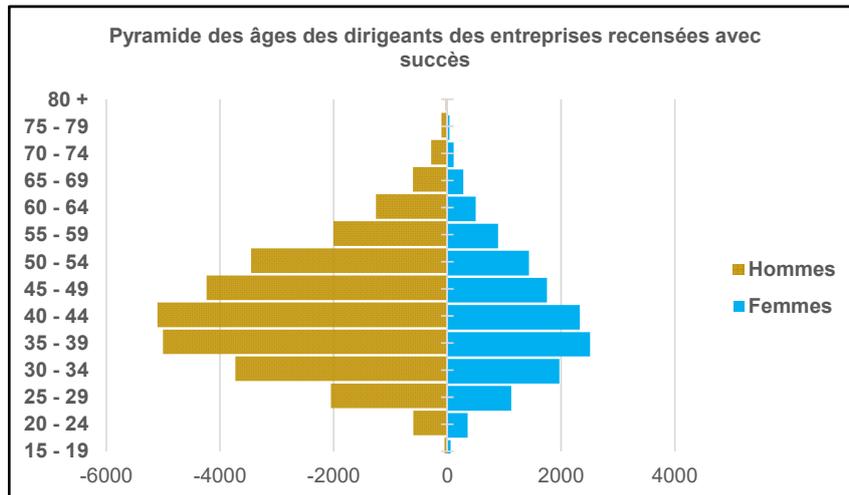
5.1.3. Structure de la pyramide des âges des dirigeants des entreprises recensées

La pyramide des âges des dirigeants des entreprises recensées a l'allure d'une dame-jeanne présentant une incursion plus forte chez les hommes âgés de 39-54 ans et avec une base rétrécie pour les dirigeants de 15-19 ans. La pyramide s'élargit à partir de 20-24 ans avant de se rétrécir à partir de 70 ans. Cependant, la responsabilité d'être dirigeant d'entreprise commence dans la tranche d'âges 20-24 et augmente avec l'âge.

L'allure de la pyramide des âges des dirigeants montre qu'il y a peu de jeunes de 15-19 ans qui dirigent les entreprises recensées, qu'il s'agisse des hommes (0,3%) ou des femmes (0,6%). Elle atteint l'apogée à 35-39 ans chez les femmes et 40-44 ans chez les hommes et

décroît avec un effectif élevé de dirigeants jusqu'à 65-69 ans pour signifier qu'au-delà de l'âge de 69 ans, la chance d'être dirigeant d'entreprise est relativement réduite à cause du vieillissement. (Cf. Graphique 33)

GRAPHIQUE 33 : Pyramide des âges des dirigeants des entreprises recensées avec succès

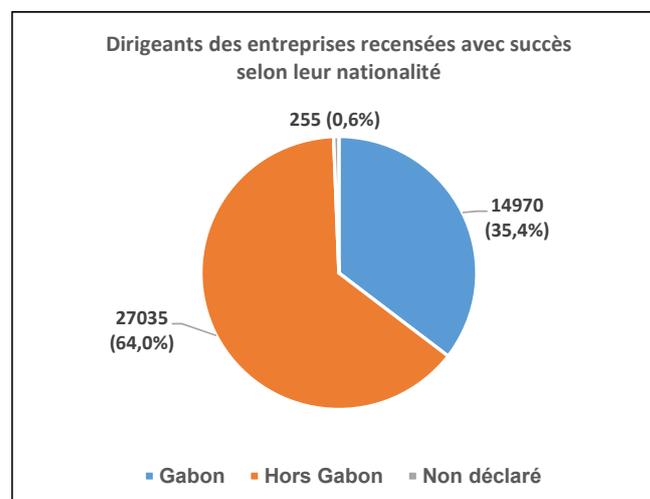


5.2. Structure selon la nationalité des dirigeants et propriétaires des entreprises recensées en 2021-2022

5.2.1. Répartition des dirigeants des entreprises recensées selon la nationalité

Dans l'ensemble, 42005 entreprises recensées avec succès ont déclaré la nationalité de leurs dirigeants et 255 entreprises ne se sont pas prononcées alors que les 24402 autres entreprises ne sont pas concernées. En effet, 27035 entreprises (64,0%) sont dirigées par des expatriés et 14970 entreprises (35,4%) sont dirigées par les Gabonais. (Cf. Graphique 34)

GRAPHIQUE 34 : Répartition des dirigeants des entreprises recensées avec succès selon leur nationalité

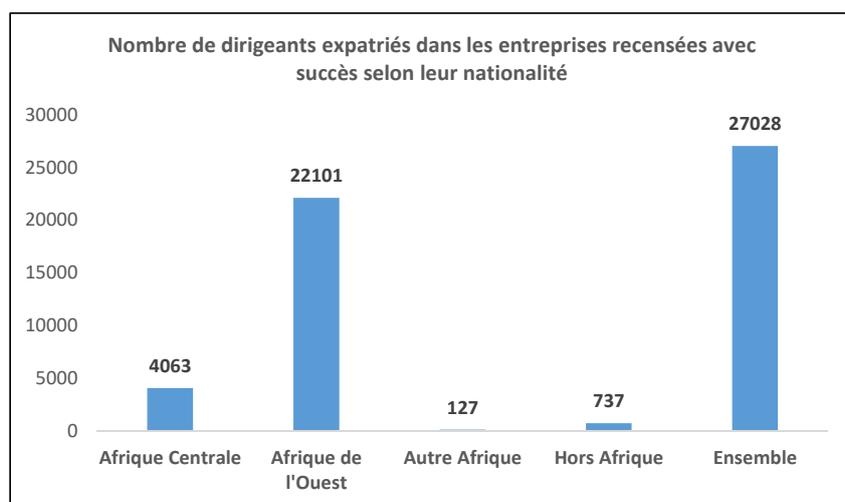


5.2.2. Principales nationalités des dirigeants expatriés des entreprises recensées

Parmi les 27028 entreprises dont les dirigeants sont des expatriés, seulement 27028 entreprises ont déclaré la nationalité de leurs dirigeants. Cependant, les dirigeants ressortissants de l'Afrique de l'Ouest sont prédominants (22101 dirigeants, soit

81,8%) et sont suivis par ceux de l'Afrique Centrale hors Gabon (4063 dirigeants, soit 15,0%), par ceux ressortant hors de l'Afrique (737 dirigeants, soit 2,7%) et par ceux du reste de l'Afrique (127 dirigeants, soit 0,5%). (Cf. Graphique 35)

GRAPHIQUE 35 : Répartition des dirigeants expatriés dans les entreprises recensées avec succès selon leur nationalité



Quant à la répartition de ces 27028 dirigeants expatriés qui ont répondu, la majorité provient respectivement du Mali (21,4%), du Sénégal (14,1%), du Cameroun (12,0%), du Bénin (11,7%), du Nigéria (10,8%), du Burkina-Faso (7,2%), du Togo (5,0%), de la Guinée (4,1%), du Niger (3,5%), de la Côte d'Ivoire (1,6%), du Tchad (1,5%) et

de la Mauritanie (1,4%). Sont également représentatives les nationalités suivantes, à savoir les dirigeants ressortissants du Liban (0,9%), de la France (0,8%), de la République démocratique du Congo (0,8%), du Ghana (0,7%), de la République du Congo (0,5%), de la Chine (0,5%). (Cf. Tableau 66)

TABLEAU 66 : Répartition des dirigeants expatriés recensés avec succès par nationalité

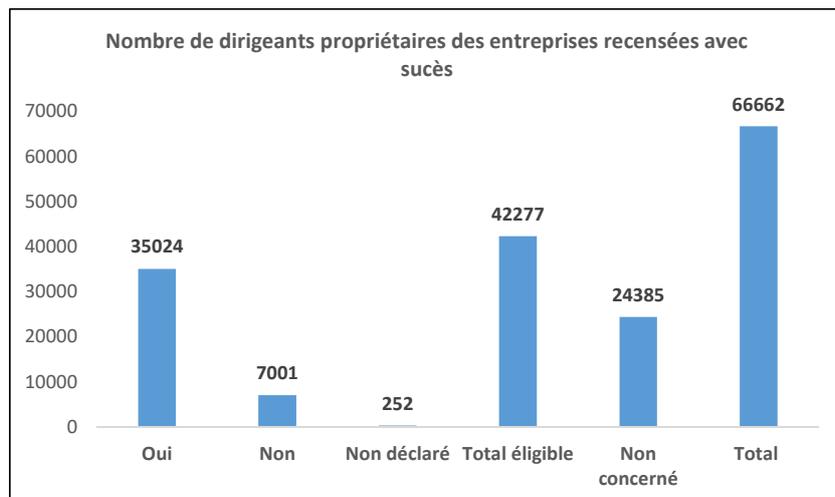
Nationalité du dirigeant expatrié	Dirigeants expatriés	%
AFRIQUE CENTRALE (Hors GABON)		
Angola	5	0,0
Cameroun	3251	12,0
Guinée Équatoriale	23	0,1
République Centrafricaine	23	0,1
République du Congo	138	0,5
République Démocratique du Congo	216	0,8
Sao Tomé-et-Principe	7	0,0
Tchad	400	1,5
Total	4063	15,0
AFRIQUE DE L'OUEST		
Bénin	3158	11,7
Burkina Faso	1953	7,2
Cap-Vert	1	0,0

Nationalité du dirigeant expatrié	Dirigeants expatriés	%
Côte d'Ivoire	438	1,6
Ghana	183	0,7
Guinée	1099	4,1
Gambie	21	0,1
Guinée-Bissau	46	0,2
Kenya	0	0,0
Mali	5785	21,4
Mauritanie	377	1,4
Niger	942	3,5
Nigéria	2925	10,8
Sénégal	3812	14,1
Sierra Leone	6	0,0
Togo	1355	5,0
Total	22101	81,8
AUTRE AFRIQUE		
Afrique du Sud	13	0,0
Égypte	13	0,0
Maroc	52	0,2
Tunisie	28	0,1
Autre	21	0,1
Total	127	0,4
HORS AFRIQUE		
Chine	141	0,5
Corée du Nord	2	0,0
Corée du Sud	9	0,0
France	208	0,8
Inde	54	0,2
Liban	237	0,9
Autre hors Afrique	86	0,3
Total	737	2,7
Ensemble	27028	100,0

5.2.3. Répartition des dirigeants propriétaires des entreprises recensées

Parmi les 42277 entreprises ayant répondu favorablement, dans 35024 entreprises (82,8%), les dirigeants sont aussi propriétaires alors qu'ils ne le sont pas dans 7001 entreprises (16,6%). Par contre, 252 entreprises (0,6%) n'ont pas donné d'opinion sur le statut de propriété de leurs dirigeants. (Cf. Graphique 36)

GRAPHIQUE 36 : Répartition des dirigeants propriétaires des entreprises recensées avec succès



Des 42025 dirigeants déclarés qui sont aussi propriétaires de leurs entreprises parmi les 42277 dirigeants propriétaires identifiés, 41155 travaillent dans les entreprises à établissement unique (98,3%), 453 sont employés dans les sièges des entreprises (1,3%) et 128 sont dans les établissements secondaires (0,4%). (Cf. Tableau 67)

TABLEAU 67 : Répartition des entreprises recensées avec succès par nature selon le fait d'être dirigeant ou dirigeant propriétaire

Nature de l'entreprise	Dirigeant propriétaire			Pourcentage
	Oui	Non	Total	Oui
Unique	34443	6712	41155	98,3
Siège	453	201	654	1,3
Secondaire	128	88	216	0,4
Total	35024	7001	42025	100,0

PARTIE III : IDENTIFICATION DES INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF

CHAPITRE 1 : RÉPARTITION SPATIALE DES ISBL DÉNOMBRÉES ET RECENSÉES EN 2021-2022

1.1. Répartition spatiale des ISBL dénombrées en 2021-2022

Le Recensement Général des Entreprises a retenu les ISBL qui sont identifiées dans un local fixe obéissant aux mêmes règles que les entreprises. Ce qui signifie que les ISBL qui sont dans les réseaux n'ont pas été couvertes car il faut une enquête spécifique pour les localiser.

Cependant, il importe de faire remarquer que les institutions sans but lucratif qui ont été identifiées et recensées doivent répondre aux cinq critères suivantes : (i) elles doivent être formelles, c'est-à-dire institutionnalisées par une procédure d'enregistrement ; (ii) elles sont privées, c'est-à-dire distinctes de l'État et des Collectivités locales ; (iii) elles sont indépendantes, c'est-à-dire qu'elles doivent avoir leurs propres règles de direction et instances de décision ; (iv) elles ne doivent pas distribuer de profit à leurs membres ou à leurs administrateurs ; (v) elle doivent comporter un certain niveau de participation volontaire de bénévoles et/ou de donateurs.

1.1.1. Nombre d'ISBL dénombrées par province et par milieu de résidence

Dans l'ensemble du pays, il a été dénombré 2138 institutions privées sans but lucratif dont 1816 sont en milieu urbain (84,9%) et 108 en milieu rural (5,1%) et 214 ISBL (10,0%) dont le milieu de résidence n'a pas été non déclaré. Cependant, 1924 ISBL sont éligibles pour le recensement. Il importe de souligner que les ISBL dont les questionnaires étaient vides ont été écartées du champ de l'analyse. (Cf. Tableau 68)

TABLEAU 68 : Répartition des ISBL dénombrées par province selon le milieu de résidence

Province	Milieu de résidence			Non déclaré	Total
	Urbain	Rural	Total éligible		
ESTUAIRE	1050	1	1051	0	1051
HAUT-OGOUE	131	10	141	0	141
MOYEN-OGOUE	69	13	82	0	82
NGOUNIE	85	13	98	0	98
NYANGA	74	0	74	0	74
OGOUE-IVINDO	61	19	80	0	80
OGOUE-LOLO	57	29	86	0	86
OGOUE-MARITIME	205	8	213	0	213
WOLEU-NTEM	84	15	99	0	99
Ensemble éligible	1816	108	1924	0	1924
Non déclaré	0	0	0	214	214
Total GABON	1816	108	1924	214	2138

1.1.2. Nombre d'ISBL dénombrées par province selon la situation d'ouverture au recensement

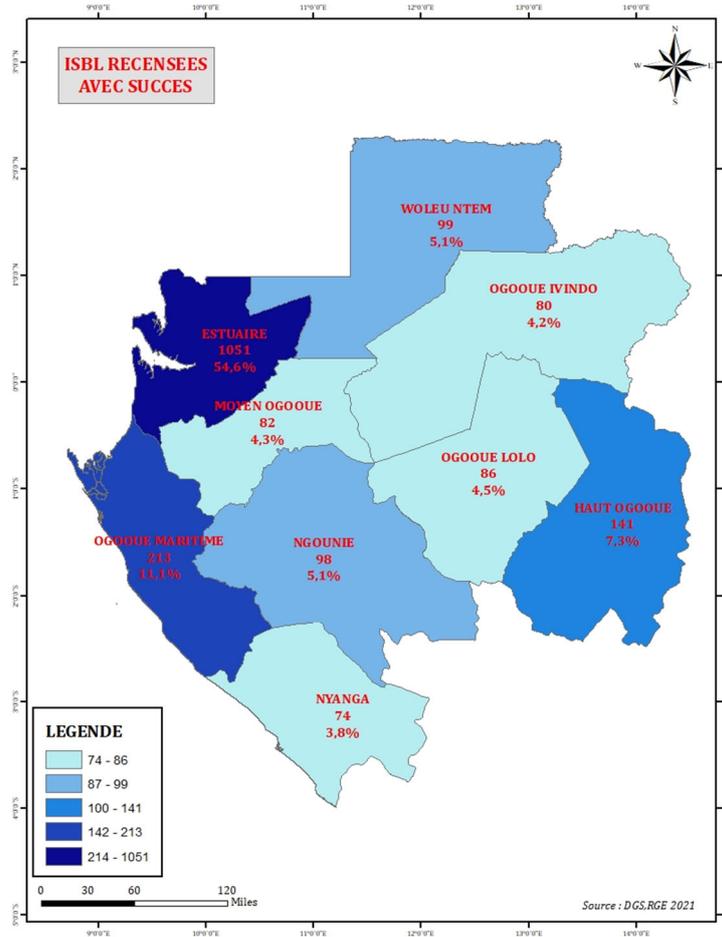
Parmi les 2138 institutions sans but lucratif dénombrées, 1791 sont ouvertes (83,8%), 133 sont fermées provisoirement (6,2%) et 214 ISBL (10,0%) dont la situation d'ouverture n'a pas été déterminée. Il importe de noter que les ISBL qui sont fermées définitivement n'ont plus été suivies dans les provinces au moment de la deuxième vague du recensement comme cela a été fait lors de la première vague de Libreville. (Cf. Tableau 69)

TABLEAU 69 : Répartition des ISBL dénombrées par province selon la situation d'ouverture au recensement

Province	Situation d'ouverture de l'ISBL			Non déclaré	Total
	Ouvert	Fermé provisoirement	Total éligible		
ESTUAIRE	964	87	1051	0	1051
HAUT-OGOUE	136	5	141	0	141
MOYEN-OGOUE	63	19	82	0	82
NGOUNIE	97	1	98	0	98
NYANGA	73	1	74	0	74
OGOUE-IVINDO	75	5	80	0	80
OGOUE-LOLO	85	1	86	0	86
OGOUE-MARITIME	199	14	213	0	213
WOLEU-NTEM	99	0	99	0	99
Ensemble éligible	1791	133	1924	0	1924
Non déclaré	0	0	0	214	214
Total GABON	1791	133	1924	214	2138

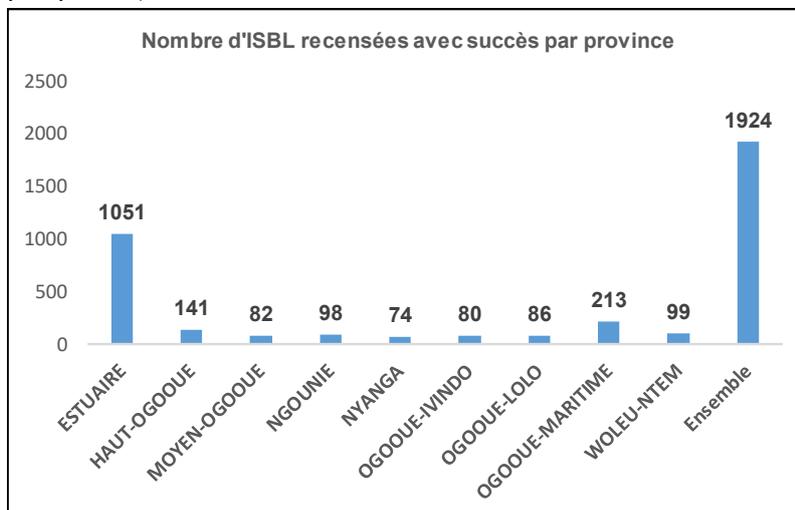
1.2. Répartition spatiale des ISBL recensées en 2021-2022

Une institution sans but lucratif, pour être recenser, doit répondre aux mêmes critères que les entreprises, à savoir : (i) être en activité au moment du recensement, c'est-à-dire qu'elle doit être ouverte ou fermée provisoirement mais pas fermée définitivement ; (ii) répondre à la nature de l'établissement, c'est-à-dire qu'elle doit être, soit un établissement unique, soit le siège de l'ISBL ou un établissement secondaire.



1.2.1. Nombre d'ISBL recensées par province et par milieu de résidence

Dans l'ensemble, 1924 institutions sans but lucratif ont été recensées avec succès. La plupart de ces ISBL sont installées dans les provinces de l'Estuaire (54,6%), de l'Ogooué-Maritime (11,1%) et du Haut-Ogooué (7,3%). Suivent ensuite le Woleu-Ntem (5,1%), la Ngounié (5,1%), l'Ogooué-Lolo (4,5%), le Moyen-Ogooué (4,3%) et l'Ogooué-Ivindo (4,2%). (Cf. Graphique 37)



GRAPHIQUE 37 : Répartition des ISBL recensées avec succès par province

L'analyse différentielle par milieu de résidence fait ressortir que 1816 institutions sans but lucratif exercent dans le milieu urbain (94,4%) contre 108 ISBL en milieu rural (5,6%). Il importe de relever que la méthodologie de couverture des ISBL respecte celle suivie pour les entreprises qui veut que le milieu soit couvert lorsqu'une entreprise ayant un poids économique important s'y trouve. Ceci justifie la faible couverture des ISBL qu'on observe dans toutes les provinces et surtout dans l'Estuaire, la Nyanga et l'Ogooué-Maritime. (Cf. Tableau 70)

TABLEAU 70 : Répartition des ISBL recensées par province selon le milieu de résidence

Province	Milieu de résidence			%
	Urbain	Rural	Total	
ESTUAIRE	1050	1	1051	54,6
HAUT-OGOUE	131	10	141	7,3
MOYEN-OGOUE	69	13	82	4,3
NGOUNIE	85	13	98	5,1
NYANGA	74	0	74	3,8
OGOUE-IVINDO	61	19	80	4,2
OGOUE-LOLO	57	29	86	4,5
OGOUE-MARITIME	205	8	213	11,1
WOLEU-NTEM	84	15	99	5,1
Ensemble	1816	108	1924	100,0
<i>Pourcentage</i>	<i>94,4</i>	<i>5,6</i>	<i>100,0</i>	

1.2.2. Nombre d'ISBL recensées par province selon la situation d'ouverture au recensement

Il importe de souligner que la situation d'ouverture d'une ISBL est identique à celle d'une entreprise et concerne les établissements ouverts et fermés provisoirement (qui sont opérationnels). Parmi les

1924 ISBL recensées avec succès qui sont considérées comme actives, 1791 sont ouvertes (93,1%) alors que les 133 autres sont fermées provisoirement (6,9%). (Cf. Tableau 71)

TABLEAU 71 : Répartition des ISBL par province selon la situation actuelle

Province	Situation d'ouverture de l'ISBL		Total
	Ouvert	Fermé provisoirement	
ESTUAIRE	964	87	1051
HAUT-OGOUE	136	5	141
MOYEN-OGOUE	63	19	82
NGOUNIE	97	1	98
NYANGA	73	1	74
OGOUE-IVINDO	75	5	80
OGOUE-LOLO	85	1	86
OGOUE-MARITIME	199	14	213

Province	Situation d'ouverture de l'ISBL		Total
	Ouvert	Fermé provisoirement	
WOLEU-NTEM	99	0	99
Ensemble	1791	133	1924
<i>Pourcentage</i>	<i>93,1</i>	<i>6,9</i>	<i>100,0</i>

1.2.3. Nombre d'ISBL recensées par province selon leur nature

Dans l'ensemble, les 1924 ISBL recensées avec succès sont réparties en 765 ISBL à établissement unique (39,8%), en 161 sièges (8,4%) et en 998 établissements secondaires (51,9%). En effet, la forte représentativité des établissements secondaires

est liée à la nature même de l'ISBL qui s'expliquerait par leurs démembrements dans les provinces comme cela est généralement le cas des églises, des mosquées, des établissements scolaires, des partis politiques, etc. (Cf. Tableau 72)

TABLEAU 72 : Répartition des ISBL par province selon leur nature

Province	Nature de l'ISBL			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
ESTUAIRE	507	116	428	1051
HAUT-OGOUE	43	6	92	141
MOYEN-OGOUE	12	1	69	82
NGOUNIE	33	2	63	98
NYANGA	20	9	45	74
OGOUE-IVINDO	17	4	59	80
OGOUE-LOLO	26	3	57	86
OGOUE-MARITIME	84	12	117	213
WOLEU-NTEM	23	8	68	99
Ensemble	765	161	998	1924
<i>%</i>	<i>39,8</i>	<i>8,4</i>	<i>51,9</i>	<i>100,0</i>



CHAPITRE 2 : DÉMOGRAPHIE DES ISBL RECENSÉES EN 2021-2022

2.1. Création et formalisation des ISBL recensées en 2021-2022

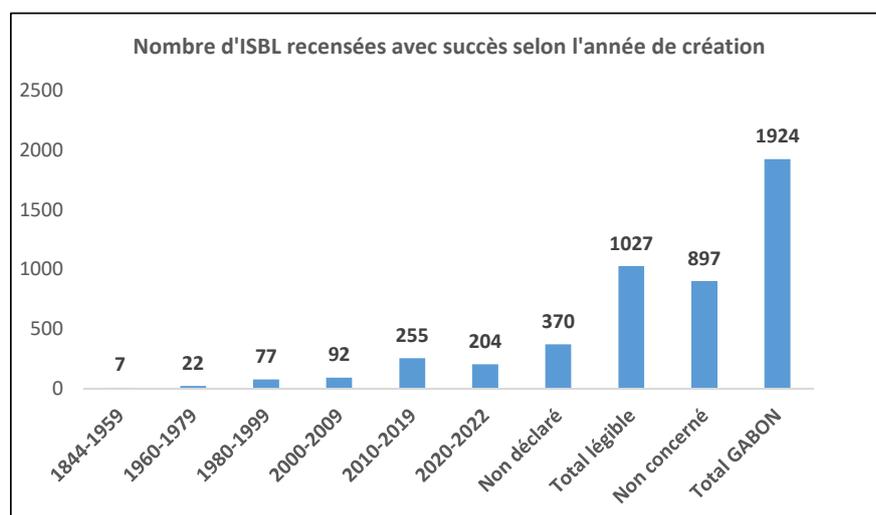
La formalisation d'une institution sans but lucratif à sa création, c'est son enregistrement officiel au Ministère de l'Intérieur. En effet, il s'agit d'une part, de présenter ici leur année de création, leur mode de création, leur objet de création ; d'autre part, de voir celles qui ont déjà rempli leurs formalités d'enregistrement.

2.1.1. Nombre d'ISBL recensées avec succès selon l'année de création

Dans l'ensemble, 1924 ISBL ont été recensées avec succès parmi lesquelles 1027 sont éligibles dont les 657 ISBL qui ont déclaré leur année de création (64,0%) et les 370 ISBL qui ne l'ont pas fait (36,0%). Cependant, 897 ISBL ne sont pas concernées car ce sont des établissements secondaires dépendant de leurs sièges en termes de tenue de la comptabilité.

En effet, force est de constater que les ISBL identifiées et recensées sont créées entre 1844 et 2022, mais leur nombre ne croît pas comme pour les créations des entreprises entre 2010 et 2022 qui est considérée comme la période de promotion de l'entrepreneuriat au Gabon. Très peu d'ISBL sont créées sur la période 1844-1999 (106 ISBL, soit 10,3%) alors que le nombre des ISBL créées va croissant à partir du deuxième millénaire avec 92 ISBL (9,0%) sur la période 2000-2009 ; 255 ISBL sur la période 2010-2019 (24,8%) et 204 ISBL (19,9%) sur la période 2020-2022. (Cf. Graphique 38)

GRAPHIQUE 38 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon l'année de création



Selon la nature de l'ISBL, parmi les 1027 ISBL éligibles, 495 ISBL sont à établissement unique (48,2%) ; 100 ISBL sont des sièges (9,7%) et 432 ISBL sont des établissements indépendants (42,1%). En effet, sur la période 2010-2019, il a été créé 255 ISBL parmi lesquelles 112 ISBL sont à établissement unique (43,9%), 20 ISBL sont des sièges (7,8%) et 123 ISBL sont des établissements secondaires (48,2%). (Cf. Tableau 73)

TABLEAU 73 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon l'année de création

Année de création	Nature de l'ISBL			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
1844-1959	2	3	2	7
1960-1979	10	2	10	22
1980-1999	42	5	30	77
2000-2009	45	8	39	92
2010-2019	112	20	123	255
2020-2022	78	11	115	204
Non déclaré	206	51	113	370
Total éligible	495	100	432	1027
Non concerné	270	61	566	897
Total GABON	765	161	998	1924
<i>Pourcentage d'éligibilité</i>	<i>48,2</i>	<i>9,7</i>	<i>42,1</i>	<i>100,0</i>

2.1.2. Nombre d'ISBL recensées avec succès par nature selon l'année de création

Quelle que soit la province considérée, la création des ISBL suit la tendance générale présentée ci-dessous qui montre que les ISBL les plus âgées ont été créées sur la période précédant les indépendances de 1960. Après cette date, les créations d'ISBL augmentent progressivement jusqu'en 2022 avec un rebondissement à partir de 2010 qui se justifie par l'allègement des mesures gouvernementales ayant bénéficié à

la fois aux entreprises et aux ISBL. Tout comme les entreprises, les créations d'ISBL croissent plus rapidement dans les provinces de forte concentration économique sur la période 2000-2022. Ainsi, parmi les 1027 ISBL éligibles, les provinces de l'Estuaire (577 ISBL, soit 56,2%), de l'Ogooué-Maritime (113 ISBL, soit 11,0%) et du Haut-Ogooué (90 ISBL, soit 5,8%) tiennent la part du lion avec 73,0% du total des ISBL éligibles. (Cf. Tableau 74)

TABLEAU 74 : Répartition des ISBL recensées avec succès par province selon l'année de création

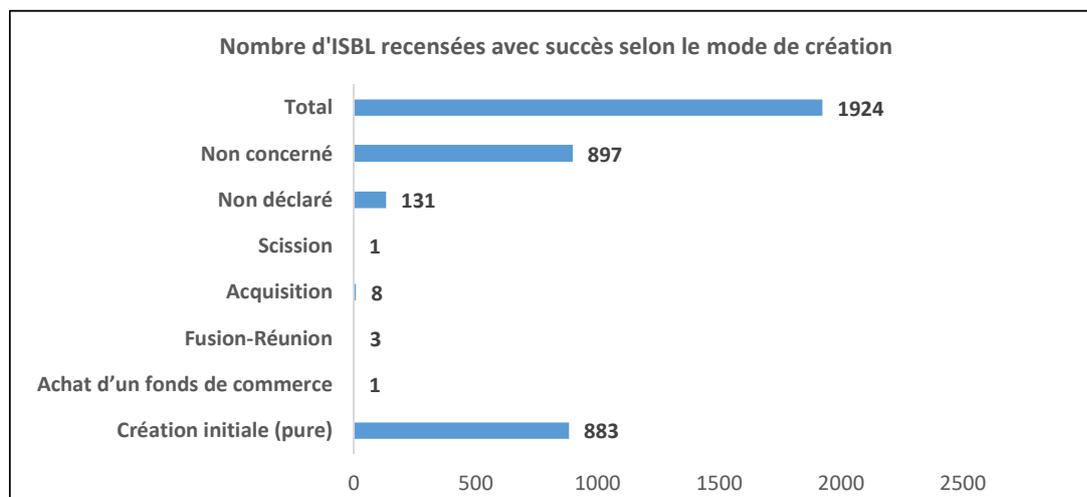
Province	Année de création de l'ISBL						Non déclaré	Non concerné	Total
	1844-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
ESTUAIRE	5	14	47	49	109	85	268	474	1051
HAUT-OGOOUÉ	0	1	7	6	18	15	13	81	141
MOYEN-OGOOUÉ	0	0	6	5	10	12	4	45	82
NGOUNIE	0	0	4	4	12	18	14	46	98
NYANGA	0	1	2	2	13	9	13	34	74
OGOOUÉ-IVINDO	1	1	4	5	21	10	3	35	80
OGOOUÉ-LOLO	0	3	2	5	16	14	13	33	86
OGOOUÉ-MARITIME	1	2	3	12	38	26	31	100	213
WOLEU-NTEM	0	0	2	4	18	15	11	49	99
Ensemble	7	22	77	92	255	204	370	897	1924

2.1.3. Nombre d'ISBL recensées avec succès selon le mode de création

Dans l'ensemble, parmi les 1924 ISBL recensées avec succès, 1027 sont éligibles dont 896 ISBL (87,2%) qui ont déclaré leur mode de création et 131 ISBL (12,8%) qui ne l'ont pas fait. Cependant, 897 ISBL ne sont pas concernées par la question. La plupart

des ISBL (883, soit 86,0%) sont créées à partir des capitaux propres ou création pure. Seulement 0,8% sont acquises soit par héritage ou par don et 0,5% sont nées soit d'une fusion-réunion, soit d'une fusion-absorption, d'une scission ou d'un achat de fonds de commerce. (Cf. Graphique 39)

GRAPHIQUE 39 : Répartition des ISBL recensées selon le mode de création



En croisant le mode de création avec la nature de l'ISBL, il ressort que l'apport des capitaux propres est le mode de création usuel des ISBL, qu'il s'agisse des ISBL à établissement unique (469 ISBL, soit 94,7%),

des établissements sièges (96 ISBL, soit 96,0% car la plupart des sièges n'ont pas déclaré leur mode de création), et des établissements secondaires (318 ISBL, soit 73,6%). (Cf. Tableau 75)

TABLEAU 75 : Répartition des ISBL par nature selon le mode de création

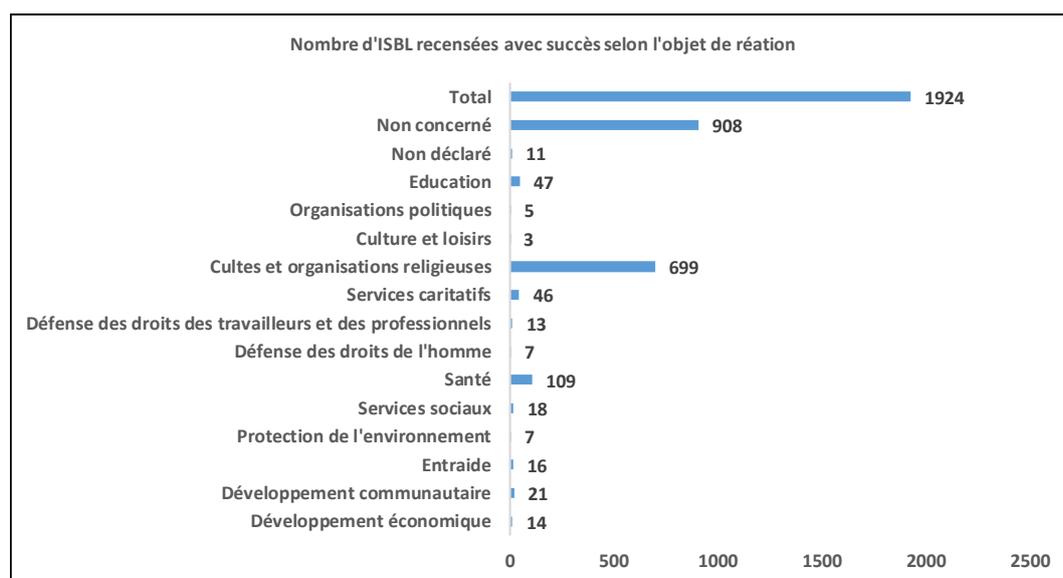
Mode de création de l'ISBL	Nature de l'ISBL			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Création initiale (pure)	469	96	318	883
Achat d'un fonds de commerce	0	0	1	1
Fusion-Réunion	1	0	2	3
Acquisition	4	0	4	8
Scission	1	0	0	1
Non déclaré	20	4	107	131
Total éligible	495	100	432	1027
Non concerné	270	61	566	897
Total GABON	765	161	998	1924

2.1.4. Nombre d'ISBL recensées avec succès selon l'objet de création

Dans l'ensemble des 1924 ISBL recensées avec succès, la plupart d'entre elles œuvrent pour les cultes et les organisations religieuses (699, soit 68,8%) ; 109 ISBL pour la santé moderne ou traditionnelle (10,7%) ; 46 ISBL pour les services caritatifs se justifiant par des dons bénévoles ou des œuvres de charité (4,5%) ; 47 ISBL pour l'éducation formelle, religieuse ou toute autre formation (4,6%) ; 21 ISBL pour le développement communautaire (2,1%) ; 18 ISBL pour les services sociaux (1,8%) ; 16 ISBL pour l'entraide (1,6%) ; 14 ISBL pour le développement économique (1,4%) ; 13 ISBL pour la défense des droits des travailleurs et des professionnels (1,3%) ; 7 ISBL pour la défense des droits de l'homme (0,7%) ; 7 ISBL pour la protection de l'environnement (0,7%) ; 5 ISBL pour les organisations politiques (0,5%) et 3 ISBL pour la culture et les loisirs (0,3%).

Ainsi, il importe de souligner que l'objet de l'ISBL est fortement corrélé avec sa nature ou avec le type d'ISBL identifiée et recensée. La forte représentativité des ISBL à vocation religieuse et de santé en fait foi. (Cf. Graphique 40)

GRAPHIQUE 40 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon l'objet de création



La distribution des ISBL selon leur objet et leur nature fait ressortir que les cultes et les organisations religieuses sont l'objet prépondérant des ISBL à établissement unique (306 ISBL, soit 61,8%), des sièges (70 ISBL, soit 70,0%) et des établissements secondaires (323 ISBL, soit 76,7%). Il en est de même que pour les ISBL créées pour la santé qui intéressent 67 ISBL à établissement unique (13,5%), 14 ISBL sièges (14,0%) et 28 ISBL secondaires (6,6%). La

même analyse est faite pour celles qui sont pour les services caritatifs, les services sociaux, l'éducation, etc. (Cf. Tableau 76)



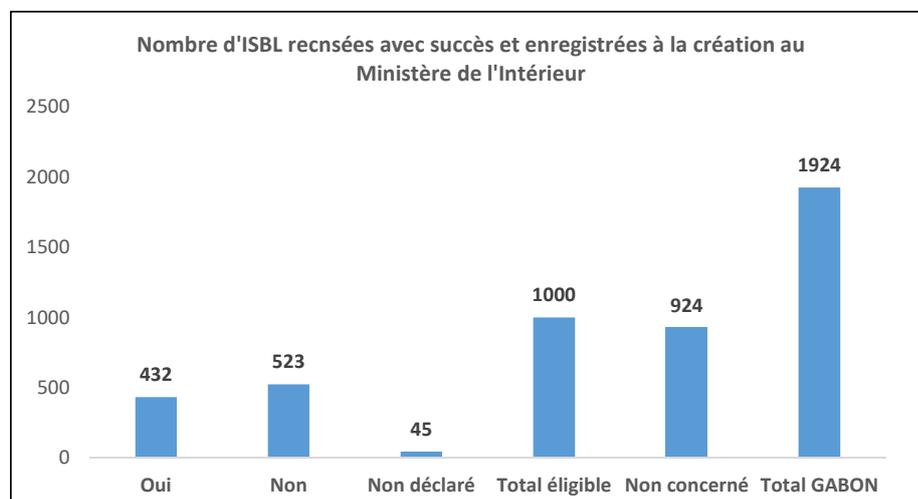
TABLEAU 76 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon l'objet de création

Objet de création de l'ISBL	Nature de l'ISBL			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Développement économique	6	0	8	14
Développement communautaire	11	0	10	21
Entraide	8	0	8	16
Protection de l'environnement	7	0	0	7
Services sociaux	14	2	2	18
Santé	67	14	28	109
Défense des droits de l'homme	5	0	2	7
Défense des droits des travailleurs et des professionnels	8	1	4	13
Services caritatifs	27	11	8	46
Cultes et organisations religieuses	306	70	323	699
Culture et loisirs	1	0	2	3
Organisations politiques	3	0	2	5
Éducation	31	2	14	47
Non déclaré	1	0	10	11
Total éligible	495	100	421	1016
Non concerné	270	61	577	908
Total GABON	765	161	998	1924

2.1.5. Nombre d'ISBL recensées avec succès et enregistrées à la création au Ministère de l'Intérieur

Il est à rappeler qu'à la création, l'enregistrement des ISBL se fait auprès du Ministère de l'Intérieur. Dans l'ensemble, parmi les 1924 ISBL recensées avec succès, au total, 1000 ISBL sont éligibles. Cependant, 432 ISBL sont enregistrées à la création (43,2%) ; 523 ISBL ne sont pas enregistrées (53,3%) et 924 ISBL ne se sont pas prononcées. (Cf. Graphique 41)

GRAPHIQUE 41 : POURCENTAGE DES ISBL RECENSÉES AVEC SUCCÈS ET ENREGISTRÉES AU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



Parmi les 432 ISBL enregistrées à la création au Ministère de l'Intérieur sur les 1000 ISBL éligibles qui ont été recensées avec succès, 198 ISBL (45,8%) sont à établissements unique, 242

ISBL (5,6%) sont des sièges et 210 ISBL (48,6%) sont des établissements secondaires. (Cf. Tableau 77)

TABLEAU 77 : Répartition des ISBL recensées avec succès et enregistrées à la création au Ministère de l'Intérieur selon leur nature

Enregistrement au Ministère de l'Intérieur	Nature de l'ISBL			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Oui	198	24	210	432
Non	272	68	183	523
Non déclaré	21	6	18	45
Total éligible	491	98	411	1000
Non concerné	274	63	587	924
Total	765	161	998	1924

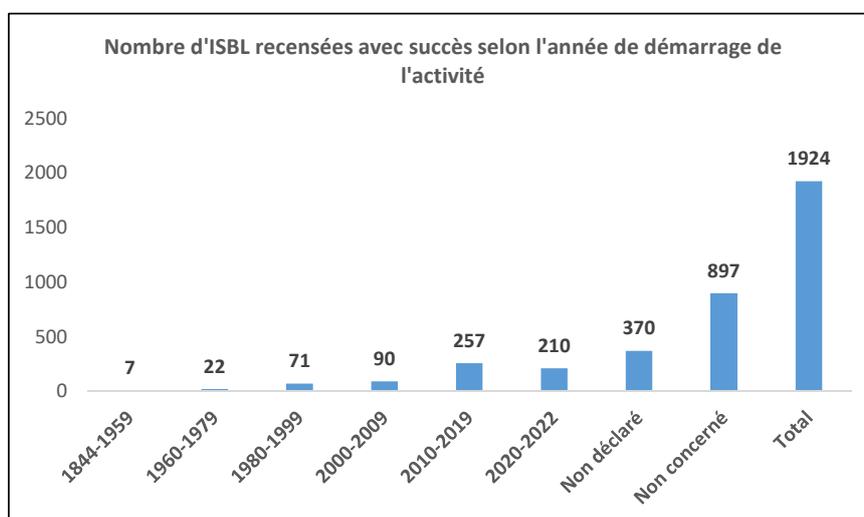
2.2. Nature des ISBL recensées en 2021-2022 et démarrage de l'activité

2.2.1. Nombre d'ISBL recensées selon l'année de démarrage de l'activité

La tendance observée à la création de l'ISBL est identique à celle observée au démarrage de l'activité. Parmi les 1924 ISBL recensées avec succès, 1027 ISBL sont éligibles parmi lesquelles 657 ISBL (64,0%) ont déclaré l'année de démarrage de leur activité et 370 ISBL ne se sont pas prononcées (4,6%). Cependant, 897 ISBL ne sont pas concernées. En effet, très peu d'ISBL (100

ISBL, soit 9,7%) ont démarré leur activité avant le deuxième millénaire, c'est-à-dire dans la période 1844-1999 ; 347 ISBL (33,8%) sur la période 2000-2019 ; 210 ISBL (20,4%) sur la période 2020-2022. Force est donc d'observer que le deuxième millénaire est la période phare de création et d'expansion des ISBL sur l'ensemble du territoire national, malgré les omissions de déclaration. (Cf. Graphique 42)

GRAPHIQUE 42 : RÉPARTITION DES ISBL RECENSÉES AVEC SUCCÈS SELON L'ANNÉE DE DÉMARRAGE DE L'ACTIVITÉ



2.2.2. Nombre d'ISBL recensées selon l'année de création et l'année de démarrage de l'activité

Il est fort de constater que, différemment des entreprises, la quasi-totalité des ISBL ont démarré leurs activités à la même année de création comme le témoigne la structure des données par rapport à la diagonale. Le triangle supérieur justifie la cohérence des déclarations entre l'année de création et de démarrage de l'activité.

Cependant, on peut observer que seulement 18 ISBL ont démarré leur activité

quelques années plus tard après leur date de création. C'est le cas, par exemple, des 6 ISBL créées dans la période 1980-1999 dont 6 ISBL ont démarré leur activité dans la période 2000-2019 et une ISBL dans la période 2020-2022 ; le cas des 7 ISBL créées dans la période 2000-2009 qui ont démarré leur activité dans la période 2010-2022 ; le cas des 5 ISBL créées dans la période 2010-2019 qui ont démarré leur activité dans la période 2020-2022. (Cf. Tableau 78)

TABLEAU 78 : Répartition des entreprises recensées avec succès selon l'année de création et l'année de démarrage de leurs activités

Année de création	Année de démarrage de l'activité de l'ISBL						Non déclaré	Non concerné	Total
	1844-1959	1960-1979	1980-1999	2000-2009	2010-2019	2020-2022			
1844-1959	7	0	0	0	0	0	0	0	7
1960-1979	0	22	0	0	0	0	0	0	22
1980-1999	0	0	71	5	0	1	0	0	77
2000-2009	0	0	0	85	7	0	0	0	92
2010-2019	0	0	0	0	250	5	0	0	255
2020-2022	0	0	0	0	0	204	0	0	204
Non déclaré	0	0	0	0	0	0	370	0	370
Total éligible	7	22	71	90	257	210	370		1027
Non concerné	0	0	0	0	0	0	0	897	897
Total	7	22	71	90	257	210	370	897	1924

2.2.3. Nombre d'ISBL recensées avec succès par nature

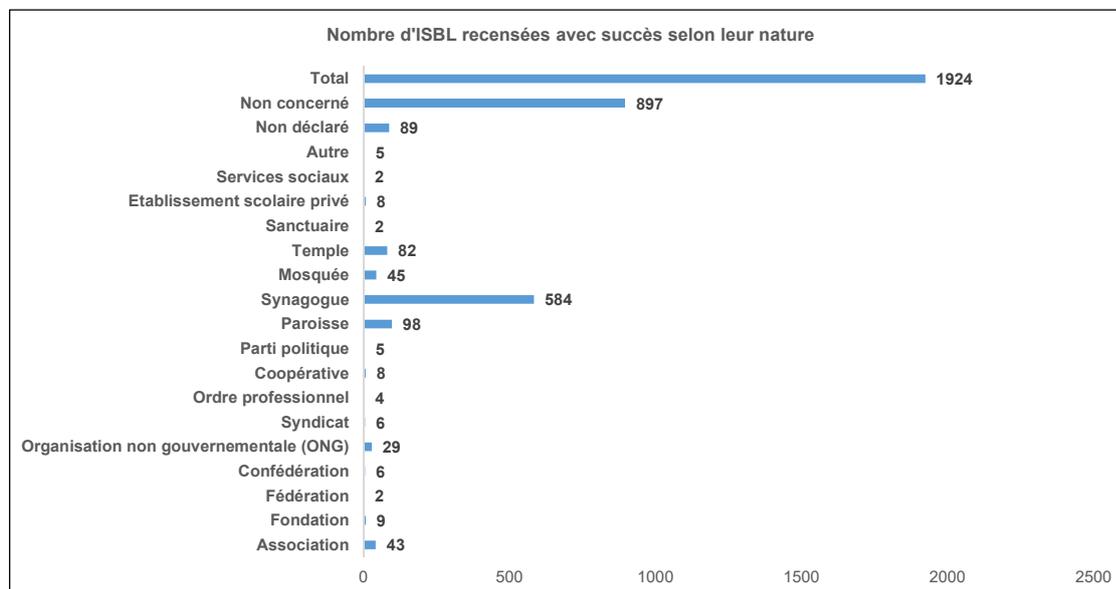
À titre de rappel, le recensement général des entreprises a couvert uniquement les ISBL qui travaillent dans un local fixe et il n'a pas suivi celles qui sont affiliées à des réseaux dont les locaux ne pouvaient pas être identifiés sur le terrain.

Dans l'ensemble, sur les 1294 ISBL recensées avec succès, 1027 ISBL sont éligibles et 897 ISBL ne sont pas concernées. Parmi les 1027 ISBL éligibles, 938 ISBL ont bien déterminé leur nature et 89 ne l'ont pas fait.

En effet, il se dégage qu'il a été recensé plus d'organisations religieuses (729 ISBL, soit 71,0%) parmi lesquelles les synagogues (584 ISBL, soit 56,9%), les paroisses (98 ISBL, soit 9,5%), les mosquées (45 ISBL, soit 4,4%), les sanctuaires (2 ISBL, soit 0,2%). Suivent les temples (82, soit 8,0%), les associations/coopératives (51 ISBL, soit 5,0%), les Organisations Non Gouvernementales (29 ISBL, soit 2,8%), les fondations (9 ISBL, soit 0,9%), les établissements scolaires privés (8 ISBL, soit 0,8%), les syndicats (6 ISBL, soit 0,6%), les partis politiques (5 ISBL,

soit 0,5%), les confédérations (6 ISBL, soit 0,6%), les Ordres professionnels (4 ISBL, soit 0,4%), les services sociaux (2 ISBL, soit 0,2%). (Cf. Graphique 43)

GRAPHIQUE 43 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leur nature



La distribution de ces ISBL par nature selon le type d'activité exercée montre que ce sont des organisations religieuses (paroisses, synagogues, mosquées, sanctuaires) qui ont plus d'établissements secondaires (312 ISBL sur 809, soit 38,6%). Elles sont suivies par les Organisations non gouvernementales (9 ISBL sur 29, soit 31,0%), les associations (13 ISBL sur 43, soit 30,2%), etc. Par contre, les fondations, les fédérations et les confédérations sont faiblement représentées dans le pays et disposent de très peu d'établissements secondaires. (Cf. Tableau 79)

TABLEAU 79 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon le type

Type d'ISBL	Nature de l'ISBL			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Association	28	2	13	43
Fondation	8	0	1	9
Fédération	1	0	1	2
Confédération	2	0	4	6
Organisation non gouvernementale (ONG)	18	2	9	29
Syndicat	4	0	2	6
Ordre professionnel	1	0	3	4
Coopérative	4	0	4	8
Parti politique	5	0	0	5
Paroisse	38	7	53	98
Synagogue	267	70	247	584
Mosquée	27	6	12	45
Temple	59	8	15	82

Type d'ISBL	Nature de l'ISBL			
	Unique	Siège	Secondaire	Total
Sanctuaire	2	0	0	2
Établissement scolaire privé	3	2	3	8
Services sociaux	2	0	0	2
Autre	1	1	3	5
Non déclaré	25	2	62	89
Total éligible	495	100	432	1027
Non concerné	270	61	566	897
Total	765	161	998	1924

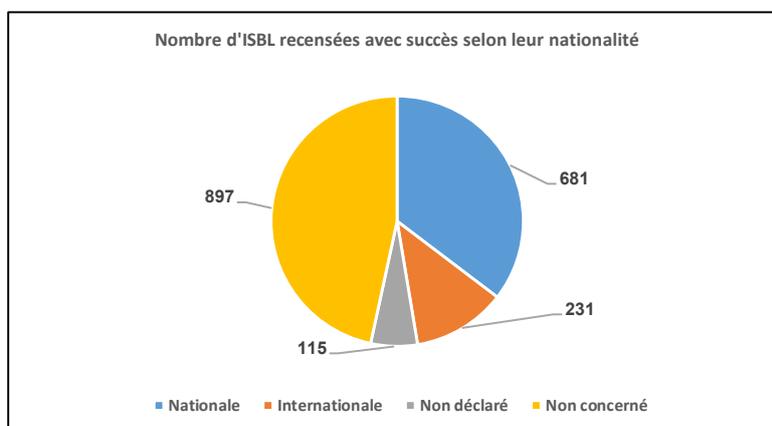
2.2.4. Nombre d'ISBL recensées avec succès selon la nationalité

Il convient de rappeler que la nationalité d'une ISBL est liée à son champ d'action qui peut avoir une portée nationale ou internationale (c'est le cas des organisations religieuses), comme elle peut être liée à la nationalité du propriétaire (c'est le cas des établissements scolaires, etc.). Dans l'en-

semble des 1924 ISBL recensées avec succès, 1027 ISBL sont éligibles et 897 ne sont pas concernées. Parmi ces ISBL éligibles, 912 ISBL ont déclaré leur nationalité (88,7%) et 115 ne se sont pas prononcées (11,2%). Ainsi, il se dégage que 681 ISBL sont nationales (66,3%) et 231 ISBL sont internationales (24,5%). (Cf. Graphique 44)

GRAPHIQUE 44 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leur nationalité

Nationalité de l'ISBL	Pourcentage
Nationale	66,3
Internationale	22,5
Non déclaré	11,2
Total éligible	100,0



La nationalité de l'ISBL tient au type d'activité exercée. Ainsi, les paroisses, les synagogues, les mosquées et les sanctuaires qui sont des organisations religieuses sont à 68,0% nationales (448 ISBL) et à 70,2% internationales (177 ISBL). Toutefois, cela est vrai pour certaines organisations religieuses uniques ou sièges.

En effet, la prolifération des églises dans le pays justifie plus le statut national qu'international car elles se créent au gré des propriétaires. L'exemple patent pour une organisation nationale concerne les associations, les coopératives, les fondations, les fédérations, les confédérations, les ONG, les syndicats qui répondent à des plans et programmes nationaux de développement. Toutefois, il y a des organisations tenues par les expatriées et qui sont nationales comme elles peuvent être internationales. (Cf. Tableau 80)

TABLEAU 80 : Répartition des ISBL recensées avec succès par type selon leur nationalité

Type d'ISBL	Nationalité de L'ISBL			Non concerné	Total
	Nationale	Internationale	Non déclaré		
Association	29	11	3	0	43
Fondation	7	1	1	0	9
Fédération	2	0	0	0	2
Confédération	5	0	1	0	6
Organisation non gouvernementale (ONG)	16	11	2	0	29
Syndicat	5	1	0	0	6
Ordre professionnel	1	1	2	0	4
Coopérative	6	2	0	0	8
Parti politique	4	1	0	0	5
Paroisse	57	21	20	0	98
Synagogue	377	124	83	0	584
Mosquée	12	32	1	0	45
Temple	82	0	0	0	82
Sanctuaire	2	0	0	0	2
Établissement scolaire privé	6	1	1	0	8
Services sociaux	1	1	0	0	2
Autre	3	2	0	0	5
Non déclaré	66	22	1	0	89
Total éligible	681	231	115	0	1027
Non concerné	0	0	0	897	897
Total GABON	659	252	116	897	1924



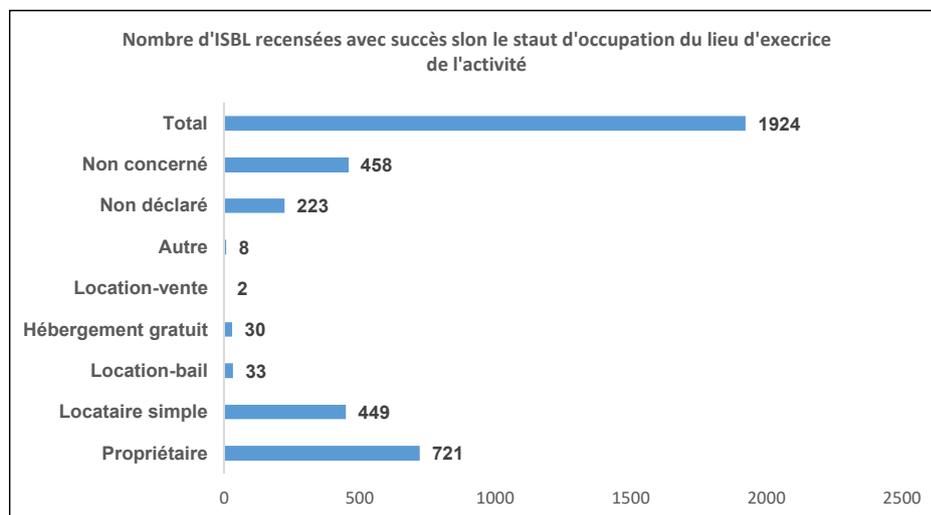
CHAPITRE 3 : ACTIVITÉS DES ISBL RECENSÉES EN 2021-2022

3.1. Nature de l'activité principale exercée par les ISBL

3.1.1. Nombre d'ISBL recensées selon le statut d'occupation du lieu d'exercice

Dans l'ensemble des 1924 ISBL recensées, nombreuses sont celles qui sont propriétaires (724 ISBL, soit 49,2%) de leur lieu d'exercice. Par contre, d'autres sont locataires simples (449 ISBL, soit 30,6%), en location-bail (33 ISBL, soit 2,3%), en hébergement gratuit (30 ISBL, soit 2,0%). Les autres sont en location-vente 223 ISBL (15,2%) ne se sont pas prononcés et 458 ISBL ne sont pas concernées. (Cf. Graphique 45)

GRAPHIQUE 45 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon le statut d'occupation du lieu d'exercice



3.1.2. Nombre d'ISBL recensées par nature selon le statut d'occupation du lieu d'exercice

Le statut d'occupation du lieu d'exercice croisé avec la nature de l'ISBL fait ressortir qu'un grand nombre d'ISBL cherche à être plus propriétaire que locataires simples.

C'est ainsi qu'il est constaté que les ISBL à établissement unique sont à 58,6% propriétaires (421 ISBL) et à 32,2% locataires simples (231 ISBL) ; que les ISBL qui constituent les sièges de l'établissement sont à 60,0% propriétaires (87 ISBL) et à 31,7% locataires simples (46 ISBL) ; que les ISBL considérées comme des établissements secondaires sont à 35,3% propriétaires (213 ISBL) et à 28,5% locataires simples (172 ISBL). Par contre, très peu d'ISBL sont en location-bail, en location-vente ou en hébergement gratuit. (Cf. Tableau 81)

TABLEAU 81 : Répartition des ISBL recensées avec succès par nature selon le statut d'occupation du lieu d'exercice

Statut d'occupation du lieu d'exercice d'activité	Nature de l'ISBL			Total
	Unique	Siège	Secondaire	
Propriétaire	421	87	213	721
Locataire simple	231	46	172	449
Location-bail	17	1	15	33
Hébergement gratuit	17	5	8	30
Location-vente	1	0	1	2
Autre	3	2	3	8
Non déclaré	28	4	191	223
Total éligible	718	145	603	1466
Non concerné	47	16	395	458
Total GABON	765	161	998	1924

3.1.3. Nombre d'ISBL recensées avec succès selon les principaux partenaires

Le recensement général des entreprises a identifié trois types de partenaires, à savoir ceux du Gabon, de la CEMAC et hors CEMAC. En effet, il y a une sous-déclaration de la part des dirigeants des ISBL en ce qui concerne les relations avec leurs partenaires. Dans l'ensemble, 45,7% des ISBL sont soutenus par des partenaires gabonais ; 7,4% des ISBL par des partenaires de la CEMAC et 10,2% des ISBL par des partenaires extérieurs à la CEMAC. (Cf. Tableau 82)

TABLEAU 82 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leurs principaux partenaires

Principaux partenaires de l'ISBL	Oui	Non	Non déclaré	Non concerné	Total
Partenaires gabonais	469	131	427	897	1924
Partenaires CEMAC (hors Gabon)	76	524	427	897	1924
Partenaires hors CEMAC	105	495	427	897	1924
	Oui	Non	Non déclaré	Non concerné	Total
Partenaires gabonais	45,7	12,8	41,6		100,0
Partenaires CEMAC (hors Gabon)	7,4	51,0	41,6		100,0
Partenaires hors CEMAC	10,2	48,2	41,6		100,0

Par nationalité, il ressort que la plupart des ISBL nationales ont plus de partenaires gabonais (68,2%) que de partenaires de la CEMAC (35,5%) et des partenaires extérieurs à la CEMAC (46,7%). Par contre, très peu d'ISBL internationales ont des partenaires gabonais (29,6%). (Cf. Tableau 83)

TABLEAU 83 : Répartition des ISBL recensés avec succès ayant déclaré leurs principaux partenaires selon la nationalité

Principaux partenaires de l'ISBL	Nationalité de l'ISBL				Total
	Natio- nale	Internatio- nale	Non déclaré	Non concerné	
Partenaires gabonais	320	139	10	0	469
Partenaires CEMAC (hors Gabon)	27	46	3	0	76
Partenaires hors CEMAC	49	53	3	0	105
	Natio- nale	Internatio- nale	Non déclaré	Non concerné	Total
Partenaires gabonais	68,2	29,6	2,1	0,0	100,0
Partenaires CEMAC (hors Gabon)	35,5	60,5	3,9	0,0	100,0
Partenaires hors CEMAC	46,7	50,5	2,9	0,0	100,0

3.1.4. Nombre d'ISBL recensées avec succès par type selon les principaux partenaires

Selon le type d'activité des ISBL, il se dégage que ce sont les organisations religieuses (paroisses, synagogues, mosquées, sanctuaire) qui bénéficient plus de l'apport des partenaires gabonais (82,4%), de la CEMAC hors Gabon (78,9%) et des partenaires hors CEMAC (65,1%). Par contre, les associations (3,2%), les temples (8,2%), les ONG (1,7%), les établissements scolaires privés (0,9%), etc. s'appuient plus sur les partenaires gabonais. (Cf. Tableau 84)

TABLEAU 84 : Répartition des ISBL recensées avec succès par type selon leurs principaux partenaires

Type d'ISBL	Principaux partenaires de l'ISBL		
	Gabon	Autre CEMAC	Hors CEMAC
Association	15	2	4
Fondation	2	1	1
Fédération	1	0	0
Confédération	2	1	1
Organisation non gouvernementale (ONG)	8	2	5
Syndicat	3	1	2
Ordre professionnel	1	0	0
Coopérative	1	0	0
Parti politique	1	0	0
Paroisse	8	2	1
Synagogue	351	52	59
Mosquée	24	6	7
Temple	38	6	19
Sanctuaire	1	0	0
Établissement scolaire privé	4	1	2
Services sociaux	1	1	1
Autre	5	1	1

Type d'ISBL	Principaux partenaires de l'ISBL		
	Gabon	Autre CEMAC	Hors CEMAC
Total des ISBL ayant déclaré des partenaires	466	76	103
Non déclaré	3	0	2
Non concerné	0	0	0
Total	469	76	105

3.1.5. Nombre d'ISBL recensées avec succès selon les principaux bénéficiaires de leurs services

Les principaux bénéficiaires des services des ISBL sont leurs membres (30,1%), le collectif de personnes (27,1%), les autres personnes (28,8%) et les sociétés (12,1%). (Cf. Tableau 85)

TABLEAU 85: Répartition des ISBL recensées avec succès selon les principaux bénéficiaires de leurs services

Principaux bénéficiaires de l'ISBL			Non déclaré	Non concerné	Total
	Oui	Non			
Membres exclusivement	160	106	265	1393	1924
Collectif de personnes	144	122	265	1393	1924
Autres personnes	153	113	265	1393	1924
Sociétés	65	202	264	1393	1924
Pourcentage	Oui	Non	Non déclaré	Non concerné	Total
Membres exclusivement	30,1	20,0	49,9		100,0
Collectif de personnes	27,1	23,0	49,9		100,0
Autres personnes	28,8	21,3	49,9		100,0
Sociétés	12,2	38,0	49,7		100,0

3.2. Sources de financement de l'activité des ISBL recensées en 2021-2022

Malgré les omissions de déclarations observées il se dégage trois principales sources de financement dont les cotisations des membres (337 ISBL, soit 36,2%), les fonds propres (327 ISBL, soit 35,1%) et les dons bénévoles (161 ISBL, soit 17,3%). Toutefois, les ISBL reçoivent aussi les dons des partenaires nationaux (59 ISBL, soit 6,3%), des partenaires extérieurs (36 ISBL, soit 3,9%), des subventions de l'État (12 SBL, soit 1,3%) et de la vente des biens et services (40 ISBL, soit 1,3%). (Cf. Tableau 86)

TABLEAU 86 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon leurs sources de financement déclarées

Sources de financement de l'ISBL				Non concerné	Total
	Oui	NON	Non déclaré		
Fonds propres	327	142	463	992	1924
Cotisation des membres	337	132	463	992	1924
Dons bénévoles	161	308	463	992	1924

Sources de financement de l'ISBL	Oui	NON	Non déclaré	Non concerné	Total
Dons des partenaires nationaux	59	410	463	992	1924
Dons des partenaires extérieurs	36	433	463	992	1924
Ventes des biens et services	40	429	463	992	1924
Subventions de l'État	12	457	463	992	1924
Pourcentage					
Fonds propres	35,1	15,2	49,7		100,0
Cotisation des membres	36,2	14,2	49,7		100,0
Dons bénévoles	17,3	33,0	49,7		100,0
Dons des partenaires nationaux	6,3	44,0	49,7		100,0
Dons des partenaires extérieurs	3,9	46,5	49,7		100,0
Ventes des biens et services	4,3	46,0	49,7		100,0
Subventions de l'État	1,3	49,0	49,7		100,0

3.3. Ressources, dons et dépenses des ISBL en 2019

Les déclarations des ressources, des dons et des dépenses des ISBL se rapportent à l'année 2019 et ne concernent que les ISBL créées jusqu'en 2019 et ayant travaillé en 2019. Ainsi, toutes les autres ISBL créées et ayant démarré leur activité après 2019 ne sont pas concernées. En effet, le montant des ressources, des dons reçus et des dépenses engagées par les ISBL est sous-estimé. Au total, 1924 ISBL ont été recensées avec succès parmi lesquelles 1056 ISBL ne sont pas concernées par ces questions.

■ Pour la déclaration des ressources, 871 ISBL sont éligibles dont 425 ISBL ont répondu favorablement et 446 ISBL se sont abstenues. Ainsi, le montant total de ressources qui a été déclaré par les 396 ISBL s'élève à 508340,686 millions FCFA.

■ Pour la déclaration des dons reçus, 868 ISBL sont éligibles dont 326 ISBL ont répondu favorablement et 542 ISBL se sont abstenues. Ainsi, le montant total des dons reçus qui a été déclaré par les 290 ISBL s'élève à 508790,136 millions FCFA.

■ Pour la déclaration des dépenses engagées, 868 ISBL sont éligibles dont 538 ISBL ont répondu favorablement et 330 ISBL se sont abstenues. Ainsi, le montant total des dépenses engagées qui a été déclaré par les 499 ISBL s'élève à 407942,053 millions FCFA.

La distribution du montant de ces ressources, dons et dépenses (en millions FCFA) est présentée ci-dessous selon la nature de l'ISBL. (Cf. Tableau 87)

TABLEAU 87 : Répartition des ISBL recensées avec succès selon le montant des ressources, dons et dépenses déclarés (en millions FCFA)

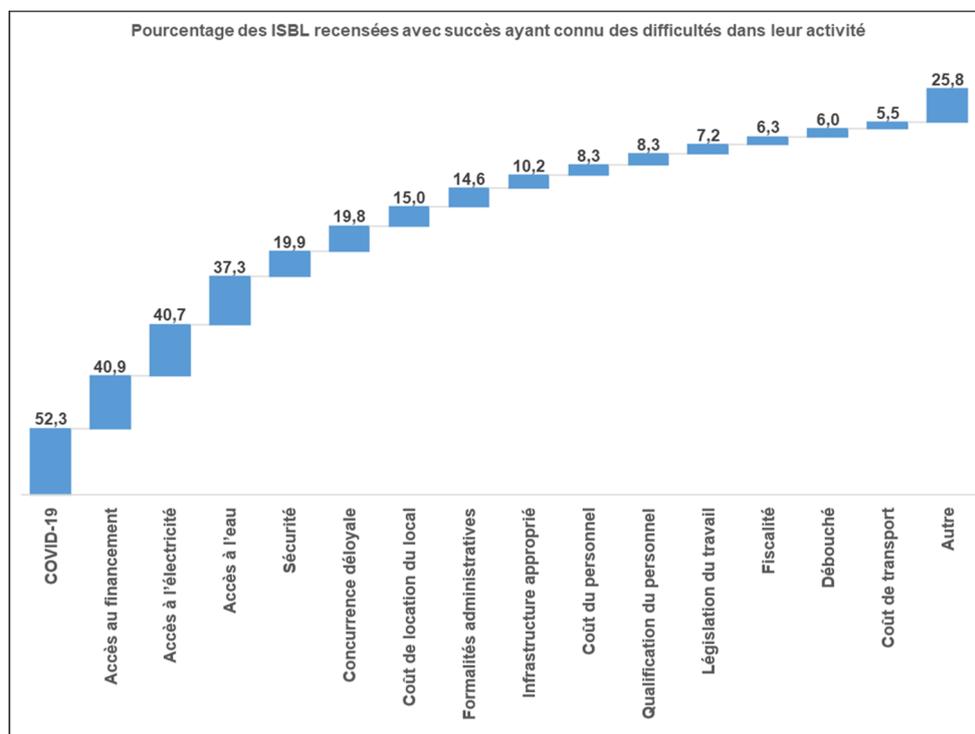
Nature de l'ISBL	Ressources		Dons		Dépenses	
	ISBL déclarées	Montant des ressources	ISBL déclarées	Montant des dons	ISBL déclarées	Montant des dépenses
Association	20	208,935	19	217,361	22	167,49

Nature de l'ISBL	Ressources		Dons		Dépenses	
	ISBL déclarées	Montant des ressources	ISBL déclarées	Montant des dons	ISBL déclarées	Montant des dépenses
Fondation	6	2058,115	6	37,562	7	1378,26
Fédération	1	500000.000	1	500000.000	1	400000.000
Confédération	6	16,977	4	6,652	4	6,700
ONG	11	597,977	12	624,922	13	107,739
Syndicat	1	8,500	2	14,5	3	20,785
Ordre professionnel	1	17,040	2	19,92	2	8,240
Coopérative	2	2,931	1	0,471	3	8,653
Parti politique	2	7,000	2	7	2	7,380
Paroisse	47	3847,562	47	5868,764	47	1875,660
Synagogue	252	1342,770	149	1811,78	325	4190,024
Mosquée	16	57,235	15	57,575	24	75,820
Temple	27	169,714	29	122,429	44	93,122
Sanctuaire	2	3,000	1	1,200	2	2,180
Établissement scolaire privé	1	2,100	0	0,000	0	0,000
Services sociaux	1	0,830	0	0,000	0	0,000
Total des ISBL ayant déclaré des partenaires	396	508340,686	290	508790,136	499	407942,053

3.4. Contraintes liées à l'activité des ISBL recensées

Les difficultés rencontrées par les institutions sans but lucratif sont graduelles comme cela a été observé au niveau des entreprises. Selon les déclarations des responsables des ISBL, les principales difficultés rencontrées dans leur activité sont liées à l'existence de la Covid-19 (52,3%), au manque de financement (40,9%) et à l'accès à l'électricité (40,7%). À celles-là s'ajoutent les difficultés d'accès à l'eau (37,3%), le problème de sécurité (19,9%), la concurrence déloyale (18,8%), le coût élevé de location du local (15,0%), le problème de formalités administratives (14,6%) et l'infrastructure inappropriée (10,2%). (Cf. Graphique 46).

GRAPHIQUE 46 : RÉPARTITION (%) DES ISBL RECENSÉES AVEC SUCCÈS AYANT CONNU DES DIFFICULTÉS DANS LEUR ACTIVITÉ

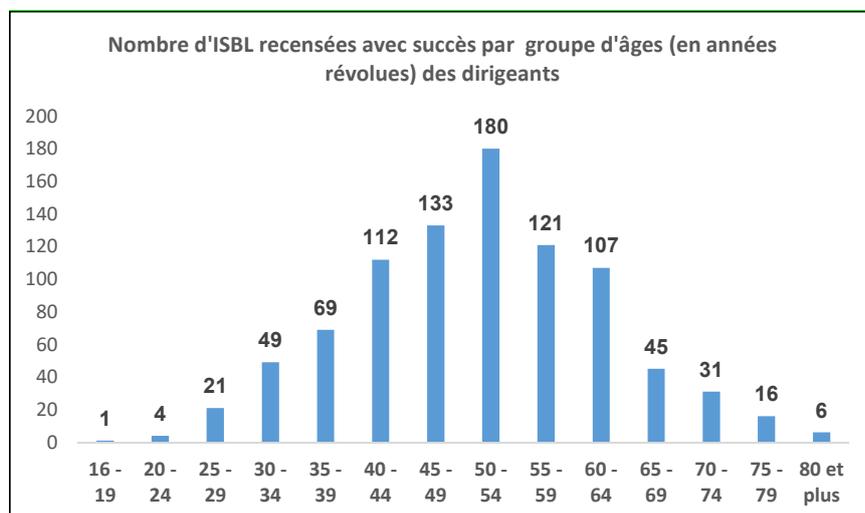


3.5. Caractéristiques des dirigeants des ISBL recensées

3.5.1. Répartition des dirigeants des ISBL recensées avec succès par groupe d'âges

Dans l'ensemble, 895 ISBL ont pu déclarer l'âge de leurs dirigeants qui varie de 16 ans à 87 ans. Cependant, 116 ISBL ne l'ont pas fait et 913 ISBL ne sont pas concernées. On observe une forte concentration des dirigeants âgés de 40-64 ans (653, soit 73,0%) avec un âge moyen de 50,77 ans traduisant un vieillissement des dirigeants des ISBL. (Cf. Graphique 47)

GRAPHIQUE 47 : Répartition des ISBL recensées avec succès par groupe d'âges (en années révolues) des dirigeants

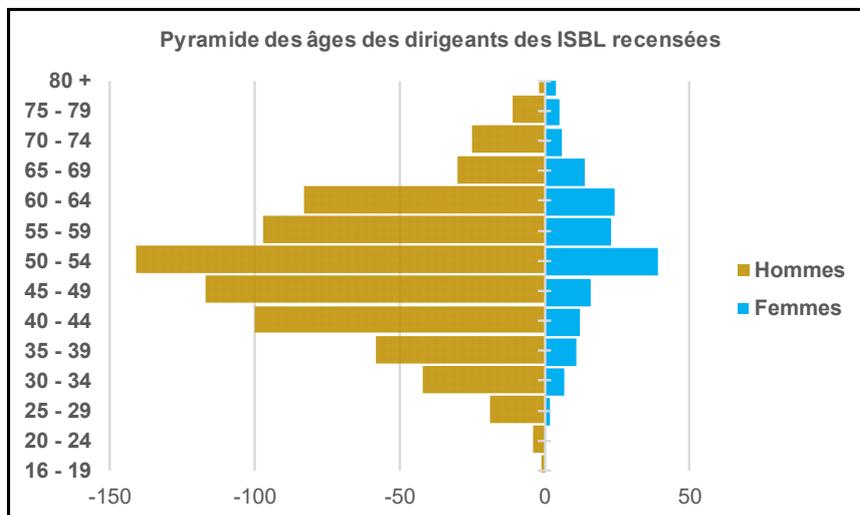


3.5.2. Répartition des dirigeants des ISBL par groupe d'âges selon le sexe

La pyramide des âges des dirigeants des ISBL recensées a l'allure évasée à cause de la faible représentativité des femmes parmi les dirigeants des ISBL. La base rétrécie fait dire qu'il est difficile d'être dirigeant d'une ISBL avant l'âge de 25 ans. À partir de 25-29 ans, il y a une incursion plus forte chez les hommes dirigeants que chez les femmes dirigeantes marquant ainsi une plus forte représentativité masculine jusqu'aux âges élevés.

Cependant, la responsabilité d'être dirigeant d'une ISBL pour une femme commence à l'âge de 30 ans et l'effectif des femmes dirigeantes augmente avec l'âge jusqu'à 64 ans avant de diminuer à partir de 65 ans. La pyramide des âges atteint l'apogée à 50-54 ans chez les femmes dirigeantes. (Cf. Graphique 48)

GRAPHIQUE 48 : Pyramide des dirigeants des ISBL recensées avec succès



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Le Recensement Général des Entreprises et des institutions sans but lucratif est arrivé à son terme par la production du présent rapport final. Il a couvert toutes les provinces, tous les départements et toutes les villes du Gabon (avec arrondissement ou sans arrondissement).

Au regard des délais assez réduits pour la couverture totale du pays (tout milieu de résidence confondu), en dehors de toutes les villes qui ont été couvertes totalement, le RGE a été étendu aux unités de grande importance économique se trouvant en milieu rural (dans les districts et dans les cantons n'appartenant pas aux districts). C'est pour cette raison que le taux de couverture est très faible dans le milieu rural comme on peut le constater, par exemple, dans la province de l'Estuaire.

Par ailleurs, il n'est pas étonnant qu'il y ait autant d'omissions de déclaration de réponses sur des questions liées au chiffre d'affaires et aux coûts pour les entreprises mais aussi aux ressources, dons et dépenses pour les ISBL, pour les raisons suivantes : (i) la compression du budget du RGE (pour la prise en compte des autres projets du PDS), (ii) l'utilisation de la base cartographique du RGPL de 2013 non-adaptée à ce genre d'opération, et surtout (iii) la dissimulation des informations de la part des dirigeants d'entreprises et des responsables des ISBL, (iv) leur indisponibilité et (v) leur absence pour des voyages et (vi) le refus de certains d'entre eux.

Toutefois, certains opérateurs ont su faire montre de beaucoup de sagesse et de responsabilité pour répondre aux obligations de déclaration statistique contrairement à certains autres qui ont fermé leurs portes aux agents recenseurs. Cette bonne coopération a permis d'avoir un taux global de couverture de 84,3% qui est acceptable, mais le niveau de déclaration de certaines variables-clés telles que l'emploi, le chiffre d'affaires, les coûts de marchandises et des consommations intermédiaires qui permettent d'évaluer le produit intérieur brut (PIB) est sous-estimé malgré les imputations faites en relançant les grandes entreprises par des appels téléphoniques et en recourant aux documents comptables (déclarations statistiques et fiscales, rapports d'activités).

C'est ce travail d'imputation qui a permis de corriger le gap observé sur ces variables-clés au moment de l'apurement des données et qui a conduit à relever la bonne couverture interne de ces questions. En somme, le Recensement Général des Entreprises est guidé par trois principaux critères de contrôle, à savoir : (i) la situation d'ouverture de l'établissement pour identifier les établissements encore en vie et en activité ; (ii) la nature de l'établissement pour distinguer les établissements uniques, les sièges des entreprises à établissements multiples et les établissements secondaires qui peuvent dépendre ou non du siège au niveau de la tenue de la comptabilité ; (iii) le type d'entité qui peut être une entreprise ou une institution sans but lucratif selon le type de questions posées à l'un ou l'autre type. Tout établissement qui respecte ces trois critères à la fois est éligible au recensement. C'est pour cette raison que les différents filtres ont conduit à un effectif global de 68586 établissements dont 66662 entreprises et 1924 institutions sans but lucratif.

Cependant, il importe de souligner que tous les établissements dont les résultats sont analysés et présentés dans ce rapport ont fait l'objet de prise de coordonnées géo-référencées et ont déclaré leur activité principale. En effet, la définition du secteur informel est conforme aux standards internationaux et son niveau actuel en 2019 (62,9%) a été bien évalué au regard du tissu économique du Gabon comparativement aux autres pays de l'Afrique Subsaharienne ayant réalisé le même recensement tels que le Cameroun, le Sénégal., etc.

En guise de recommandation, il faut noter que la progression du secteur informel dans les provinces (hors Estuaire) mériterait une attention particulière et nécessiterait une formalisation de ces établissements, auprès du Guichet Unique qui est l'ANPI en les contactant à partir de leurs coordonnées relevées au présent recensement.

Enfin, la résistance des dirigeants d'entreprises et des institutions sans but lucratif observée au cours de ce recensement général des entreprises mériterait, pour le gouvernement gabonais, de prendre certaines dispositions légales car les agents de terrain étaient très impuissants pour les contraindre à répondre malgré les recours faits auprès des autorités administratives et locales dans les provinces. Cela devra interpeler les décideurs politiques pour la bonne marche et la bonne réussite des opérations de collecte à venir qui seront réalisées auprès des mêmes opérateurs économiques, quand bien même les données sur la production des entreprises en termes de chiffre d'affaires sont capitales pour les besoins de planification du développement économique nationale.

Le Recensement Général des Entreprises qui vient d'être réalisé au Gabon a été confronté à deux types de problèmes : (i) Absence d'un répertoire fiable des entreprises opérant au niveau national qui aurait pu permettre de faire un rapprochement entre le nombre d'entreprises contenues dans ledit répertoire et le nombre d'entreprises identifiées au RGE ; (ii) Limites liées à la base cartographique du RGPL de 2013 utilisée pour le RGE car elle n'est pas adaptée pour un recensement général des entreprises. C'est une cartographie des ménages et il fallait une cartographie spéciale pour circonscrire les zones de concentration de l'activité économique au niveau national.

ANNEXES : PERSONNELS AYANT PARTICIPÉ AU RGE PAR FONCTION

ANNEXE 1 : PERSONNEL DE COORDINATION ET D'ACCOMPAGNEMENT

N°	NOM(S) ET PRENOM(S)	FONCTION AU RGE
1	MFOUBA Pierre Claver	Directeur Général de la Statistique / Coordinateur Général du RGE
2	ITSIEMBOU N'DOSSY Rêve ép. MANGOUMBA	Directeur Général Adjoint de la Statistique / Coordinateur Général Adjoint du RGE
3	ONDO MEGNE Jean Jacques	Directeur de la Comptabilité Nationale /Coordonateur Technique du RGE
4	NDZU ZOULA Davy Aymar	Chargé d'Études/ Coordinateur Technique Adjoint du RGE
5	AVOMO ASSOUM-MVE Jasmine Dalhia ép. ENGOANG ASSEMBE	Chef de service des Études Économiques / Responsable de la Section Administration, Finances et Logistique
6	MOUITY MILINDZI ILONGO Inès Elsa	Cadre /Responsable de la Section Communication
7	MAGANGA Serges R.	Directeur des Statistiques Démographiques /Responsable de la Section Cartographie et Collecte
8	ABO EKOMIE Alain	Chargé d'Études /Responsable de la Section Méthodologie et Analyse
9	ZIMA MEFÉ Jean Pierre	Consultant Statisticien du PDS

ANNEXE 2 : LISTE DES GESTIONNAIRES DU SITE INFORMATIQUE ET DES SUPERVISEURS D'APPLICATION DU RGE

N°	NOM(S) ET PRENOM(S)	FONCTION AU RGE
1	NDONG Rodrigue	Gestionnaire principal de l'application et du suivi
2	EYEMBA Yvon	Gestionnaire Adjoint de l'application et du suivi
3	MINTSA MI NDONG Armand	Gestionnaire Adjoint de l'application et du suivi

N°	NOM(S) ET PRENOM(S)	FONCTION AU RGE
1	ANGUE Sandrine Radia	Superviseur d'application
2	ANGUE NTOSSUI Murielle Larissa	Superviseur d'application
3	BOGOU KOUMBA Marie Chantal	Superviseur d'application
4	BOUDIALA BOUDIALA Alban Kartel	Superviseur d'application
5	ITSATSA Arnaud Thibaut	Superviseur d'application
6	KASSA NZAMBA Alain Yves	Superviseur d'application
7	MBA Léon Wanny	Superviseur d'application
8	MENGOME OBAME Lionnel	Superviseur d'application
9	MIHINDOU MIHINDOU Hyacinthe	Superviseur d'application
10	NDONG ONDO Jowane Ulrich Junior	Superviseur d'application
11	NDONGO Alain	Superviseur d'application
12	NKOGHO OBAME Arron Darhyl	Superviseur d'application
13	NZAMBA IKOUMA Clémence Vivette	Superviseur d'application
14	NZAOU Kévin Alban	Superviseur d'application
15	OBAME ABESSOLO Brice Farel	Superviseur d'application
16	YOUMBI ENGOZOGO Elie Léolin	Superviseur d'application
17	MASSALA MASSALA Wilfried Constant	Superviseur d'application
18	ESSONO ENAME Toussaint Curtis	Superviseur d'application

ANNEXE 3 : LISTE DES CHEFS D'EQUIPE DU RGE

N°	NOM(S) ET PRENOM(S)
1	ADA EKOVA Claudia
2	ASSOUMOU ONDO Arnaud Michel
3	ATOME ATOME DAVY
4	BIBE ZIMA François
5	BIVEGHE BI NGUEMA Tiburse Charly
6	BOUASSA JEF
7	BOULANGA TSINGA Juste Appolinaire
8	BOUROBOU BORGOU Paule Imelda
9	EBI MINKO Théophile
10	EDZANG ZOGO Rodrigue
11	EKOGHA EBANG Elie Elvice
12	EMANE NKOOGO Gathian
13	EMBINGA Amélie
14	ENOUME ZOLLO Jerry Tanguy
15	ESSONO MENDAME Clément
16	ETSINDA LENDOYE ELLA Josué Samuel
17	ETSINDA ONGOUORI Daniel Samuel Jérémie
18	EYANG MENGUE Graziella Flore
19	EYAZO'O Gédéon Ramsès
20	GODERE LOGUIYIMBA Dan Franchelle
21	GUY PIERY MOANDA Gina
22	KOMBA TENDELE Melissa Claverie
23	KONGA Christian
24	LELO KAMAGATE Antoine Tidjane
25	MAMBENDA Edgard
26	MBENG NDONG Audrick Paterne
27	MENGUE BEYEME Marie Chantal
28	MENGWA MAKOUNDOU Joseph Junior
29	MESSA M'EDOU Euloge Patrick
30	MEYIE MOTHO Sternie Jivencya
31	MINTSA NDONG Joseph
32	MITCHINDOU Dolphi Dany
33	MOUGOU MBELE Martial Ronsard
34	MOUSSADJI Don Dieu
35	MOUYA MOUSSAVOU Issah
36	MVE ESSONO Samy Edgard
37	NDOUTOUME MBA Steeve Jonathan
38	NDZANGOU YOUBA REGANCE Eliacie
39	NGOJA ASSENG Adrien
40	NGUEMA ELLA Hilaire
41	NKUE Mimosa
42	NSOME METOULOU Paulin
43	NZE Claudia Emeline
44	NZE MBA KOUAMI Loraine
45	NZEMOUE EDOU Ariane Marie Dana
46	NZOGH AZEME NZOGH OBIANG Gilles Christ
47	OBAME MEYE Ted Maurel
48	OBAME OWONO Rony Stephen
49	OBIANG NDONG Glissant
50	OBIANG NGOU Giusty
51	OMVA AUBAME Pierre Célestin Vhydall
52	OYE NGUEMA Adriela Célia
53	RESSAVO BODINGA Rigobert Willy Darcel
54	ZENG NDONG Ben Pavlove

ANNEXE 4 : AUTRE PERSONNEL AYANT PARTICIPE AUX ACTIVITES PREPARATOIRES DU RGE

N°	NOM(S) ET PRENOM(S)	FONCTION AU RGE
1	TIWINOT Francis Thierry	Directeur Général de la Statistique (Sortant) / Coordonnateur National du RGE
2	EBANG EBANG Prosper	Directeur Général de la Statistique (Sortant) / Coordonnateur National du RGE
3	NTSAME ONDO Nicole ép. NGUEMA MBOGHO	Directeur Général Adjoint de la Statistique (Sortant) / Coordonnateur National Adjoint du RGE
4	MAGANGA Serges R.	Directeur des Statistiques Démographiques / Responsable de la Section Cartographie et de la Collecte
5	ETOME Patricia Ghislaine	Directeur des Études de la Coordination et de l'Informatique / Responsable de la Communication
6	ABO EKOMIE Alain Martial	Chargé d'Études / Responsable de la Méthodologie et de l'analyse
7	ABAGA NGUEMA Samuel	Chef de service des Comptes Nationaux / Membre la Section Méthodologie et Analyse
8	MINKO MI ONDO Michel	Chargé d'Études / Membre la Section Développement des Applications
9	ADA MVE Audrey ép. ENGO	Cadre / Responsable Adjoint de la Communication
10	BIDZIME ANGO Ernestine	Cadre / Membre de la Section Communication
11	MBOUYI BOUTSINA Michel Fernand	Cadre / Membre la Section Développement des Applications
12	ONDO MANGOUKA Guy Léonce	Cadre / Membre la Section Développement des Applications
13	OYE NDONG Amandine	Cadre / Membre de la Section Administration, Finances et Logistique
14	SOUAMY SOUAMY Ida Vial	Cadre / Membre de la section Communication
15	ZUE OBAME Barbara ép. NDONGO	Cadre / Section Méthodologie et Analyse



DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE
B.P.: 2119 Libreville, Gabon
Telephone(s): (+241) 01 72 13 69 • 01 76 06 71 • 01 76 14 12
E-mail: info@instatgabon.ga • statcomext.ct@gmail.com
Site Web: www.statgabon.ga

